

BULLETIN OFFICIEL

CONVENTIONS COLLECTIVES



BULLETIN OFFICIEL
CONVENTIONS COLLECTIVES

BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

FASCICULE N° 2017/05 DU 18 FÉVRIER 2017

	<u>Pages</u>
Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social....	1
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	59

MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DU DIALOGUE SOCIAL

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2017/05

CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	<u>Pages</u>
Assistance (sociétés) : avenant du 18 mars 2016 à l'accord du 2 mai 2011 relatif à l'accompagnement d'une personne en fin de vie.....	4
Assistance (sociétés) : accord du 18 novembre 2016 relatif à l'emploi des personnes handicapées.....	8
Audiovisuelle (production) : avenant n° 7 du 30 septembre 2016 relatif aux salaires minima au 1^{er} octobre 2016.....	15
Avocats (cabinets [personnel salarié]) : procès-verbal de désaccord du 25 novembre 2016 relatif à la valeur du point pour 2017.....	16
Couture (région parisienne) : accord du 23 novembre 2016 relatif à la formation professionnelle.....	18
Fruits et légumes, épicerie (commerce de détail) : avenant n° 123 du 14 décembre 2016 relatif au régime de prévoyance.....	30
Métallurgie (Vaucluse) : avenant n° 67 du 13 décembre 2016 relatif à la valeur du point au 1^{er} janvier 2017 et aux taux effectifs garantis annuels pour l'année 2016	35
Retraite et prévoyance des cadres : avenant n° A-291 du 13 décembre 2016 relatif à la modification de l'article 8 de la convention et de l'article 32 de l'annexe I	38
Retraite et prévoyance des cadres : avenant du 13 décembre 2016 relatif à la suppression de la délibération D 55.....	41
Retraite des salariés non cadres : avenant n° 142 du 13 décembre 2016 relatif à la modification des annexes A et C	42
Retraite des salariés non cadres : avenant du 13 décembre 2016 relatif à la suppression des délibérations 3 B, 4 B et 11 B.....	46
Retraite des salariés non cadres : avenant du 13 décembre 2016 relatif au protocole d'accord du 5 février 1979 prévoyant l'attribution d'avantages en matière de retraite complémentaire en cas d'activité partielle.....	48
Spectacle vivant (secteur privé) : avenant du 10 novembre 2016 relatif aux dispositions du titre VI « Metteur en scène de théâtre » de l'annexe I de la convention.....	49
Travail temporaire (entreprises) : avenant n° 2 du 9 décembre 2016 à l'accord du 14 décembre 2015 relatif au régime de frais de santé des salariés intérimaires	53

Travaux publics (Midi-Pyrénées [ouvriers]) : accord du 28 novembre 2016 relatif aux salaires minima pour l'année 2017.....	55
Travaux publics (Midi-Pyrénées [ETAM]) : accord du 28 novembre 2016 relatif aux salaires minima pour l'année 2017.....	57

Brochure n° 3279

Convention collective nationale

IDCC : 1801. – SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE

AVENANT DU 18 MARS 2016
À L'ACCORD DU 2 MAI 2011 RELATIF À L'ACCOMPAGNEMENT
D'UNE PERSONNE EN FIN DE VIE

NOR : ASET1750100M

IDCC : 1801

Entre

SNSA

D'une part, et

CSFV CFTC

FEC FO

FSPBA CGT

CFDT banques et assurances

FAA CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Afin d'actualiser l'accord relatif à l'accompagnement d'une personne en fin de vie dans la branche assistance, signé le 2 mai 2011 avec l'ensemble des organisations syndicales, il est convenu de :

- revaloriser le montant de la rémunération forfaitaire complémentaire versée prévu au titre II, article 1^{er} ;
- dans le titre III, de modifier la durée de versement de la rémunération forfaitaire prévue à l'article 4 de l'accord du 2 mai 2011 et d'ajouter un article 6 concernant l'extension de la rémunération forfaitaire versée par l'entreprise dans le cas d'un accompagnement à l'hôpital.

TITRE II

MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION FORFAITAIRE
COMPLÉMENTAIRE VERSÉE

Article 1^{er}
Montant revalorisé

SALARIÉ À TEMPS COMPLET au moment de la demande du congé	SALARIÉ À TEMPS PARTIEL au moment de la demande du congé
Demande de suspension du contrat de travail : 68,18 €	Demande de suspension du contrat de travail : 68,18 €
Demande de réduction du temps de travail contractuel : 36,40 €	Demande de réduction du temps de travail contractuel : 36,40 €

TITRE III

CONDITIONS ET MODALITÉS D'OUVERTURE
DE LA RÉMUNÉRATION FORFAITAIRE

Article 4 modifié
Durée de versement

Le congé de solidarité familiale est d'une durée maximale de 3 mois, renouvelable une fois. Durant le congé, le contrat de travail est suspendu.

Le congé de solidarité familiale peut également être fractionné d'un commun accord entre l'employeur et le salarié. La durée d'une période minimale de congé est d'une journée sans pouvoir dépasser 3 mois renouvelable une fois.

En cas de fractionnement du congé, le salarié avertit son employeur 48 heures avant la date à laquelle il entend prendre chaque période de congés.

En cas de survenance d'un congé pour événement familial, tel que prévu à l'article 40 a de la convention collective nationale des sociétés d'assistance, ce congé est automatiquement reporté à l'issue du congé de solidarité familiale.

A titre d'exemple, le salarié qui se marie durant le congé de solidarité familial verra son congé de mariage d'une semaine calendaire, débuter à l'issue du congé de solidarité familial.

Les signataires conviennent d'une durée de versement de la rémunération forfaitaire complémentaire :

- pour un salarié qui suspend son contrat de travail : 34 jours calendaires ;
- pour un salarié qui réduit son temps de travail contractuel : 42 jours calendaires.

La rémunération forfaitaire complémentaire cesse d'être versée le jour suivant le décès de la personne accompagnée.

Enfin les entreprises par avenant spécifique à leur contrat de prévoyance maintiennent la totalité des garanties.

L'inscription à la garantie frais de santé reste effective durant le congé de solidarité familiale.

Les modalités de calcul du montant de cotisation à charge du salarié demeurent inchangées. En cas d'insuffisance du salaire net du salarié, et pour ne pas provoquer de défaillance dans le maintien des garanties, l'entreprise effectuera une avance sur salaire au bénéfice du salarié dans les conditions de l'article 3 du titre II de l'accord du 2 mai 2011.

La rémunération forfaitaire complémentaire cesse d'être versée le jour suivant le décès de la personne accompagnée.

Article 6

Extension de la rémunération forfaitaire dans le cas d'un accompagnement direct à l'hôpital

La situation d'hospitalisation directe d'une personne en fin de vie permet le bénéfice de la rémunération forfaitaire dans le cadre d'un accompagnement à l'hôpital.

Les justificatifs à fournir en cas d'hospitalisation directe sont :

- une attestation sur l'honneur du salarié justifiant de l'accompagnement d'une personne en fin de vie ;
- une attestation établie par le médecin de la personne accompagnée justifiant l'hospitalisation ;
- une copie du bulletin d'hospitalisation de la personne accompagnée.

Par hospitalisation directe, il convient d'entendre l'hospitalisation de la personne accompagnée qui n'est pas précédée de soins à domicile.

Par domicile il convient d'entendre de manière large tout domicile y compris la maison de retraite, l'EHPAD, la maison de repos ou de convalescence, etc., c'est-à-dire tout lieu où la personne accompagnée bénéficie de soins dans le cadre de sa fin de vie.

Montants

SALARIÉ À TEMPS COMPLET au moment de la demande du congé	SALARIÉ À TEMPS PARTIEL au moment de la demande du congé
Demande de suspension du contrat de travail : 82,73 €	Demande de suspension du contrat de travail : 82,73 €
Demande de réduction du temps de travail contractuel : 45,50 €	Demande de réduction du temps de travail contractuel : 45,50 €

En cas d'urgence absolue, le congé peut débiter à la date d'envoi de la lettre recommandée du salarié, le cachet de la poste faisant foi, ou à la date de la remise en main propre contre décharge.

Durée de l'avenant

L'avenant entre en vigueur à compter du 1^{er} jour du mois de sa signature et est conclu pour une durée indéterminée.

Publicité de l'avenant au sein de la branche

Le texte de l'avenant et sa note technique seront intégrés en accès public sur le site internet du SNSA et feront l'objet d'une communication au sein de chaque entreprise auprès de tous les salariés.

Dépôt légal et extension

Les signataires s'engagent à effectuer dès signature les démarches nécessaires au dépôt légal et à l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 18 mars 2016.

(Suivent les signatures.)

Allocation de fin de vie

En France

1. L'accompagnant et l'accompagné bénéficient tous deux du régime de la CPAM

L'accompagnant remplit le formulaire S3708 qu'il adresse à sa CPAM avec un certificat médical établi par le médecin traitant de la personne accompagnée + une attestation de son employeur justifiant qu'il bénéficie d'un congé de solidarité familiale.

La CPAM de l'accompagnant verse l'allocation de fin de vie après accord de l'organisme d'assurance maladie de l'accompagné.

Attention, la CPAM n'effectue pas de rétroactivité dans le versement.

2. L'accompagnant et l'accompagné bénéficient de régimes différents

Le CNAJAP (centre national AJAP) s'assurera auprès du régime de l'accompagné que l'allocation n'a pas déjà été versée à un autre accompagnant.

S'il n'y a pas eu de versement il y aura un accord inter-régime pour le versement.

A l'étranger

Il est possible d'accompagner à l'étranger, dans le cadre d'un congé de solidarité familiale, une personne en fin de vie si la personne accompagnée peut prétendre à un droit ouvert en matière de couverture sociale.

C'est le cas dans les 31 pays de la Commission européenne.

L'accompagnant doit alors prendre contact avec le CNAJAP qui lui remettra un formulaire spécifique et lui demandera de le compléter d'une copie de l'équivalent de la carte Vitale.

Coordonnées du CNAJAP (centre national AJAP) : rue Marcel-Brunet, BP 109, 23014 Guéret Cedex, téléphone : 0 811 701 009.

Brochure n° 3279

Convention collective nationale
IDCC : 1801. – SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE

ACCORD DU 18 NOVEMBRE 2016
RELATIF À L'EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES

NOR : ASET1750101M
IDCC : 1801

Entre
SNSA

D'une part, et
CSFV CFTC
FSPBA CGT
CFDT banques et assurances
FAA CFE-CGC

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Conscients du rôle qui incombe à la branche en matière de handicap, les signataires du présent accord entendent mettre en place un accord de branche pour une politique durable en faveur de l'insertion, de l'évolution professionnelle et du maintien dans l'emploi des personnes handicapées conformément à l'accord égalité, mixité, diversité du 8 décembre 2010.

Par personne handicapée, il convient d'entendre « Toute personne dont les possibilités d'obtenir ou de conserver un emploi sont effectivement reconnues par la loi comme étant réduites par suite de l'altération d'une ou de plusieurs fonctions physique, sensorielle, mentale ou psychique ».

Le présent accord vise à :

- favoriser l'égalité des chances, lutter contre l'exclusion et la discrimination pour permettre le recrutement et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées ;
- créer les conditions pour que les personnes handicapées se sentent pleinement intégrées dans leur équipe de travail au quotidien ;
- les écouter, les accompagner dans leurs démarches, proposer des solutions, sensibiliser les managers et les équipes ;
- changer le regard sur le handicap et les stéréotypes.

Objectif à terme de la branche :

Que le handicap ne soit pas considéré comme un frein et que le taux légal de l'obligation d'emploi des personnes handicapées soit atteint et se développe durablement au sein des entreprises de la branche.

I. – Caractéristiques de la branche en matière d'emploi de personnes handicapées

Article 1^{er}

Eléments du diagnostic quantitatif

Le SNSA et les organisations syndicales représentatives dans la branche ont partagé un diagnostic quantitatif sur la situation de l'emploi des personnes handicapées.

Ce diagnostic est issu d'une enquête menée par le SNSA dans les entreprises de la branche et dont les réponses proviennent de la déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH).

En conséquence, le diagnostic quantitatif concerne l'ensemble des entreprises de la branche qui sont toutes assujetties à l'obligation d'emploi des personnes handicapées.

1.1. Etablissements et effectifs concernés par l'obligation d'emploi

Selon les données fournies, pour 2013, 2014 et 2015 par les entreprises de la branche, toutes les entreprises sont assujetties à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (1 entreprise possède un accord agréé).

L'effectif total de la branche représente au 31 décembre 2014 : 7 375 CDI et 904 CDD.

1.2. Taux d'atteinte de l'obligation d'emploi

Selon les déclarations DOETH, au 31 décembre 2015, le nombre de personnes handicapées dans les entreprises de la branche s'élève à 282 personnes.

Le taux atteint au regard de l'obligation d'emploi des personnes handicapées s'établit à cette même date à 4,06 %.

1.3. Modalités de réponse à l'obligation d'emploi

En 2015, les entreprises ont répondu à leur obligation d'emploi, de la manière suivante :

- 1 entreprise a recours à un accord agréé ;
- 9 entreprises sur 11 emploient au moins une personne handicapée ;
- 1 entreprise ne compte pas de personne handicapée ;
- 10 entreprises sur 11 combinent différentes modalités d'acquittement (emploi de travailleurs handicapés, contrats avec le secteur adapté et protégé, contribution à l'AGEFIPH) ;
- 1 entreprise verse exclusivement la contribution à l'AGEFIPH.

1.4. Caractéristiques des bénéficiaires de l'obligation d'emploi

En 2015, les bénéficiaires de l'obligation d'emploi constituent une population majoritairement féminine, en cohérence avec l'ensemble des effectifs de la branche.

Ils sont majoritairement à temps partiel. Ils relèvent principalement de la catégorie employé.

Les caractéristiques des contrats de travail des bénéficiaires de l'obligation d'emploi dans la branche font apparaître un taux d'emploi majoritairement en contrat de travail à durée indéterminée et à temps partiel.

Article 2

Etat des lieux qualitatif

L'emploi de personnes handicapées dans les entreprises de la branche recouvre des réalités variées tant du point de vue de la diversité des handicaps, qu'en termes de freins identifiés dans l'insertion ou le maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Ont été identifiés les freins suivants :

- difficulté à recruter des personnes handicapées ;
- manque d'informations sur la manière d'appréhender le handicap dans l'entreprise pour l'équipe et ou le management ;
- difficultés à coordonner les acteurs dans le montage des dossiers d'aménagement de postes ;
- problèmes parfois occasionnés par la perte de revenu du salarié handicapé.

II. – Mesures prises pour favoriser l'insertion des personnes handicapées

2.1. Recrutement de personnes handicapées : POEC

La branche a souhaité se rapprocher de l'OPCA pour que soit conclue une convention de partenariat avec Pôle emploi.

Cette convention doit permettre aux entreprises de recruter des personnes handicapées en s'appuyant sur un dispositif de formation sur mesure : la préparation opérationnelle à l'emploi collective (POEC).

Elle concerne toutes les entreprises adhérentes au SNSA soumises à la contribution annuelle DOETH et permet également de recourir à la méthode de recrutement par simulation (MRS).

2.2. Accueil dans l'entreprise de personnes handicapées

Pour sensibiliser à l'accueil de personnes handicapées, il est convenu :

- que l'accord de branche fera l'objet d'une communication par l'entreprise ;
- de participer à des manifestations externes afin de valoriser l'image à l'extérieur de l'entreprise et susciter des candidatures ;
- de procéder à des actions de communication interne ;
- d'informer le personnel des actions en faveur de l'emploi de personnes handicapées ;
- d'impliquer les équipes pour intégrer le travailleur handicapé dans l'emploi par tout moyen adapté (réunion d'information, entretiens individuels, groupe de travail, remise d'une plaquette d'information, tutorat...).

III. – Mesures prises pour favoriser le maintien dans l'emploi et la prévention des risques d'inadaptation des salariés handicapés

Le maintien dans l'emploi de personnes handicapées est lié à une politique de formation adaptée leur permettant de développer tout au long de leur carrière leur professionnalisation afin de bénéficier d'une évolution professionnelle.

Le salarié désirant s'engager dans une demande de reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) bénéficie d'une journée d'absence rémunérée assimilée à un temps de travail effectif. Il en est de même lors du renouvellement du titre RQTH. Les modalités pratiques de l'absence sont définies en accord avec l'entreprise.

Les mesures prises pour favoriser le maintien dans l'emploi et la prévention des risques d'inadaptation des salariés handicapés, sont notamment :

- l'aménagement de postes en recourant à un matériel adapté au handicap (équipement pour mal voyant ou pour mal entendant, siège, clavier ou souris adaptée) ;
- l'adaptation des horaires de travail ;

- la prévention des risques d’aggravation des inaptitudes ;
- les dispositifs de reclassement.

a) Référent handicap

Un référent handicap (ou groupe de référents, ou mission handicap) est identifié au sein de l’entreprise afin d’assurer un rôle de coordination entre les acteurs institutionnels (médecine du travail, infirmière, assistante sociale, AGEFIPH, CHSCT, etc.), ainsi qu’avec le management et de façon plus globale avec l’environnement de travail de la personne handicapée. Il rend compte à la direction des ressources humaines.

Il bénéficie d’une formation adaptée aux aspects techniques et relationnels de sa mission.

Le référent (ou groupe de référents, ou mission handicap) est également compétent pour accompagner la personne handicapée lors du retour dans l’entreprise après une absence d’au moins 1 mois.

b) Rémunération

Il est rappelé le principe d’égalité de traitement des personnes handicapées.

IV. – Préparation des personnes handicapées aux mutations technologiques

La prévention des risques liés aux évolutions technologiques doit également prendre en compte les conditions de travail ou les conditions d’emploi de personnes handicapées.

Ainsi, dans le cadre du développement d’outils de travail intégrant de nouvelles technologies, l’entreprise étudie systématiquement les impacts possibles sur les conditions de travail des personnes handicapées.

En cas d’impact identifié, une proposition d’adaptation est présentée au CHSCT et au comité d’entreprise.

V. – Formation

Adaptation de l’offre de formation

Il s’agit de favoriser le développement de pratiques permettant à l’accès à la formation en prenant en compte tout type de handicap : adaptation des rythmes, des méthodes et des outils.

Le certificat de qualification professionnelle (CQP) chargé(e) d’assistance est une possibilité qui doit également être étudiée avec la personne handicapée. Il en est de même de la démarche validation des acquis de l’expérience (VAE) essentielle pour la reconnaissance de l’employabilité. Les entreprises accompagnent à leur demande les salariés handicapés dans une démarche VAE, ou de bilan de compétences.

Dans le cadre de la présentation annuelle du plan de formation au comité d’entreprise, et dans le respect de l’anonymat, sont présentées spécifiquement les mesures en matière de formation prises en faveur des personnes handicapées.

Cette présentation traite exclusivement du nombre et du type de mesures prises (répartition des formations en catégories 1 et 2).

Les acteurs de l’entreprise accompagnant les personnes handicapées peuvent bénéficier en cas de besoin d’actions ciblées sur le handicap dans l’entreprise.

VI. – Relations avec le secteur protégé et adapté

Les entreprises adaptées (EA), les centres de distribution de travail à domicile, ainsi que les établissements et services d’aide par le travail (ESAT), constituent, pour les personnes handicapées, des environnements privilégiés pour favoriser leur insertion professionnelle vers le milieu ordinaire de travail.

Une campagne d'information et de sensibilisation doit faire connaître aux entreprises la diversité des prestations proposées par ce secteur. A ce titre, et notamment pour leur permettre de s'acquitter partiellement de leur obligation d'emploi, elle les encourage à conclure avec le secteur protégé et adapté :

- des contrats de sous-traitance ou de prestations de services ;
- des contrats de sous-traitance ou de prestations de services sur sites ;
- des contrats de mise à disposition d'une personne handicapée par une EA ;
- des contrats d'exercice d'une activité professionnelle en milieu ordinaire de travail par un ESAT.

VII. – Mesures d'accompagnement

Un budget spécifique est dédié au handicap afin de mener les mesures d'accompagnement.

Les entreprises investissent chaque année dans des mesures d'accompagnement et de sensibilisation sur le handicap et dans l'amélioration des conditions de travail des personnes handicapées.

VIII. – Mesures concernant les salariés aidants des personnes handicapées

Une attention particulière doit être portée au salarié aidant un proche handicapé, dès lors qu'il réside avec elle ou entretient des liens étroits et stables en lui venant en aide de manière régulière et fréquente, à titre non professionnel, pour accomplir tout ou partie des actes de la vie quotidienne.

Le salarié aidant peut recourir au référent handicap en cas de difficulté avérée et dûment justifiée afin qu'une solution appropriée soit proposée pour lui permettre de concilier sa situation d'aidant et la poursuite de son activité professionnelle.

Dans ce cadre :

- le salarié peut bénéficier d'aménagements d'horaires individualisés permettant d'adapter son temps de travail dans l'entreprise ;
- une proposition de télétravail peut lui être faite si les conditions de son emploi dans l'entreprise le permettent ;
- enfin, le salarié aidant bénéficie dans la limite de 2 jours par an (éventuellement 4 demi-journées) d'une autorisation d'absence rémunérée afin d'effectuer des démarches administratives ou d'accompagnement au bénéfice de la personne aidée.

Le salarié aidant doit justifier de son statut d'aidant auprès de son entreprise et du fait que la personne aidée est bien titulaire d'une des prestations énumérées ci-dessous :

Allocation d'éducation enfant handicapé (AEEH), allocation compensatrice de tierce personne (ACTP), prestation de compensation du handicap (PCH), ou allocation personnalisée d'autonomie (APA) rattachée à un groupe de 1 à 4 de la grille AGGIR.

Ces 2 jours ne sont pas reportables d'une année sur l'autre et sont assimilés à un temps de travail effectif pour la détermination de la durée des congés payés ainsi que pour les droits légaux ou conventionnels acquis par le salarié au titre de son ancienneté dans l'entreprise.

Lorsque deux aidants sont salariés dans la même entreprise, cette autorisation d'absence ne se cumule pas lorsqu'il s'agit de la même personne aidée.

IX. – Modalités de suivi

Article 1^{er}

Commission de suivi

La commission, composée des personnes signataires de l'accord, se réunit selon un calendrier défini en début d'année, afin de procéder à une analyse quantitative et qualitative de l'accord de branche.

La commission analyse avec les indicateurs figurant en annexe du présent accord, les écarts entre les dispositions prévues et les actions réalisées concernant les personnes handicapées.

Elle fait un point sur les bonnes pratiques et éventuellement les difficultés rencontrées dans l'application de l'accord.

Le compte rendu de la commission de suivi est communiqué aux non-signataires.

Article 2

Rôle du CHSCT et du comité d'entreprise

Chaque année, le budget ainsi que le bilan des investissements réalisés au titre des actions prévues au point VII du présent accord sont présentés au CHSCT.

Une information lui est faite sur le bilan réalisé par la commission de suivi de l'accord de branche.

Le CHSCT peut être force de proposition auprès du comité d'entreprise.

X. – Durée

L'accord entre en vigueur à compter du 1^{er} jour du mois suivant sa signature et est conclu pour une durée indéterminée.

XI. – Révision. – Dénonciation

L'accord pourra faire l'objet d'une révision par les parties signataires sous réserve que la demande motivée soit faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Un délai de prévenance de 3 mois débutera à compter de la réception par le SNSA de la lettre recommandée.

La dénonciation motivée totale de l'accord devra également être faite par lettre recommandée avec avis de réception en respectant un préavis de 3 mois.

La dénonciation devra faire l'objet par la/les parties à l'origine de la demande, d'une information aux autres signataires de l'accord et devra être déposée.

XII. – Publicité de l'accord au sein de la branche

L'accord fera l'objet d'une communication au sein de chaque entreprise.

XIII. – Dépôt légal et extension

Les signataires s'engagent à effectuer dès signature les démarches nécessaires au dépôt légal et à l'extension du présent accord.

Fait à Bry, le 18 novembre 2016.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE 1

INDICATEURS DE SUIVI DE L'ACCORD RELATIF AUX PERSONNES HANDICAPÉES

Les signataires conviennent dans la présente annexe d'identifier les indicateurs destinés à suivre le bon déroulement de l'application de l'accord relatif aux personnes handicapées dans la branche.

Ces indicateurs feront l'objet d'une présentation annuelle en commission de suivi.

Ils concernent :

- le taux atteint de l'obligation d'emploi dans les entreprises de la branche ;
- le nombre de personnes handicapées dans la branche ;
- le nombre de personnes handicapées recrutées dans les entreprises de la branche ;
- le nombre de personnes handicapées reconnues dans les entreprises de la branche ;
- le nombre de personnes handicapées ayant bénéficié de la journée d'absence rémunérée prévue dans le titre III de l'accord ;
- le nombre de référents handicap dans les entreprises de la branche ;
- le nombre de salariés ayant bénéficié des jours d'aidant.

Brochure n° 3346

Convention collective nationale
IDCC : 2642. – PRODUCTION AUDIOVISUELLE

AVENANT N° 7 DU 30 SEPTEMBRE 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} OCTOBRE 2016

NOR : ASET1750095M
IDCC : 2642

Entre
AFPF
USPA
SPECT
SATEV

D'une part, et

CFE-CGC
F3C CFDT
USNA CFTC
SPIAC CGT

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article unique

Revalorisation des minima

Il est convenu, à compter du 1^{er} octobre 2016, entre les partenaires sociaux de réévaluer les minima de + 0,5 % pour l'ensemble des grilles et des niveaux de la convention collective.

Fait à Paris, le 30 septembre 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3078

Conventions collectives nationales

CABINETS D'AVOCATS

IDCC : 1000. – **Personnel salarié**

IDCC : 1850. – **Avocats salariés**

**PROCÈS-VERBAL DE DÉSACCORD DU 25 NOVEMBRE 2016
RELATIF À LA VALEUR DU POINT POUR 2017**

NOR : ASET1750106M

IDCC : 1000

Les délégations patronales et salariales de la commission mixte paritaire du personnel non avocat se sont réunies le 25 novembre 2016 à 9 h 30 dans les locaux du ministère du travail sur le sujet des minima salariaux.

Pour la délégation patronale représentée par :

AEF	–
CNACA	–
CNAE	
FNUJA	–
SAFE	–
UPSA	–

Pour la délégation salariale représentée par :

CFDT	–
CFTC	–
CGT	–
FEC-FO	–
SPAAC CFE-CGC	
UNSA	–

En dépit des échanges entrepris, elles constatent qu'aucun accord n'a été trouvé sur les salaires et la délégation salariale demande d'établir par la présente un procès-verbal de désaccord, conformément à l'article L. 2242-4 du code du travail.

Les dernières propositions des organisations syndicales présentes, pour l'augmentation de la valeur du point, sont les suivantes :

COLLÈGE EMPLOYEURS	COLLÈGE SALARIÉS
Pour l'AEF, augmentation proposée : Refus de porter le coefficient 385 au PMSS 0 % pour l'ensemble des coefficients <i>Nom et signature</i>	Pour la CFDT augmentation proposée : Coef. 385 au PMSS + 1 % pour les autres coefficients <i>Nom et signature</i>
Pour la CNADA, augmentation proposée : Refus de porter le coefficient 385 au PMSS + 0,4 % pour les autres coefficients <i>Nom et signature</i>	Pour la CFTC, augmentation proposée : Coef. 385 au PMSS + 1 % pour les autres coefficients <i>Nom et signature</i>
Pour la CNAE, augmentation proposée : Refus de porter le coefficient 385 au PMSS + 0,4 % pour les autres coefficients <i>Nom et signature</i>	Pour la CGT, augmentation proposée : Coef. 385 au PMSS avec échancier 1 ^{er} niveau de la grille à 1 800 euros <i>Nom et signature</i>
Pour la FNUJA, augmentation proposée : Refus de porter le coefficient 385 au PMSS + 0,4 % pour les autres coefficients <i>Nom et signature</i>	Pour la FEC FO, augmentation proposée : Coef. 385 au PMSS + 1 % pour les autres coefficients <i>Nom et signature</i>
Pour le SAFE, augmentation proposée : Refus de porter le coefficient 385 au PMSS + 0,4 % pour les autres coefficients <i>Nom et signature</i>	Pour le SPAAC, augmentation proposée : Coef. 385 au PMSS + 1 % pour les autres coefficients <i>Nom et signature</i>
Pour l'UPSA, augmentation proposée : Refus de porter le coefficient 385 au PMSS 0 % pour l'ensemble des coefficients <i>Nom et signature</i>	Pour l'UNSA, augmentation proposée : Coef. 385 au PMSS + 1 % pour les autres coefficients <i>Nom et signature</i>

Fait à Paris, le 25 novembre 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3185

Convention collective régionale
IDCC : 303. – COUTURE PARISIENNE

ACCORD DU 23 NOVEMBRE 2016
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET1750105M
IDCC : 303

Entre

CSHC

D'une part, et

CMTE CFTC

CFE-CGC chimie

HACUITEX CFDT

THC CGT

Pharmacie LABM FO

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent accord décline pour les entreprises relevant de la convention collective de la couture parisienne les dispositions de la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle issue de l'accord national interprofessionnel conclu le 14 décembre 2013.

Il s'inscrit dans le prolongement des différents accords conclus dans la branche au cours des dernières années en particulier des accords du 15 novembre 2004 et du 8 décembre 2011 relatifs aux objectifs, priorités et moyens de la formation professionnelle de la branche couture.

La mondialisation de l'économie et le développement de la concurrence internationale nécessitent que les entreprises de mode et leurs salariés soient de plus en plus réactifs en termes de produits et d'organisation afin de satisfaire les demandes des différents marchés où elles s'implantent et se développent et de rester performantes.

Dans ce contexte de mutation aux enjeux humains, économiques et techniques, les parties signataires soulignent la nécessité de développer l'employabilité des salariés tant à l'interne qu'à l'externe et rappellent l'importance de la formation professionnelle dans la mise en œuvre des stratégies de développement des entreprises comme des salariés.

La préservation et la transmission des savoir-faire demeurent également une des préoccupations essentielles de la branche.

Les parties signataires rappellent l'importance de la formation professionnelle dans la mise en œuvre des stratégies de développement des entreprises comme des salariés.

Elles conviennent pour répondre aux besoins économiques des entreprises et aux aspirations des salariés et pour maintenir l'emploi :

- de mobiliser l'ensemble des moyens humains, financiers et méthodologiques de l'OPCA de la branche ;
- de favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'accès à la formation professionnelle ;
- d'améliorer l'insertion des jeunes dans les entreprises ;
- de favoriser l'actualisation, le perfectionnement et le développement des compétences des salariés et d'accroître ainsi leur adaptabilité aux évolutions.

A cet égard, elles soulignent le rôle des instances représentatives du personnel et des personnels d'encadrement des entreprises dans le développement de la formation professionnelle au travers, notamment, de l'information des salariés sur les dispositifs de formation et de leur accompagnement dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur projet professionnel.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant du champ d'application de la convention collective de la couture parisienne.

Article 2

Objectifs et priorités

Les parties considèrent comme prioritaire, au travers des actions mises en œuvre dans le cadre de la formation professionnelle, d'élever le niveau des qualifications, de favoriser l'employabilité, de développer les compétences des salariés, de favoriser l'adaptation aux nouvelles techniques, aux nouveaux métiers et à l'environnement économique et d'assurer la préservation et la transmission des savoir-faire.

Dans cette optique, elles considèrent comme prioritaires les actions d'accompagnement et de formation suivantes :

- formations permettant d'acquérir un diplôme ou un titre à finalité professionnelle ou une qualification professionnelle définie par la commission paritaire de l'emploi et de la formation professionnelle de la couture ;
- formations favorisant le perfectionnement et le développement des compétences des salariés dont la qualification est insuffisante ou inadaptée au regard des nouvelles technologies ou des changements de mode d'organisation ;
- formations des tuteurs ;
- formations définies comme prioritaires par la commission paritaire de l'emploi et de la formation professionnelle de la couture ;
- formations au bénéfice des publics suivants :
 - salariés n'ayant pas bénéficié d'actions de formation depuis 4 ans ;
 - salariés relevant de l'article VI de l'accord du 21 février 2000 sur les classifications ;
 - salariés fragilisés dans leur emploi en particulier ceux pour lesquels sont mises en œuvre des actions de conversion ayant pour objet de les préparer à une mutation d'activité et ceux souhaitant entreprendre une démarche de validation des acquis de l'expérience ;
 - salariés handicapés ;
 - femmes reprenant une activité professionnelle après un congé de maternité ;

- salariés hommes ou femmes reprenant une activité après un congé parental ;
- seniors.

Article 3

Développement de l'apprentissage et insertion des jeunes

Les parties signataires soulignent l'importance qu'elles attachent à l'apprentissage qui constitue historiquement la première formule de formation alternée et dont le maintien et le développement doivent être encouragés dans la profession.

Elles conviennent parallèlement de définir dans le cadre du présent accord les conditions et modalités de prise en charge par l'OPCA de la branche des dépenses de fonctionnement des CFA :

- les diplômes préparés par les CFA présentant une demande devront être soit spécifiques à la branche, soit, s'ils sont de nature transversale, répondre à un besoin de la branche validé par la commission paritaire de l'emploi et de la formation professionnelle de la couture ;
- les dossiers de demande présentés par les CFA seront examinés par la commission paritaire de l'emploi et de la formation professionnelle de la couture ;
- le montant des contributions versées aux CFA ne pourra globalement excéder 25 % du versement correspondant à 0,5 % des rémunérations versées pendant l'année de référence à l'OPCA de la branche par les entreprises couture.

Elles incitent, par ailleurs, les entreprises à favoriser les formations premières de jeunes comportant un stage en entreprise, en particulier en s'efforçant de passer des conventions de stages avec les établissements d'enseignement techniques dispensant des formations techniques ou stylistiques répondant aux besoins du secteur.

Article 4

Contrat de professionnalisation

Les parties signataires incitent les entreprises à favoriser l'insertion, la réinsertion professionnelle des jeunes et des demandeurs d'emploi par la conclusion de contrats de professionnalisation.

Le contrat de professionnalisation est ouvert :

- aux jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus ;
- aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus ;
- aux bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) ou de l'allocation aux adultes handicapés ;
- aux personnes ayant bénéficié d'un contrat aidé selon les modalités prévues aux articles L. 6325-11, L. 6325-14, L. 6332-14 et L. 6332-15 du code du travail.

Le contrat de professionnalisation est un contrat de travail de type particulier qui peut être soit à durée déterminée pour une durée minimale comprise entre 6 et 12 mois, soit à durée indéterminée, la durée de l'action de professionnalisation étant alors comprise entre 6 et 12 mois.

Ces durées pourront être portées à 24 mois pour :

- tout jeune ou demandeur d'emploi sorti du système éducatif sans qualification professionnelle reconnue, en particulier ceux d'un niveau inférieur ou égal au baccalauréat ;
- toute formation permettant à son bénéficiaire d'acquérir un diplôme, un titre, une qualification professionnelle reconnue par les classifications de la branche ou définie par la commission paritaire de l'emploi et de la formation professionnelle de la couture ;
- toute formation définie par la commission paritaire de l'emploi et de la formation professionnelle de la couture.

Dans la mesure du possible, les actions d'évaluation préalable des acquis seront encouragées.

Les actions d'évaluation et d'accompagnement ainsi que les enseignements généraux, professionnels et technologiques dont bénéficie le titulaire du contrat doivent être comprises entre 15 et 25 % de la durée totale du contrat ou de l'action de professionnalisation sans être inférieures à 150 heures.

Ces actions de formation sont mises en œuvre par un organisme de formation externe ou par l'entreprise elle-même lorsqu'elle dispose d'un service de formation ou de moyens de formation définis et structurés.

La durée de la formation pourra être portée à plus de 25 % de la durée du contrat ou de l'action de professionnalisation sans pouvoir excéder 50 % de ladite durée lorsque la durée du contrat de professionnalisation ou de l'action de professionnalisation est supérieure à 12 mois en application des dispositions du paragraphe 4 ci-dessus.

Les salariés en contrat de professionnalisation reçoivent une rémunération minimale fixée par décret.

Lorsque les contrats de professionnalisation sont effectués en contrat de travail à durée déterminée, les entreprises examineront avec attention les possibilités d'embauche des titulaires, à l'issue de ces contrats, en contrat à durée indéterminée.

La participation financière de l'OPCA de la branche désigné à l'article 18 aux actions d'évaluation, d'accompagnement et de formation liées au contrat de professionnalisation s'effectuera sur la base d'un forfait horaire de 10 € pour les formations qualifiantes, de 12 € pour les formations certifiantes.

Toutefois, cette participation pourra être supérieure aux montants indiqués ci-dessus sur décision prise par la commission paritaire de l'emploi et de la formation professionnelle de la couture et agrément de l'OPCA.

Article 5

Période de professionnalisation

Les parties signataires considèrent la période de professionnalisation comme un dispositif majeur permettant de favoriser le développement des compétences de l'ensemble des salariés conformément aux objectifs et priorités visés à l'article 2.

La prise en charge financière des périodes de professionnalisation par l'OPCA s'effectuera sur une base forfaitaire horaire fixée à 15 € pour les actions qualifiantes, 30 € pour les actions certifiantes.

Elle pourra faire l'objet d'une modulation par la section paritaire professionnelle visée à l'article 18 ci-après sur proposition de la commission paritaire de l'emploi et de la formation professionnelle de la couture au regard des objectifs et priorités définis par la branche et visés à l'article 2 ci-dessus dans la limite des ressources financières de l'OPCA.

Les actions de positionnement et d'évaluation sont prises en compte par l'OPCA sur une base forfaitaire.

La période de professionnalisation est mise en œuvre soit par l'employeur dans le cadre du plan de formation de l'entreprise, soit par le salarié.

Le salarié qui souhaite bénéficier d'une période de professionnalisation doit en faire la demande à son employeur.

S'il le souhaite, le salarié peut utiliser les heures de formation inscrites sur son compte personnel de formation.

Chaque salarié bénéficiaire d'une période de professionnalisation doit suivre une formation d'une durée minimale de 70 h réparties sur une période maximale de 12 mois.

Cette durée minimale ne s'applique pas si le salarié mobilise son CPF pour suivre la formation, si la formation suivie permet de réaliser une validation des acquis de l'expérience (VAE), si la formation est inscrite à l'inventaire réalisé par la CNCP.

Cette formation peut se dérouler pendant ou en dehors du temps de travail.

Les formations mises en œuvre pendant le temps de travail donnent lieu au maintien par l'employeur de la rémunération du salarié.

Lorsque la formation s'effectue en dehors du temps de travail, chaque heure donne lieu au versement d'une « allocation de formation » correspondant à 50 % de la rémunération nette du salarié calculée sur le salaire de base mensuel.

Tout salarié effectuant une formation hors temps de travail bénéficiera, à condition de fournir un justificatif de paiement de frais de garde, de tickets CESTU pour les enfants de moins de 12 ans.

S'il bénéficie au titre d'autres dispositions de tickets CESTU, le montant total de ces tickets ne pourra excéder le montant déductible autorisé au titre du CESTU.

Un document retraçant l'ensemble des heures de formation effectuées par le salarié hors temps de travail et déterminant le montant de l'allocation de formation est remis au salarié chaque année. Ce document est annexé au bulletin de paie.

Article 6

Tutorat

Les parties signataires du présent accord soulignent la nécessité de développer le tutorat afin de faciliter l'accueil et le suivi de la formation des salariés en contrat ou en période de professionnalisation ou en contrat d'apprentissage.

Le tuteur est désigné par l'employeur sur la base du volontariat parmi les salariés qualifiés de l'entreprise.

Il doit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 2 ans.

Pour favoriser l'exercice de ses missions, le tuteur peut bénéficier si nécessaire d'une préparation destinée notamment à développer, sa capacité d'accueil.

Les actions de formation liées à l'exercice de la fonction tutorale pourront être prises en charge financièrement par l'OPCA en application des textes légaux et réglementaires en vigueur.

Les responsabilités confiées au tuteur ne devront pas avoir pour effet de lui créer une surcharge importante d'activité. En particulier un tuteur ne doit pas être amené à suivre en même temps plus de trois salariés en contrat de professionnalisation ou d'apprentissage.

Les parties signataires incitent les entreprises à valoriser le temps passé par le salarié à exercer sa mission tutorale.

Article 7

Entretien professionnel

Tout salarié ayant au moins 2 ans d'activité dans l'entreprise bénéficie au moins tous les 2 ans d'un entretien professionnel.

Cet entretien a pour objectif de permettre à chaque salarié d'être acteur de son parcours professionnel et d'élaborer son projet professionnel à partir de ses aspirations et aptitudes et compte tenu de la situation de l'entreprise.

Au cours de cet entretien qui peut être réalisé à l'occasion de l'entretien annuel pourront notamment être évoqués les moyens d'accès à l'information sur les dispositifs relatifs à l'orientation et à la formation des salariés, les objectifs de professionnalisation, l'identification du ou des dispositifs de

formation auxquels il pourrait être fait appel pour y répondre ainsi que la mise en œuvre du droit individuel à la formation.

Par ailleurs, tout salarié de plus de 45 ans bénéficie d'un entretien de 2^e partie de carrière.

Cet entretien obligatoire dans les entreprises employant au moins 50 salariés est effectué par son responsable.

Ses objectifs sont notamment de faire le point sur le parcours professionnel ainsi que sur le projet professionnel à long terme du salarié, d'étudier les possibilités d'évolution professionnelles comme de déterminer le moment et les conditions de départ à la retraite.

Article 8

Compte personnel de formation

Le compte personnel de formation (CPF) est utilisable par le salarié tout au long de sa vie active.

Il est alimenté automatiquement à la fin de chaque année proportionnellement au temps de travail réalisé au cours de l'année par le salarié dans la limite du plafond suivant :

- 24 h par année de travail pour un salarié à temps plein jusqu'à l'acquisition d'un crédit de 120 h ;
- puis 12 h par année de travail à temps plein dans la limite d'un plafond total de 150 h.

Pour un salarié à temps partiel, l'alimentation du CPF est calculée proportionnellement au temps de travail effectué.

Le CPF peut être abondé :

- dans les entreprises d'au minimum 50 salariés lorsque l'employeur n'a pas réalisé l'entretien professionnel prévu tous les 2 ans et que le salarié n'a pas obtenu au moins 2 éléments parmi les 3 suivants : une certification, une formation, ou une progression salariale ou professionnelle au moins tous les 6 ans.

Dans ce cas, le compte est abondé de 100 h de formation complémentaire pour un salarié à temps plein et de 130 h pour un salarié à temps partiel ;

- si un salarié de plus de 50 ans s'engage dans une démarche de VAE dans le cadre du CPF, il bénéficiera d'un abondement de la part de l'employeur de 10 % des droits acquis au titre du CPF à la date de sa demande.

Le salarié a la possibilité de mobiliser les heures de son CPF et de les associer à une période de professionnalisation, à un congé individuel de formation, à une formation prévue par le plan de formation de l'entreprise.

Lorsqu'un salarié utilise son CPF, ses heures de DIF acquises et non utilisées doivent être mobilisées en priorité. Elles sont mobilisables jusqu'au 31 décembre 2020.

La mobilisation du CPF relève de la seule initiative du salarié.

Si le salarié souhaite participer à une formation se déroulant pendant son temps de travail, il doit s'adresser à son employeur et lui demander son autorisation au moins :

- 60 jours avant le début de la formation si celle-ci a une durée inférieure à 6 mois ;
- ou 120 jours avant le début de la formation si celle-ci a une durée supérieure à 6 mois.

L'employeur dispose de 30 jours calendaires pour notifier sa réponse au salarié. L'absence de réponse dans ce délai vaut acceptation de la demande de formation.

En revanche, lorsque la formation demandée est suivie en dehors du temps de travail, le salarié n'a pas à demander l'accord de son employeur et peut mobiliser ses heures de formation librement. Dans ce cas, il peut faire valider sa demande de formation par un conseiller en évolution professionnelle.

Les frais pédagogiques (c'est-à-dire les frais de formation) et les frais annexes (frais de transport, repas, hébergement) peuvent être pris en charge par :

- l'OPCA collectant la contribution reversée par l'entreprise ; ou
- l'OPACIF si le CPF vient compléter un CIF ; ou
- directement par l'entreprise elle-même si celle-ci consacre au moins 0,2 % de sa masse salariale au financement du CPF de ses salariés.

Les heures consacrées à la formation pendant le temps de travail constituent un temps de travail effectif et donnent lieu au maintien par l'employeur de la rémunération du salarié.

En revanche, lorsque le salarié se forme sur son temps libre, ce temps de formation ne donne pas droit à rémunération.

Article 9

Reconnaissance des qualifications acquises du fait d'actions de formation

Les parties signataires s'engagent à veiller dans les instances consultatives sur l'enseignement et la formation où elles sont présentes et en particulier au sein du conseil de perfectionnement du centre de formation de la chambre syndicale de la haute couture et de la commission professionnelle consultative de l'habillement et auprès du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, à ce que le contenu des formations aboutissant à des diplômes de la profession soit en accord avec les besoins et les méthodes de l'entreprise.

Pour permettre aux salariés de faire état par exemple lors de l'entretien professionnel visé à l'article 10 des formations dont ils ont bénéficié au cours de leur carrière, notamment de celles d'entre elles non sanctionnées par un diplôme, par des unités capitalisables d'un diplôme officiel ou par un titre homologué, l'entreprise veillera à ce qu'à l'issue de chaque formation, dans la mesure où le stage aura été suivi avec assiduité et où il aura été satisfait aux épreuves éventuellement prévues au terme du stage, une attestation de fin de stage soit délivrée aux stagiaires par l'organisme de formation interne ou externe.

Dans le cas de stages rentrant dans le cadre de la formation professionnelle continue organisés sur le lieu de travail sans le concours d'un organisme de formation interne ou externe, les entreprises délivreront aux salariés une attestation précisant la nature de la formation suivie.

Pour pourvoir les postes vacants ou créés, les chefs d'entreprise examineront en priorité à qualification professionnelle et compétences égales les candidatures des membres du personnel de l'entreprise avant de faire appel à des éléments de l'extérieur.

Ils tiendront compte lors de l'examen des candidatures, à niveau d'aptitudes professionnelles égales, des qualifications acquises en formation continue au même titre que celles acquises en première formation (reconnues par un diplôme officiel, des unités capitalisables d'un diplôme officiel, un titre homologué ou des attestations) et que celles résultant de l'expérience.

Article 10

Plan de formation des entreprises employant au minimum 10 salariés

Les parties signataires rappellent que dans les entreprises assujetties à la réglementation sur le comité d'entreprise, celui-ci ou à défaut les délégués du personnel s'il en existe, sont consultés sur les orientations de la formation professionnelle dans l'entreprise en fonction des perspectives économiques et de l'évolution de l'emploi, des investissements et des technologies dans l'entreprise et sur l'exécution du plan de formation du personnel de l'entreprise de l'année précédente.

Le comité d'entreprise ou à défaut les délégués du personnel s'il en existe doivent délibérer sur le projet de plan de formation de l'entreprise pour l'année à venir.

Lors de cette consultation, le chef d'entreprise précise dans un document d'information la nature des actions proposées en distinguant :

- les actions d'adaptation au poste de travail et celles qui correspondent à des actions liées à l'évolution des emplois ou au maintien de l'emploi des salariés qui sont mises en œuvre pendant le temps de travail et donnent lieu durant leur réalisation au maintien de la rémunération par l'entreprise ;
- les actions qui participent au développement des compétences des salariés qui peuvent, en application d'un accord écrit entre le salarié et l'employeur se dérouler hors du temps de travail effectif dans la limite de 80 heures par an et par salarié ou pour les salariés en forfait jours ou en forfait annuel dans la limite de 5 % de leur forfait.

Les heures de formation réalisées en dehors du temps de travail donnent lieu au versement par l'employeur d'une allocation de formation imputable sur la participation de l'entreprise au développement de la formation continue.

Article 11

Bilan de compétences

Tout salarié peut demander à bénéficier d'un bilan de compétences mis en œuvre pendant ou en dehors du temps de travail dans le cadre d'une démarche individuelle.

Après 20 ans d'activité professionnelle et en tout état de cause à compter de son 45^e anniversaire, tout salarié bénéficie, à son initiative et sous réserve d'une ancienneté minimale d'1 an dans l'entreprise qui l'emploie, d'un bilan de compétences.

La prise en charge financière du bilan de compétences est assurée sur la demande du salarié par le dispositif du congé individuel de formation ou sur le plan de formation de l'entreprise.

Ce type d'action de bilan contribue à l'élaboration par le salarié concerné d'un projet professionnel pouvant donner lieu le cas échéant à la réalisation d'actions de formation.

Article 12

Congé individuel de formation

Les parties signataires rappellent leur attachement au dispositif du congé individuel de formation qui permet à chaque salarié souhaitant élaborer un projet individuel, de bénéficier de l'aide du FONGECIF dont il relève.

Le congé individuel de formation a pour objet de permettre à tout salarié, quelle que soit l'entreprise dans laquelle il exerce son activité, au cours de sa vie professionnelle, de suivre à son initiative et à titre individuel, des actions de formation de son choix indépendamment de sa participation aux actions comprises dans le plan de formation de l'entreprise ou mises en œuvre au titre du droit individuel à la formation ou des périodes de professionnalisation.

Article 13

Validation des acquis

Les parties signataires s'accordent sur l'importance de toute démarche de validation des acquis de l'expérience permettant aux salariés de faire valider au cours de leur vie professionnelle les acquis de leur expérience en vue de l'acquisition d'un diplôme ou d'un titre à finalité professionnelle.

Elles s'engagent à développer l'information des entreprises et de leurs salariés sur le nouveau dispositif de validation des acquis de l'expérience (VAE) et à favoriser l'accès à ce dispositif à tout salarié qui le souhaite dans le cadre d'une démarche individuelle.

Les moyens financiers nécessaires au développement de ces actions d'information seront mobilisés par l'OPCA.

Après 20 ans d'activité professionnelle et en tout état de cause à compter de son 45^e anniversaire, tout salarié bénéficie, sous réserve d'une ancienneté minimum d'un an de présence dans l'entreprise, d'une priorité d'accès à une validation des acquis de l'expérience.

Article 14

Passeport formation

Tout salarié qui le souhaite établit son passeport de formation sur la base du modèle élaboré et mis à jour par le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP).

Article 15

Egalité d'accès à la formation

Les actions de formation sont accessibles aux salariés des deux sexes sans discrimination.

Les entreprises doivent donc veiller à permettre un accès équitable des femmes et des hommes à toutes les actions de formation.

Article 16

Observatoire des métiers

Les parties signataires conviennent de poursuivre les travaux relatifs aux métiers de la branche couture dans le cadre de l'observatoire des métiers de la mode, des textiles et du cuir commun à plusieurs branches.

Le rôle de cet observatoire est d'observer, recenser, analyser toutes les données quantitatives et qualitatives en matière d'emploi et de formation afin de produire documents, études et outils concrets en particulier à destination des entreprises et des salariés de la branche couture.

Le financement du fonctionnement de l'observatoire et des travaux menés en son sein est assuré par l'OPCA de la branche dans le cadre des textes en vigueur.

La commission paritaire de l'emploi et de la formation professionnelle de la couture assurera le rôle de comité de pilotage de cet observatoire pour la branche couture.

Elle assurera l'orientation et le suivi des travaux de cet observatoire en liaison étroite avec la section professionnelle paritaire d'OPCALIA dont relève la branche.

Article 17

Rôle des institutions représentatives du personnel dans le domaine de la formation

Les parties signataires considèrent que les institutions représentatives du personnel ont un rôle important à jouer dans l'information des salariés sur les dispositifs de formation auxquels ils peuvent avoir accès.

Le comité d'entreprise ou d'établissement ou à défaut les délégués du personnel s'il en existe sont consultés sur la mise en œuvre au sein de l'entreprise :

- des congés individuels de formation ;
- des congés de bilan de compétences ;
- des congés de validation des acquis de l'expérience ;
- des contrats et périodes de professionnalisation ;
- des contrats d'apprentissage.

Dans les entreprises de moins de 50 salariés, les délégués du personnel sont investis des missions dévolues aux membres des comités d'entreprise en matière de formation professionnelle. Dans ces entreprises, l'application des dispositions relatives au plan de formation sera réalisée au moyen d'un document de synthèse sur les actions conduites par l'entreprise en matière de formation professionnelle continue, présenté aux délégués du personnel au cours d'une seule réunion annuelle.

Afin d'améliorer les conditions de mise en œuvre de la formation professionnelle dans les entreprises de la couture, une commission de formation sera constituée par le comité d'entreprise dans les entreprises de plus de 200 salariés.

Cette commission aura pour mission de préparer les délibérations de comité d'entreprise sur l'exécution du plan de formation et l'élaboration du plan pour l'année à venir et d'étudier en liaison avec les services de l'entreprise chargés de la formation et l'encadrement les moyens de nature à favoriser l'expression et l'information des salariés dans le domaine de la formation.

Pour l'accomplissement de ces missions, la commission s'attachera à ne pas se substituer au comité d'entreprise ni à la hiérarchie avec lesquels elle agira en concertation.

Elle sera constituée de trois membres salariés choisis par le comité d'entreprise. Elle mènera à bien ses travaux avec la personne de l'entreprise chargée des problèmes de formation.

Le temps passé en séance par les membres de la commission sera rémunéré comme temps de travail dans la limite de 6 heures par an et par membre.

Dans les entreprises de moins de 200 salariés, il sera recherché des solutions de nature à permettre aux membres titulaires du comité d'entreprise ou aux délégués du personnel auxquels sont légalement dévolues les questions relevant de la formation continue, d'assurer leur mission.

Toutes facilités seront accordées aux salariés désignés pour siéger dans une commission, un conseil ou un comité administratif ou paritaire appelé à traiter des problèmes de formation ou pour participer à un jury d'examen.

Article 18

Désignation de l'OPCA de la branche

Conformément à l'accord relatif aux objectifs, priorités et moyens de la formation professionnelle de la branche couture du 8 décembre 2011, les parties ont désigné OPCALIA comme OPCA de la branche couture.

18.1. Section professionnelle paritaire (SPP TMC)

Les parties signataires, participent à la section paritaire interbranches TMC au sein d'OPCALIA.

Le rôle de cette section paritaire est d'assurer, en application des accords paritaires des branches concernées – en particulier du présent accord pour la branche couture – et sous l'autorité du conseil d'administration d'OPCALIA, les prérogatives lui étant imparties par les statuts d'OPCALIA et les textes législatifs et réglementaires.

Les réflexions, travaux et décisions de cette SPP devront être menés en étroite interaction avec la commission paritaire de l'emploi et de la formation professionnelle de la couture visée à l'article 19.

Article 19

Commission paritaire de l'emploi et de la formation professionnelle de la couture

La commission paritaire de l'emploi et de la formation professionnelle de la couture est composée de deux représentants maximum par organisation syndicale de salariés et d'un nombre égal de représentants des employeurs.

Elle a pour mission :

- d'assurer le suivi et la synthèse des différentes réflexions et études menées dans la branche en matière de formation professionnelle.

A cet effet et conformément aux dispositions du présent accord, la commission paritaire de l'emploi et de la formation professionnelle de la couture a notamment pour rôle d'établir la liste des formations éligibles au titre des objectifs prioritaires visés à l'article 2 ainsi que celles

pouvant donner lieu au titre des contrats de professionnalisation à dérogation quant à la durée desdits contrats et quant à la durée de la formation proprement dite ;

- d'établir la liste des formations éligibles au CPF ;
- de préciser, en fonction de la nature des formations, les modulations du forfait horaire de prise en charge, dans le cadre des actions conduites au titre du contrat de professionnalisation et de les transmettre à la SPP de la branche au sein de l'OPCA ;
- de préciser les modulations de prise en charge financière afférentes aux actions conduites dans le cadre de la « période de professionnalisation » au regard des priorités de la branche, et de les transmettre à la SPP de la branche au sein de l'OPCA ;
- d'assurer le suivi des travaux de l'observatoire des métiers ;
- d'émettre des propositions d'orientation concernant les diplômes de la couture, notamment dans le cadre de la 9^e CPC du ministre de l'éducation nationale ;
- d'assurer le suivi de l'application du présent accord.

Sur la base des informations notamment apportées par l'observatoire des métiers et l'OPCA de la branche, elle pourra émettre toute proposition ou orientation en matière de formation professionnelle en direction de la section professionnelle paritaire.

Article 20

Dispositions financières

1. Entreprises employant au minimum 10 salariés

Les entreprises employant au minimum 10 salariés entrant dans le champ d'application du présent accord doivent verser, avant le 1^{er} mars de chaque année, à OPCALIA, organisme paritaire collecteur agréé de la branche couture un versement correspondant à 1 % ou 0,8 % pour les entreprises qui gèrent le CPF en interne des rémunérations versées pendant l'année précédente.

Cette contribution est affectée de la manière suivante :

	ENTREPRISES de 10 à moins de 50 salariés	ENTREPRISES de 50 à moins de 300 salariés	ENTREPRISES de 300 salariés et plus
Contributions	1 %	1 %	1 %
Répartition des contributions			
CIF (congé individuel de formation)	0,15 %	0,20 %	0,20 %
Plan de formation	0,20 %	0,10 %	
Professionalisation	0,30 %	0,30 %	0,40 %
CPF (compte personnel de formation)	0,20 %	0,20 %	0,20 %
FPSP (Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels)	0,15 %	0,20 %	0,20 %

2. Entreprises employant moins de 10 salariés

Les entreprises employant moins de 10 salariés sont redevables d'une contribution unique égale à 0,55 % de la masse salariale qu'elles sont tenues de verser à OPCALIA avant le 1^{er} mars de chaque année.

Cette contribution est affectée à hauteur de 0,15 % aux actions de professionnalisation, à hauteur de 0,40 % au financement d'actions au titre du plan de formation.

Article 21

Négociation triennale de branche

Les parties conviennent de se réunir au moins tous les 3 ans pour examiner les priorités, les objectifs et les moyens de la formation professionnelle.

Article 22

Force obligatoire du présent accord

Les accords d'entreprise ou d'établissement relatifs à la formation professionnelle conclus dans les entreprises ne peuvent comporter de clauses dérogeant au présent accord sauf dispositions plus favorables.

Article 23

Durée et extension

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur, conformément aux dispositions légales, au lendemain de son dépôt auprès du service compétent.

Il annule et remplace l'accord du 8 décembre 2011 sur les objectifs, priorités et moyens de la formation professionnelle de la branche couture.

Il sera annexé à la convention collective de la couture parisienne.

Le présent accord fera l'objet des mesures de publicité et de dépôt prévues par les articles D. 2231-2 et suivants du code du travail. Une demande d'extension sera déposée par la partie patronale dans les conditions fixées par la loi.

Fait à Paris, le 23 novembre 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3244

Convention collective nationale

**IDCC : 1505. – COMMERCE DE DÉTAIL DES FRUITS
ET LÉGUMES, ÉPICERIE ET PRODUITS LAITIERS**

AVENANT N° 123 DU 14 DÉCEMBRE 2016

RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : ASET1750102M

IDCC : 1505

Entre

UNFD

FNDECB

FFF

D'une part, et

FGTA FO

CSFV CFTC

FNAA CFE-CGC

FS CFDT

CGT CDS

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de préciser les conditions d'appréciation du crédit d'indemnisation au titre de la mensualisation conventionnelle.

Le présent avenant a également pour objet de modifier le taux de cotisation de la garantie mensualisation arrêt de travail au sein de la convention collective nationale du commerce de détail des fruits et légumes, épicerie et produits laitiers du 15 avril 1988.

Article 1^{er}

Modification du chapitre VI « Prévoyance »

Le Chapitre VI est modifié comme suit :

« CHAPITRE VI

ABSENCES POUR MALADIE, ACCIDENT DE TRAVAIL OU MATERNITÉ

Article 6.1

Indemnisation des absences

Article 6.1.1

Maladie et accident non professionnel

Tout salarié ayant une année d'ancienneté auprès d'un employeur relevant de la présente convention bénéficie, en cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité résultant de maladie ou d'accident constatés par certificat médical et contre-visite s'il y a lieu, d'une indemnisation complémentaire à l'indemnité journalière de la sécurité sociale dans les conditions prévues au tableau ci-dessous, à condition :

1° D'avoir justifié dans les deux jours ouvrables de cette incapacité ;

2° D'être pris en charge par la sécurité sociale ;

3° D'être soigné sur le territoire français ou dans l'un des autres Etats membres de la Communauté européenne ou dans l'un des autres Etats partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

ANCIENNETÉ	INDEMNISATION PAR ANNÉE CIVILE	VERSEMENT DES INDEMNITÉS
1 an	30 jours à 90 % puis 30 jours à 66,66 %	à partir du 8 ^e jour
3 ans	40 jours à 90 % puis 30 jours à 66,66 %	à partir du 8 ^e jour
5 ans	50 jours à 90 % puis 40 jours à 66,66 %	à partir du 6 ^e jour
10 ans	60 jours à 90 % puis 50 jours à 66,66 %	à partir du 3 ^e jour
15 ans	70 jours à 90 % puis 60 jours à 66,66 %	à partir du 3 ^e jour
20 ans	80 jours à 90 % puis 70 jours à 66,66 %	à partir du 3 ^e jour
25 ans	90 jours à 90 % puis 90 jours à 66,66 %	à partir du 3 ^e jour

Les garanties d'indemnisation ci-dessus accordées, s'entendent déduction faite de l'allocation brute que l'intéressé perçoit des caisses de sécurité sociale ou de caisses complémentaires.

Le délai pour le versement des indemnités est applicable à chaque arrêt de travail hormis le cas où la sécurité sociale considère qu'une nouvelle interruption du travail est, en fait, la prolongation d'un arrêt de travail antérieur. Dans ce cas, la période d'indemnisation se poursuit immédiatement dans les limites prévues ci-dessus en fonction de l'ancienneté du salarié à la date du premier arrêt.

Pour la détermination des conditions d'indemnisation, il est tenu compte des indemnités déjà effectuées au cours de l'année civile de telle sorte que, si plusieurs absences pour maladie ou accident ont été indemnisées au cours de cette période, la durée totale et les montants d'indemnisation n'excèdent pas les limites définies dans le tableau ci-dessus.

En cas d'hospitalisation, l'indemnisation est versée dès le premier jour d'hospitalisation.

En tout état de cause, ces garanties ne doivent pas conduire à verser à l'intéressé, compte tenu des sommes de toutes provenances, telles qu'elles sont définies ci-dessus, perçues à l'occasion de la maladie ou de l'accident de travail, un montant supérieur à la rémunération nette qu'il aurait effectivement perçue s'il avait continué à travailler.

La rémunération à prendre en considération est le salaire brut soumis à cotisations sociales des 12 mois précédant l'arrêt de travail.

L'employeur peut assurer le versement de l'indemnisation suivant la même périodicité que le salaire. Dans ce cas, l'employeur est subrogé dans les droits du salarié concernant les remboursements des prestations versées par la sécurité sociale et l'organisme de prévoyance.

Article 2

Modification du chapitre VIII « Prévoyance »

Le chapitre VIII est modifié comme suit :

« CHAPITRE VIII

Article 8.4

Cotisations

Article 8.4.1

Salariés non cadres

Les taux des cotisations sur les salaires bruts (tranches A et B) sont définis et répartis comme suit :

GARANTIES	TAUX CONTRACTUEL		TAUX D'APPEL	
	Part employeur	Part salarié	Part employeur	Part salarié
Décès/IAD	0,15 %	–	0,10 %	0,03 %
Longue maladie	–	0,10 %	–	0,07 %
Invalidité	0,04 %	0,02 %	0,04 %	0,02 %
Rente éducation	0,01 %	0,06 %	0,02 %	0,04 %
Rente handicap	0,01 %		0,01 %	–
Sous total 1	0,21 %	0,18 %	0,17 %	0,16 %
Mensualisation	0,33 %	–	0,33 %	–
Sous total 2	0,54 %	0,18 %	0,50 %	0,16 %
Indemnité de départ à la retraite	0,04 %		0,04 %	–
Fonds de péréquation (dont FAPS)	0,09 %		0,09 %	–
Paritarisme	0,15 %		0,15 %	
Total	0,82 %	0,18 %	0,78 %	0,16 %

Le taux d'appel fera l'objet d'un examen annuel lors de la présentation des comptes de résultat du régime de prévoyance de la convention collective nationale du commerce de détail de fruits et légumes, épicerie et produits laitiers.

Article 8.4.2

Salariés cadres

Les taux des cotisations sur les salaires bruts (tranches A et B) sont définis et répartis comme suit :

GARANTIES	PART EMPLOYEUR		PART SALARIÉ	
	Tranche A	Tranche B	Tranche A	Tranche B
Décès/IAD	0,79 %	–	–	0,53 %
Longue maladie	0,11 %	–	–	0,04 %
Invalidité	0,16 %	–	–	0,06 %
Rente éducation	0,08 %	–	–	0,02 %
Rente handicap	0,01 %	–	–	–
Sous total 1	1,15 %	–	–	0,65 %
Mensualisation	0,35 %		–	–
Sous total 2	1,50 %		–	0,65 %
Indemnité de départ à la retraite	0,04 %	0,04 %	–	–
Fonds de péréquation (dont FAPS)	0,09 %	0,09 %	–	–
Paritarisme	0,15 %	0,15 %	–	–
Total	1,78 %	0,28 %	–	0,65 %

Article 8.4.3

Assiette et paiement des cotisations

La rémunération, le revenu de remplacement ou les éléments de salaire retenus sont ceux entrant dans l'assiette de calcul des cotisations de sécurité sociale ou ceux entrant dans cette assiette mais bénéficiant d'un régime d'exonération de cotisations de sécurité sociale. Sont notamment pris en compte dans l'assiette des cotisations, le 13^e mois, la prime de vacances, l'indemnité de préavis et les gratifications.

Toutefois, ne sont pas prises en compte dans l'assiette des cotisations, les sommes versées à titre exceptionnel lors de la cessation du contrat de travail (notamment l'indemnité compensatrice de congés payés, l'indemnité de fin de contrat à durée déterminée, l'indemnité de départ à la retraite à l'initiative du salarié ou l'indemnité de non-concurrence).

Les cotisations sont prélevées sur les paies et réglées par l'entreprise par trimestre à terme échu. »

Article 2

Date d'effet

Le présent avenant prendra effet le 1^{er} janvier 2017.

Article 3

Formalités administratives

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail et au greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, son extension et ce en application de l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale.

La fédération des fromagers de France (FFF) est chargée des formalités nécessaires.

Fait à Paris, le 14 décembre 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective départementale

IDCC : 829. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ET CONNEXES
(Vaucluse)
(20 janvier 1976)

(Etendue par arrêté du 5 juin 1981,
Journal officiel du 13 juin 1981)

AVENANT N° 67 DU 13 DÉCEMBRE 2016
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2017
ET AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ANNUELS POUR L'ANNÉE 2016

NOR : ASET1750098M
IDCC : 829

Entre

UIMM Vaucluse

D'une part, et

CFDT

CGT-FO

CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Valeur du point au 1^{er} janvier 2017

La valeur du point est fixée à 4,60 €. Elle est établie pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, base mensuelle de 151,67 heures.

Elle doit être adaptée à l'horaire de travail effectif et supporte, ainsi, les majorations légales pour heures supplémentaires, s'il y a lieu.

Article 2

TGA à compter de l'année 2016

Le présent avenant institue à compter de 2016, un barème des taux garantis annuels (TGA), s'appliquant aux administratifs et techniciens et agents de maîtrise hors ateliers, aux ouvriers, et aux agents de maîtrise d'ateliers, occupant les fonctions définies par l'accord national du 21 juillet 1975 modifié sur les classifications.

Les TGA ne serviront pas de base de calcul à la prime d'ancienneté.

Les taux garantis annuels sont fixés par un barème figurant en annexe du présent avenant et constituent les appointements minimaux annuels garantis à partir de 2016, sur la base de l'horaire légal, de 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois. Ils seront adaptés proportionnelle-

ment à l'horaire de travail effectif lorsque celui-ci sera inférieur et devront supporter les majorations d'heures supplémentaires en cas d'horaires supérieurs à 35 heures par semaine.

Pour la vérification de l'application de cette garantie, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaires, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, c'est-à-dire de toutes les sommes brutes figurant sur les bulletins de paye et supportant des cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale, à l'exception des éléments suivants :

- la prime d'ancienneté prévue par la convention collective ;
- les sommes versées au titre de l'intéressement des salariés et de la participation aux résultats des entreprises n'ayant pas le caractère de salaire ;
- les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisation en vertu de la législation de la sécurité sociale ;
- majoration pour travaux pénibles, dangereux, insalubres, découlant à ce titre des dispositions de la convention collective de Vaucluse ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions de la durée du travail sont à prendre en compte pour la comparaison des rémunérations réelles et des taux de garantis annuels.

S'agissant de taux garantis annuels, la vérification intervient en fin d'année pour chaque salarié ou, en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, à la rupture du contrat de travail.

Les valeurs fixées par le barème sont applicables au *pro rata temporis* en cas d'entrée en fonction, de changement de classement, de suspension ou de départ de l'entreprise en cours d'année.

Article 3

Dépôt légal

Le présent avenant établi en vertu des articles L. 2221-1 du code du travail et suivants fera l'objet des modalités de publicité et de dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Avignon, le 13 décembre 2016.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

NOUVELLE CLASSIFICATION TEG 35 h			OUVRIERS	MAÎTRISE d'atelier	ADMINISTRATEURS et techniciens
1	N1	140	17 643		17 643
2		145	17 643		17 643
3		155	17 643		17 643
4	N2	170	17 761		17 761
5		180			17 821
6		190	17 878		17 900
7	N3	215	18 098	18 213	17 920
8		225			18 151
9		240	18 831	18 954	18 647
10	N4	255	19 254	19 399	19 040
11		270	20 382		20 143
12		285	21 508	21 678	21 263
13	N5	305		22 770	22 332
14		335		24 997	24 526
15		365		27 223	26 716
16		395		29 444	28 893

Convention collective nationale
RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES
(Accord du 14 mars 1947)
(15 juin 1983)

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT N° A-291 DU 13 DÉCEMBRE 2016
RELATIF À LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 8 DE LA CONVENTION
ET DE L'ARTICLE 32 DE L'ANNEXE I

NOR : ASET1750092M

Entre
CGPME
MEDEF
U2P

D'une part, et

CFE-CGC
UGICT CGT
CFTC cadres
CFDT cadres
CGT-FO cadres

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 8 de la convention collective nationale du 14 mars 1947 et l'article 32 de l'annexe I à ladite convention sont modifiés comme suit :

Article 8 de la convention collective nationale

L'article 8 dont l'intitulé devient « Institutions compétentes pour l'adhésion des entreprises » est désormais libellé comme suit :

« Toute nouvelle entreprise, lors de l'embauche de son premier salarié, adhère à une institution membre de l'AGIRC en application des dispositions du présent article.

§ 1^{er}. Domaine interprofessionnel

Pour satisfaire aux obligations prévues par la présente convention, les entreprises nouvelles adhèrent à l'institution membre de l'AGIRC appartenant au groupe de protection sociale dési-

gné au répertoire géographique adopté par la commission paritaire, pour le département (ou, pour Paris, l'arrondissement) où se situe leur siège social.

§ 2. Domaine professionnel

Toutefois, les entreprises appliquant certaines conventions collectives adhèrent à l'institution membre de l'AGIRC relevant du groupe de protection sociale désigné au répertoire professionnel adopté par la commission paritaire.

Les désignations d'institutions différentes, qui pourraient figurer dans des conventions collectives de branche, existantes ou à venir, sont sans effet pour l'application du présent paragraphe.

§ 3. Définition de l'activité principale

Pour déterminer l'institution compétente pour l'adhésion d'une entreprise nouvelle (le cas échéant, au titre d'un établissement distinct, dans les cas visés au § 4 ci-dessous), c'est l'activité principale de l'entreprise (ou de l'établissement) qui est prise en compte.

L'activité principale est réputée correspondre :

- à celle visée par la convention collective de travail appliquée ;
- ou, à défaut, à l'activité requérant le plus grand nombre d'heures de travail, engendrant le plus gros chiffre d'affaires, etc.

§ 4. Portée de l'adhésion

Les adhésions des entreprises s'appliquent à tous les établissements nouveaux créés par l'entreprise adhérente, sous réserve des compétences territoriales prévues au § 6 ci-dessous.

Toutefois, si le nouvel établissement applique une convention collective visée au répertoire professionnel, l'entreprise peut adhérer pour cet établissement à l'institution membre de l'AGIRC relevant du groupe de protection sociale désigné par ce répertoire.

§ 5. Cas des entreprises nouvelles ayant des liens avec une entreprise préexistante

Par dérogation aux dispositions des § 1^{er} et 2 ci-dessus, une entreprise nouvelle ayant des liens avec une entreprise préexistante peut adhérer à l'institution à laquelle cette entreprise préexistante est elle-même adhérente, sous réserve des dispositions du § 6 ci-dessous.

Cette possibilité est subordonnée à la condition :

- que l'entreprise préexistante détienne 34 % au moins du capital de la société nouvelle ;
- ou, dans le cas où la nature juridique de l'entreprise nouvelle exclut toute référence possible à des participations financières, que les liens entre les deux entreprises puissent être vérifiés au regard des critères suivants :
 - activités identiques ou complémentaires ;
 - concentration des pouvoirs de direction ;
 - permutabilité des salariés ;
 - existence d'un statut commun en matière de droit du travail...

§ 6. Compétences territoriales des institutions

Par exception aux dispositions prévues aux § 1^{er} et 2 ci-dessus, les institutions désignées ci-après sont seules compétentes pour recevoir l'adhésion des entreprises situées dans certains territoires ou départements.

Doivent adhérer :

- à l'AG2R Retraite AGIRC :
 - les entreprises de Martinique, exception faite des entreprises du bâtiment et des travaux publics ;

- les entreprises de Guadeloupe, exception faite des entreprises du bâtiment et des travaux publics ;
- les entreprises de la principauté de Monaco ;
- les entreprises de Guyane, exception faite des entreprises du bâtiment et des travaux publics ;
- à la CNRBTPIG, les entreprises des professions du bâtiment et des travaux publics de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane ;
- à Malakoff Médéric Retraite AGIRC, les entreprises de La Réunion ;
- à l'IRCAFEX :
 - les entreprises de Nouvelle-Calédonie ;
 - les entreprises de Saint-Pierre-et-Miquelon ;
 - les salariés expatriés, dans le cadre d'extensions territoriales définies par voie de délibération ;
 - les ambassades et consulats étrangers sis en France. »

Article 32 de l'annexe I à la CCN

L'article 32 de l'annexe I est modifié comme suit :

Dans le § 1^{er}, le A est inchangé.

Le B, dont l'intitulé devient « Modification de la convention collective appliquée par une entreprise » est désormais libellé comme suit :

- « 1. Ayant pour effet de la faire entrer dans le champ d'application d'une institution membre de l'AGIRC désignée au répertoire professionnel adopté par la commission paritaire ;
- 2. Ou ayant pour effet de la faire sortir du champ d'application d'une institution professionnelle. »

Le § 2 est inchangé.

Dans le § 3 intitulé « Détermination de l'institution d'adhésion dans les cas de changement autorisés » le A est désormais libellé comme suit :

« A. – Dans les cas d'opérations visées au A du § 1^{er} ci-dessus, le regroupement des adhésions doit intervenir, tant pour l'AGIRC que pour l'ARRCO, au sein d'un même groupe de protection sociale ; il doit s'agir de l'un des groupes dont relevaient les entreprises en présence au titre du régime de l'AGIRC ou du régime de l'ARRCO.

Toutefois, dans les cas d'opérations visées au A (*a*), lorsque l'entreprise issue de l'opération applique une convention collective pour laquelle la compétence professionnelle d'une institution membre de l'AGIRC a été reconnue au répertoire professionnel adopté par la commission paritaire, le regroupement des adhésions doit obligatoirement s'effectuer auprès de cette institution, sauf dérogation accordée par l'AGIRC.

Dans les cas d'opérations visées au A, *b*, *c* et *d*, l'autorisation de changer d'institution ne peut conduire des entreprises relevant de la compétence professionnelle d'institutions à quitter ces institutions. »

Le reste du § 3 est inchangé.

Article 2

Les dispositions du présent avenant s'appliquent à effet du 1^{er} juillet 2017 aux adhésions des entreprises nouvelles relevant du domaine interprofessionnel et du domaine professionnel intervenant à compter de cette date.

Fait à Paris, le 13 décembre 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective nationale
RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES
(Accord du 14 mars 1947)
(15 juin 1983)

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT DU 13 DÉCEMBRE 2016
RELATIF À LA SUPPRESSION DE LA DÉLIBÉRATION D 55
NOR : ASET1750093M

Entre
CGPME
MEDEF
U2P

D'une part, et

CFE-CGC
UGICT CGT
CFTC cadres
CFDT cadres
CGT-FO cadres

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Délibération D 55

La délibération D 55, intitulée « Adhésion des entreprises : institutions compétentes », dont les dispositions sont reprises dans l'article 8 de la CCN, est supprimée à effet du 1^{er} juillet 2017.

Fait à Paris, le 13 décembre 2016.

(Suivent les signatures.)

Accord national interprofessionnel
RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES
(Accord du 8 décembre 1961)
(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)
(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,
Journal officiel du 30 juin 1988)

AVENANT N° 142 DU 13 DÉCEMBRE 2016
RELATIF À LA MODIFICATION DES ANNEXES A ET C

NOR : ASET1750094M

Entre
CGPME
MEDEF
U2P

D'une part, et

CGT
CFDT
CGT-FO
CFTC
CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les articles 8, 9 et 10 de l'annexe A à l'accord du 8 décembre 1961 ainsi que l'annexe C audit accord sont modifiés comme suit :

Article 8 de l'annexe A

L'article 8 de l'annexe A dont l'intitulé devient « Institutions compétentes pour l'adhésion des entreprises » est désormais libellé comme suit :

« Toute nouvelle entreprise, lors de l'embauche de son premier salarié, adhère à une institution membre de l'ARRCO en application des dispositions du présent article.

1. Domaine interprofessionnel

Pour satisfaire aux obligations prévues par le présent accord, les entreprises nouvelles adhèrent à l'institution membre de l'ARRCO appartenant au groupe de protection sociale désigné au réper-

toire géographique adopté par la commission paritaire, pour le département (ou, pour Paris, l'arrondissement) où se situe leur siège social.

2. Domaine professionnel

Toutefois, les entreprises appliquant certaines conventions collectives adhèrent à l'institution membre de l'ARRCO relevant du groupe de protection sociale désigné au répertoire professionnel adopté par la commission paritaire.

Les désignations d'institutions différentes, qui pourraient figurer dans des conventions collectives de branche, existantes ou à venir, sont sans effet pour l'application du présent paragraphe.

3. Définition de l'activité principale

Pour déterminer l'institution compétente pour l'adhésion d'une entreprise nouvelle (le cas échéant, au titre d'un établissement distinct, dans les cas visés au paragraphe 4 ci-dessous), c'est l'activité principale de l'entreprise (ou de l'établissement) qui est prise en compte.

L'activité principale est réputée correspondre :

- à celle visée par la convention collective de travail appliquée ;
- ou, à défaut, à l'activité requérant le plus grand nombre d'heures de travail, engendrant le plus gros chiffre d'affaires, etc.

4. Portée de l'adhésion

Les adhésions des entreprises s'appliquent à tous les établissements nouveaux créés par l'entreprise adhérente, sous réserve des compétences territoriales prévues au paragraphe 6 ci-dessous.

Toutefois, si le nouvel établissement applique une convention collective visée au répertoire professionnel, l'entreprise peut adhérer pour cet établissement à l'institution membre de l'ARRCO relevant du groupe de protection sociale désigné par ce répertoire.

5. Cas des entreprises nouvelles ayant des liens avec une entreprise préexistante

Par dérogation aux dispositions des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, une entreprise nouvelle ayant des liens avec une entreprise préexistante peut adhérer à l'institution à laquelle cette entreprise préexistante est elle-même adhérente, sous réserve des dispositions du paragraphe 6 ci-dessous.

Cette possibilité est subordonnée à la condition :

- que l'entreprise préexistante détienne 34 % au moins du capital de la société nouvelle ;
- ou, dans le cas où la nature juridique de l'entreprise nouvelle exclut toute référence possible à des participations financières, que les liens entre les deux entreprises puissent être vérifiés au regard des critères suivants :
 - activités identiques ou complémentaires ;
 - concentration des pouvoirs de direction ;
 - permutabilité des salariés ;
 - existence d'un statut commun en matière de droit du travail...

6. Compétences catégorielles et territoriales des institutions

Par exception aux dispositions prévues aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, les institutions désignées ci-après sont seules compétentes pour recevoir l'affiliation de certaines catégories de salariés ainsi que l'adhésion des entreprises situées dans certains territoires ou départements.

a) Compétences catégorielles

Les salariés relevant des catégories ci-après doivent être affiliés aux institutions suivantes ⁽¹⁾ :

- Malakoff Médéric Retraite ARRCO (section catégorielle VRP-OMNIREP-ARRCO) en ce qui concerne les VRP visés à l'annexe IV à la convention collective nationale du 14 mars 1947 ;
- Audiens Retraite ARRCO, en ce qui concerne :
 - les personnels intermittents des professions du spectacle, c'est-à-dire :
 - les personnels artistiques non titulaires d'un contrat d'exclusivité prévoyant une période d'emploi de 12 mois consécutifs ou plus ;
 - les personnels techniques et administratifs non titulaires de contrat à durée indéterminée comportant une garantie d'emploi d'au moins 12 mois consécutifs ;
 - ainsi que les mannequins tels que définis dans le code du travail ;
 - les journalistes détenteurs de la carte d'identité professionnelle ressortissant du régime général de la sécurité sociale pour les rémunérations qui leur sont versées sous forme de piges ;
 - les interprètes de conférences pour les fonctions au titre desquelles ils sont affiliés au régime général de la sécurité sociale en tant que salariés ;
- IRCCEM Retraite (institution de retraite complémentaire des employés de particuliers) en ce qui concerne, outre les employés de maison :
 - les salariés occupés au service de personnes privées sans avoir la qualité d'employés de maison ;
 - les stagiaires étrangers aides familiaux au pair ;
 - les assistantes maternelles remplissant cette tâche à leur domicile propre ;
- Humanis Retraite ARRCO en ce qui concerne les concierges, gardiens et employés d'immeubles, occupés dans le secteur de l'administration d'immeubles résidentiels.

b) Compétences territoriales ⁽²⁾

Doivent adhérer :

- à l'IRCOM (Institution interprofessionnelle de retraites complémentaires de la Martinique) les entreprises de Martinique, exception faite des entreprises du bâtiment et des travaux publics ;
- à l'AG2R Retraite ARRCO les entreprises de Guyane, exception faite des entreprises du bâtiment et des travaux publics ;
- à la CGRR (Caisse guadeloupéenne de retraites par répartition) les entreprises de Guadeloupe, exception faite des entreprises du bâtiment et des travaux publics ;
- à la CRR-BTP (Caisse régionale de retraites du bâtiment et des travaux publics des Antilles et de la Guyane françaises) les entreprises des professions du bâtiment et des travaux publics de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane ;
- à la CRR (Caisse réunionnaise de retraites complémentaires) les entreprises de La Réunion ;
- à l'AG2R Retraite ARRCO (par l'intermédiaire de l'AMRR, association monégasque autorisée à gérer une section administrative et comptable de l'AG2R Retraite ARRCO) les entreprises de la Principauté de Monaco ;
- à la CRE (Caisse de retraite pour la France et l'extérieur) :
- les entreprises de Nouvelle-Calédonie ;
- les entreprises de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

(1) Exception faite des salariés occupés de façon permanente dans un DOM ou un TOM, qui doivent être affiliés à l'institution locale chargée de l'application de l'accord dans leur département ou territoire.

(2) La compétence de l'IRCEM Retraite s'applique aux salariés employés dans les DOM au service de particuliers, visés notamment par les dispositifs suivants : titre de travail simplifié (TTS), prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) et déclaration nominative simplifiée (DNS).

La compétence de la CREPA-REP est étendue, au 1^{er} janvier 2013, aux salariés des cabinets d'avocats dans les DOM.

- les salariés expatriés, dans le cadre d’extensions territoriales définies par voie de délibération.
- les ambassades et consulats étrangers sis en France. »

Article 9 de l’annexe A

Dans le § 1, le A est inchangé.

Le B, dont l’intitulé devient, « Modification de la convention collective appliquée par une entreprise » est désormais libellé comme suit :

« 1. Ayant pour effet de la faire entrer dans le champ d’application d’une institution membre de l’ARRCO désignée au répertoire professionnel adopté par la commission paritaire ;

2. Ou ayant pour effet de la faire sortir du champ d’application d’une institution professionnelle. »

Le reste de l’article est inchangé.

Article 10 de l’annexe A

Le § 1 est désormais libellé comme suit :

« § 1. Dans les cas d’opérations visées au § 1, A, de l’article 9 de la présente annexe, le regroupement des adhésions doit intervenir, tant pour l’ARRCO que pour l’AGIRC, au sein d’un même groupe de protection sociale ; il doit s’agir de l’un des groupes dont relevaient les entreprises en présence au titre du régime de l’ARRCO ou du régime de l’AGIRC.

Toutefois, dans les cas d’opérations visées au A, *a*, lorsque l’entreprise issue de l’opération applique une convention collective pour laquelle la compétence professionnelle d’une institution membre de l’ARRCO a été reconnue au répertoire professionnel adopté par la commission paritaire, le regroupement des adhésions doit obligatoirement s’effectuer auprès de cette institution, sauf dérogation accordée par l’ARRCO.

Dans les cas d’opérations visées au A, *b*, *c* et *d*, l’autorisation de changer d’institution ne peut conduire des entreprises relevant de la compétence professionnelle d’institutions à quitter ces institutions. »

Le reste de l’article est inchangé.

Annexe C à l’accord du 8 décembre 1961

L’annexe C à l’accord du 8 décembre 1961, dont les dispositions sont intégralement reprises à l’article 8, § 6, de l’annexe A dudit accord, est supprimée.

Article 2

Les dispositions du présent avenant s’appliquent à effet du 1^{er} juillet 2017 aux adhésions des entreprises nouvelles relevant du domaine interprofessionnel et du domaine professionnel intervenant à compter de cette date.

Fait à Paris, le 13 décembre 2016.

(Suivent les signatures.)

Accord national interprofessionnel

RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES

(Accord du 8 décembre 1961)

(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)

(Etendue par arrêté du 21 juin 1988,

Journal officiel du 30 juin 1988)

AVENANT DU 13 DÉCEMBRE 2016

RELATIF À LA SUPPRESSION DES DÉLIBÉRATIONS 3 B, 4 B ET 11 B

NOR : ASET1750096M

Entre

CGPME

MEDEF

U2P

D'une part, et

CGT

CFDT

CGT-FO

CFTC

CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Délibération 3 B

La délibération 3 B intitulée : « Entreprises exerçant plusieurs activités : définition de l'activité principale », dont les dispositions sont reprises à l'article 8, § 3, de l'annexe A à l'accord du 8 décembre 1961, est supprimée à effet du 1^{er} juillet 2017.

Délibération 4 B

La délibération 4 B intitulée « Adhésion des entreprises : institutions compétentes », dont les dispositions sont reprises à l'article 8 de l'annexe A de l'accord du 8 décembre 1961, est supprimée à effet du 1^{er} juillet 2017.

Délibération 11 B

La délibération 11 B, intitulée « Modalités d'affiliation particulières de certaines catégories de salariés », est modifiée comme suit :

Au 1^{er} alinéa des chapitres I^{er} et IV, la référence « à l'annexe C » est remplacée par « au § 6 de l'article 8 de l'annexe A ».

Ces dispositions s'appliquent à compter du 1^{er} juillet 2017.

Fait à Paris, le 13 décembre 2016.

(Suivent les signatures.)

Accord national interprofessionnel

RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES

(Accord du 8 décembre 1961)

(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)

(Etendue par arrêté du 21 juin 1988,

Journal officiel du 30 juin 1988)

AVENANT DU 13 DÉCEMBRE 2016

RELATIF AU PROTOCOLE D'ACCORD DU 5 FÉVRIER 1979
PRÉVOYANT L'ATTRIBUTION D'AVANTAGES EN MATIÈRE DE
RETRAITE COMPLÉMENTAIRE EN CAS D'ACTIVITÉ PARTIELLE

NOR : ASET1750097M

Entre

CGPME

MEDEF

U2P

D'une part, et

CGT

CFDT

CGT-FO

CFTC

CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article unique

Les dispositions du protocole du 5 février 1979 relatif à l'attribution de points de retraite en cas d'activité partielle, prorogées par avenants successifs, sont reconduites pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2017.

Fait à Paris, le 13 décembre 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3372

Convention collective nationale

IDCC : 3090. – SPECTACLE VIVANT
(Entreprises du secteur privé)

AVENANT DU 10 NOVEMBRE 2016
RELATIF AUX DISPOSITIONS DU TITRE VI « METTEUR EN SCÈNE DE THÉÂTRE »
DE L'ANNEXE I DE LA CONVENTION

NOR : ASET1750099M
IDCC : 3090

Entre
SNES
SNDTP
PRODISS
CSCAD
SMA
SCC

D'une part, et

SNAPAC CFDT
FCCS CFE-CGC
FNSAC CGT
F3C CFDT
SNAPS CFE-CGC
SNACOPVA CFE-CGC
SN2A FO

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Contenu

Le présent accord a pour objet de définir les dispositions du titre VI de l'annexe I de la convention collective nationale des entreprises du secteur privé du spectacle vivant (IDCC 3090) relatif aux metteurs en scène.

Il a été convenu entre les parties signataires les dispositions suivantes :

« Annexe I

TITRE VI

METTEUR EN SCÈNE DE THÉÂTRE

Le présent titre VI a pour but de définir les conditions de travail entre, d'une part, les metteurs en scène de théâtre et, d'autre part, les producteurs de théâtres privés.

Il est ici précisé que les comédies musicales, les spectacles d'humour et les revues ne sont donc pas concernés par le présent titre.

Le metteur en scène de théâtre est celui qui, par son art personnel et sa créativité, apporte à l'œuvre écrite par l'auteur, une vie scénique qui en fait ressortir les qualités sans jamais en trahir l'esprit, son rôle s'inscrivant sur deux plans distincts :

- celui de la création intellectuelle correspondant à sa conception artistique de la mise en scène et qui lui confère les droits de propriété littéraire et artistique en sa qualité d'auteur de la mise en scène ;
- celui de l'exécution matérielle de cette conception dans le cadre de laquelle il exerce sous l'autorité du producteur et dans le strict respect du droit des autres auteurs, et particulièrement celui de l'auteur de l'œuvre initiale écrite ou composée, le choix des artistes et de tous les intervenants créatifs artistiques et techniques dont il prépare, coordonne et dirige le travail.

Etant précisé que sur le plan de la création intellectuelle, le statut du metteur en scène est régi par les dispositions du code de la propriété intellectuelle. Il est donc légitime que le metteur en scène continue à être rémunéré comme un salarié conformément aux articles L. 7121-2 et suivants du code du travail pour l'exécution matérielle de sa conception artistique.

La rémunération de sa conception artistique se fera sous forme de droits d'auteur versés dans les délais, formes et modalités en vigueur à la SACD ou ceux prévus par le contrat de cession.

Article 6.1

Le metteur en scène assurera son travail d'exécution matérielle de la mise en scène, tel que défini dans le préambule du présent titre, sous l'autorité du producteur.

Article 6.2

Le producteur est tenu de délivrer un contrat écrit au metteur en scène au plus tard avant la première répétition.

Ce contrat contiendra les conditions particulières de l'engagement et renverra expressément, pour les conditions générales, à la présente convention.

Article 6.3

La rémunération du metteur en scène sera composée de deux éléments, à savoir :

- conformément aux dispositions des articles L. 7121-2 et suivants du code du travail, d'un salaire destiné à rémunérer dans le cadre contrat de travail, l'exécution matérielle de la mise en scène, et donc principalement la direction des interprètes et techniciens ;
- en sus de ce salaire, le metteur en scène percevra un droit d'auteur sur la mise en scène, représenté par une participation proportionnelle destinée à rémunérer le droit de propriété littéraire et artistique du metteur en scène, en sa qualité d'auteur de la mise en scène, pour la conception artistique et la création intellectuelle de son œuvre scénique.

1. Partie régie par le code du travail :

Le metteur en scène percevra, à compter de la première répétition de l'œuvre, fixée par le producteur, quel qu'en soit le lieu, et jusqu'à la première représentation publique, une somme à titre de salaire dont le montant, pour chaque répétition, sera fixé sur la base du Smic horaire multiplié par le nombre d'heures, étant précisé que toute répétition sera considérée comme ayant duré au minimum deux heures.

Si le nombre effectif des répétitions pour un montage est inférieur à 30, il sera garanti en tout état de cause au metteur en scène un salaire correspondant à trente répétitions de 4 heures, soit 120 heures rémunérées sur la base du Smic, sauf pour les spectacles de courte durée (moins d'une heure), les lectures ou bien en cas de reprise d'un spectacle déjà monté.

Le plan de travail et les réglages techniques seront établis en accord avec le producteur. Dans le respect du budget fixé par le producteur dont le metteur en scène aura été informé dans son contrat, ce plan de travail devra respecter la législation du travail et la convention collective.

Si de nouvelles répétitions sont jugées nécessaires, le metteur en scène retrouvera pour cette période sa qualité de salarié soumise aux mêmes conditions que celles prévues pour les répétitions antérieures à la première représentation publique sauf en ce qui concerne le nombre minimum de répétitions garanties.

La partie salaire de la rémunération du metteur en scène s'entend comme des salaires bruts.

2. Partie régie par le code de la propriété intellectuelle :

Le metteur en scène bénéficiera d'un droit d'auteur de la mise en scène constitué par un pourcentage qui ne pourra pas être inférieur à 2 p. 100. Ce pourcentage sera calculé sur la part de recette qui sert de base à la perception des droits d'auteur de l'œuvre représentée. Ce droit d'auteur subira le régime applicable au droit des auteurs dramatiques.

Article 6.4

Le metteur en scène est tenu de conduire personnellement toutes les répétitions du spectacle, ainsi que les répétitions de mises au point, raccords et ultérieurement les répétitions de doublures et les reprises de rôles.

En outre, le metteur en scène s'oblige à assister au spectacle en tant que de besoin, notamment pendant les 30 premières représentations, et au moins une fois par mois pendant toute la durée d'exploitation du spectacle.

Article 6.5

Compte tenu des droits d'auteur du metteur en scène, et du contrat signé entre le metteur en scène et le producteur, aucune modification essentielle ne pourra être apportée à la mise en scène d'un spectacle en cours de représentation ou en cas de reprise du spectacle dans la même mise en scène sans un accord préalable et écrit entre le metteur en scène et le producteur.

Article 6.6

En cas de reprise de l'œuvre aux conditions initiales du contrat soit dans le même théâtre, soit dans un autre lieu, la mise en scène ne pourra être utilisée sauf accord préalable et par écrit du metteur en scène, dans le cadre de la signature d'un nouveau contrat.

En cas de reprise d'un spectacle et de sa mise en scène nécessitant l'intervention du metteur en scène que ce soit avec une distribution modifiée ou non, dans le même théâtre, ou dans un autre lieu, si le nombre de répétitions est inférieur à 5, le metteur en scène aura la garantie de percevoir un salaire égal à 20 heures rémunérées sur la base du Smic, soit 5 services de 4 heures de répétition.

Article 6.7

Compte tenu des droits d'auteur du metteur en scène, aucun spectacle ne peut en totalité ou partiellement donner lieu à retransmission et être télédiffusé ou fixé sur des supports d'enregistrement du son ou de l'image ou reproduit sans l'accord préalable du metteur en scène.

Il est précisé que les signataires entendent par "retransmission" la diffusion en direct ou en différé, par quelque moyen audiovisuel ou sonore que ce soit, à partir du lieu des représentations, de tout ou en partie d'un spectacle présenté par un producteur de théâtre, que ce spectacle ait subi ou non des modifications en fonction des exigences techniques du tournage ou de la télévision.

Par dérogation à ce qui précède, ne seront pas considérées comme des retransmissions du spectacle au sens du présent article, les retransmissions fragmentaires ne comportant pas au total plus de trois extraits du spectacle concerné d'une durée inférieure ou égale à trois minutes chacun, présentation et interview non comprises et n'ayant pas donné lieu à rémunération au profit du producteur.

Article 6.8

Un accès permanent sera accordé au metteur en scène pour lui permettre, tant dans la salle que dans les coulisses du théâtre, l'accès aux représentations du spectacle dont il aura assumé la mise en scène.

Article 6.9

Le nom du metteur en scène viendra sur les affiches et les programmes du spectacle immédiatement après celui du ou des auteurs de l'œuvre et s'il y a lieu du ou des compositeurs. »

Article 2

Entrée en vigueur

Cet avenant est conclu pour toute la durée d'application de la convention collective nationale des entreprises du secteur privé du spectacle vivant et entre en vigueur dès sa signature.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2261-15 du code du travail, l'ensemble des parties signataires demande que le présent avenant fasse l'objet d'un arrêté d'extension.

Conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2, L. 2261-1 et L. 2262-8 du code du travail, cet avenant à la présente convention collective des entreprises du secteur privé du spectacle vivant sera déposé par la partie la plus diligente auprès des services du ministère en charge du travail ainsi qu'auprès du secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes du lieu de conclusion.

Fait à Paris, le 10 novembre 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3212

Accords nationaux

ENTREPRISES DE TRAVAIL TEMPORAIRE
Personnels intérimaires
Personnels permanents

AVENANT N° 2 DU 9 DÉCEMBRE 2016
À L'ACCORD DU 14 DÉCEMBRE 2015 RELATIF AU RÉGIME
DE FRAIS DE SANTÉ DES SALARIÉS INTÉRIMAIRES

NOR : ASET1750107M

Entre

PRISM'Emploi

D'une part, et

CGT-FO

FNECS CFE-CGC

CSFV CFTC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux de la branche du travail temporaire ont conclu le 14 décembre 2015 l'accord relatif au régime de frais de santé des salariés intérimaires.

Par avenant signé le 30 septembre 2016, les partenaires sociaux ont adapté certaines stipulations de cet accord.

Au vu des éléments de projection du résultat technique à l'issue de la première année du régime de frais de santé, et afin de prévenir une croissance excessive de la réserve de stabilité, les parties signataires ont décidé de prendre les mesures suivantes.

Article 1^{er}

Taux d'appel

Les parties signataires décident d'appliquer un taux d'appel de 60 % sur les cotisations mentionnées à l'article 9 de l'accord du 14 décembre 2015 relatif au régime de frais de santé des salariés intérimaires, afférentes aux périodes d'emploi du 1^{er} janvier 2017 et jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 2

Examen des perspectives d'évolution du régime

Lorsque les comptes de l'exercice 2016 seront arrêtés, la commission paritaire de la branche se réunira au cours du second trimestre 2017 afin d'examiner l'ensemble des évolutions possibles du régime (niveau des garanties, montant des cotisations, assiette des cotisations...).

Article 3

Mesures favorisant la montée en charge du régime

Sans attendre l'arrêté des comptes de l'exercice 2016, les parties signataires décident de poursuivre la préparation du plan de communication confiée à la commission mutuelle du FASTT et s'engagent à contribuer à une mise en œuvre rapide.

De plus, une commission paritaire supplémentaire dédiée se réunira au cours du mois de janvier 2017 pour renforcer le plan de communication et prendre l'ensemble des mesures destinées à favoriser la montée en charge du régime. Ces mesures concerneront notamment :

- la carte de tiers payant (allongement de la durée de validité, mode de diffusion) ;
- des actions de communication intensives auprès des salariés intérimaires (une approche itérative par tests sur un échantillon de salariés intérimaires permettra de déterminer les mesures les plus efficaces) ;
- d'autres actions nécessaires.

Pour financer ces actions exceptionnelles un budget significatif et suffisant abondé par l'ensemble des parties prenantes du régime : l'opérateur de gestion, les co-assureurs, le compte de résultat du régime, sera déterminé par la commission paritaire.

Article 4

Entrée en vigueur. – Durée

Le présent avenant est conclu pour une durée déterminée d'un an et entre en vigueur le lendemain de sa signature.

Article 5

Dépôt et extension

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt et extension dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du code du travail.

Fait à Paris, le 9 décembre 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3005 T2

Convention collective nationale
IDCC : 1702. – TRAVAUX PUBLICS
(Tome II : Ouvriers)

ACCORD DU 28 NOVEMBRE 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2017
(MIDI-PYRÉNÉES)
NOR : ASET1750104M
IDCC : 1702

Entre

F RTP Midi-Pyrénées

FR des SCOP du BTP Sud-Ouest

D'une part, et

BATIMAT-TP CFTC

FNCB CFDT

FO BTP

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Cet accord est conclu conformément aux dispositions de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992, étendu par arrêté ministériel du 10 avril 2003 (*Journal officiel* du 20 avril 2003).

Il est applicable aux ouvriers des entreprises de travaux publics situées dans la région Midi-Pyrénées dans ses limites territoriales en vigueur au 31 décembre 2015.

Les valeurs des minima annuels fixés sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des ouvriers des travaux publics pour 2017 sont les suivantes :

(En euros.)

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM ANNUEL année 2017 (base 35 heures)
I	1	100	18 807
	2	110	19 165

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM ANNUEL année 2017 (base 35 heures)
II	1	125	19 795
	2	140	21 955
III	1	150	23 430
	2	165	25 780
IV		180	27 940

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) en vigueur.

Article 2

En application de l'article L. 3221-2 du code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail à valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 3

Le présent accord sera déposé, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la direction générale du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Toulouse.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 5

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Toulouse, le 28 novembre 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3005 T3

Convention collective nationale
IDCC : 2614. – TRAVAUX PUBLICS
(Tome III : ETAM)

ACCORD DU 28 NOVEMBRE 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2017
(MIDI-PYRÉNÉES)

NOR : ASET1750103M
IDCC : 2614

Entre
FRTP Midi-Pyrénées
FR des SCOP du BTP Sud-Ouest

D'une part, et
BATIMAT-TP CFTC
FNCB CFDT
CFE-CGC BTP
FO BTP

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Cet accord est conclu conformément aux dispositions en annexe VI de la convention collective nationale des ETAM des travaux étendue par arrêté ministériel du 15 juin 2007 (*Journal officiel* du 28 juin 2007). Il est applicable aux ETAM des entreprises de travaux publics situées dans la région Midi-Pyrénées dans ses limites territoriales en vigueur au 31 décembre 2015.

Les valeurs des minima annuels fixés sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des ETAM des travaux publics pour 2017 sont les suivantes :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL année 2017 (base 35 heures)
A	18 807
B	19 640

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL année 2017 (base 35 heures)
C	21 605
D	23 250
E	26 190
F	29 135
G	31 895
H	33 585

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) en vigueur.

Article 2

Les valeurs prévues à l'article 1^{er} ci-dessus sont majorées de 15 % pour les ETAM bénéficiant d'une convention de forfait en jours sur l'année, soit :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL année 2017
F	33 505,25
G	36 679,25
H	38 622,75

Article 3

En application de l'article L. 3221-2 du code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail à valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 5

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Toulouse, le 28 novembre 2016.

(Suivent les signatures.)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2017/05

CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	<u>Pages</u>
Exploitations de cultures spécialisées (Loiret) : convention collective du 13 avril 2016	61

Convention collective
IDCC : 9456. – EXPLOITATIONS DE CULTURES SPÉCIALISÉES
(Loiret)
(13 avril 2016)

CONVENTION COLLECTIVE DU 13 AVRIL 2016

NOR : AGRS1797001M
IDCC : 9456

Entre
FDSEA du Loiret
UHO

D'une part, et
FGA CFDT
Fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT
Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes FO
Fédération CFTC de l'agriculture
Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{ER}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er}

Champ d'application

La présente convention détermine les rapports entre les employeurs et tous les salariés et les apprentis de l'un ou l'autre sexe, de tous âges et de toutes nationalités, des exploitations horticoles et pépinières, des exploitations d'arboriculture fruitière et des exploitations maraîchères du Loiret.

Elle s'applique nonobstant tous les usages et coutumes locaux et toutes stipulations contenues dans les contrats de travail particuliers ou les accords d'établissements, lorsque ces usages, coutumes ou stipulations sont moins favorables aux salariés.

Elle régit tous les travaux des exploitations dont le siège social est sis sur le territoire du département du Loiret, même si des terrains de cultures s'étendent sur des départements limitrophes.

Sont considérées comme exploitations horticoles et pépinières, les entreprises produisant des végétaux d'ornements et ressortant des codes NAF :

- 01.19Z (autres cultures non permanentes dont fleurs coupées et semences florales) ;
- 01.30Z (plantes destinées à la plantation) ;

- 01.64Z (traitement des semences de fleurs) ;
- 01.29Z (production d'arbres de Noël) ;
- 02.10Z (pépinières forestières) ;
- 01.25Z (uniquement production de semences fruitières) ; et
- 01.13Z (uniquement production de plants potagers, de racines et de tubercules).

Sont considérées comme exploitations maraîchères, les entreprises produisant des légumes sur de petites surfaces et ressortant des codes NAF :

- 01.11Z (culture de céréales à l'exception du riz, de légumineuses et de graines oléagineuses) pour la culture de légumes verts ;
- 01.13Z (culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules culture de légumes racines) pour le traitement des semences de légumes ;
- 01.28Z (culture de plantes à épices, aromatiques, médicinales et pharmaceutiques) pour la culture de plantes condimentaires ;
- 01.64Z (traitement des semences) pour le traitement des semences de légumes ;
- 02.30Z (récolte de produits forestiers non ligneux poussant à l'état sauvage) pour la collecte de champignons forestiers.

Sont considérées comme exploitations d'arboriculture fruitière, les entreprises produisant des fruits et ressortant du code NAF :

- 01.24Z (culture de fruits à pépins et à noyau) pour la production de pommes, poires, coings, abricots, cerises, pêches, nectarines, prunes, prunelles ;
- 01.25Z (culture d'autres fruits d'arbres ou d'arbustes et de fruits à coque) pour la production de kiwis, framboises, fraise et autres fruits et baies des climats tempérés – traitement des semences de cultures fruitières, et par extension ;
- 01.21Z pour la culture de la vigne.

Ces listes de code NAF ne sont pas exhaustives.

Article 2

Avantages individuels acquis

L'application de la présente convention ne peut être la cause d'une diminution d'avantages acquis individuellement antérieurement à la date de son entrée en vigueur.

Toutefois, il ne peut y avoir cumul ou double emploi entre ces avantages acquis et des avantages similaires résultants de la présente convention.

De même les avantages reconnus par la présente convention ne peuvent en aucun cas s'ajouter à ceux déjà accordés pour le même objet à la suite d'usages ou d'accords d'entreprise. Dans ce cas, l'avantage le plus favorable sera maintenu.

Article 3

Durée

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

Dès sa date d'application, elle abroge la convention collective de travail du 28 juin 1988 étendue par arrêté du 26 mai 1989 (*Journal officiel* du 3 juin 1989) et ses avenants, pour les exploitations horticoles et pépinières du Loiret.

Lors de son actualisation, elle abroge la convention collective de travail du 5 septembre 2007 étendue par arrêté du 21 août 2008 (*Journal officiel* du 28 août 2008) et ses avenants, pour les exploitations d'arboriculture fruitière du Loiret.

Lors de son actualisation, elle abroge également la convention collective de travail du 10 juillet 2007 étendue par arrêté du 21 août 2008 (*Journal officiel* du 28 août 2008) et ses avenants, pour les exploitations maraîchères du Loiret.

Article 4

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative au plan national au sens des articles L. 2121-2 et R. 2121-1 du code du travail ou toute organisation d'employeurs représentative au plan national, qui n'est pas partie à la présente convention, peut y adhérer dans les conditions prévues par le code du travail.

Article 5

Révision

Chaque partie signataire ou adhérente peut demander la révision de la présente convention collective. Cette révision sera demandée par lettre recommandée avec avis de réception adressée aux autres parties intéressées et à l'unité départementale de la DIRECCTE Centre-Val de Loire.

Cette demande devra impérativement comporter l'indication des articles concernés et une proposition de nouvelle rédaction.

Au plus tard dans le délai de 2 mois, une réunion de la commission mixte sera organisée.

Article 6

Dénonciation

Chacune des organisations signataires ou adhérentes peut dénoncer la présente convention dans les conditions et délais prévus par les articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

Elle continue de produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle convention ou, à défaut, pendant une période de 12 mois à compter de l'expiration du délai de préavis de 3 mois. Si la convention dénoncée n'est pas remplacée par une nouvelle convention, à l'expiration du délai ci-dessus, les salariés conservent les avantages individuels acquis du fait de la convention dénoncée.

La partie signataire qui dénonce la convention doit en informer les autres signataires par lettre recommandée avec avis de réception, et doit procéder aux formalités de dépôt. Toutefois, la partie signataire ou adhérente qui a dénoncé la convention pourra, pendant ce délai, revenir sur sa décision.

Article 7

Commission paritaire de conciliation et d'interprétation

Une commission paritaire de conciliation et d'interprétation est chargée d'examiner les différends nés de l'interprétation ou de l'application de la présente convention collective. Cette commission est composée d'un nombre égal de représentants employeurs et salariés. Chaque organisation syndicale de salariés désigne deux représentants. Les organisations d'employeurs désignent un nombre de représentants équivalent au nombre total de représentants de salariés.

Lorsqu'une organisation désire saisir la commission paritaire de conciliation et d'interprétation, elle en avise le secrétariat de la commission mixte par lettre recommandée avec avis de réception, en précisant les motifs de la demande et en joignant toutes les pièces utiles au dossier.

La commission paritaire de conciliation et d'interprétation doit être convoquée dans un délai de 2 mois.

Le secrétariat de la commission mixte est assuré par le syndicat demandeur.

Article 8

Procédure de règlement des conflits collectifs

Les conflits collectifs nés à l'occasion de l'exécution, la révision ou la dénonciation de la présente convention collective sont portés devant la commission paritaire de conciliation et d'interprétation.

Toutefois, les conflits nés de la révision de la convention, peuvent être soumis directement à la procédure de médiation prévue par les articles L. 2523-1 et suivants du code du travail, à la demande écrite et motivée de l'une des parties.

Lorsque la procédure de conciliation a été mise en œuvre mais n'a pu aboutir, les conflits collectifs peuvent être soumis à la procédure de médiation ou, si les deux parties en conviennent, à la procédure d'arbitrage prévue par les articles L. 2524-1 et suivants du code du travail.

CHAPITRE II

DROITS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS. — REPRÉSENTATION DU PERSONNEL

Article 9

Liberté d'opinion et liberté syndicale

Les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion ainsi que le droit pour les salariés d'adhérer librement à un syndicat.

Les employeurs et/ou leurs représentants s'engagent à ne pas prendre en considération l'appartenance ou la non-appartenance à un syndicat, les opinions politiques ou philosophiques, les croyances religieuses, les origines sociales ou raciales, le sexe du salarié, pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne notamment l'embauchage, la conduite et la répartition du travail, la formation professionnelle, la rémunération, l'avancement, les mesure de discipline et de licenciement.

D'une façon générale, il sera fait application des articles L. 1132-1 et suivants et L. 2141-5 et suivants du code du travail.

Article 10

Droit d'expression des salariés dans l'entreprise

Le droit d'expression des salariés s'exerce dans les conditions prévues par le code du travail.

Article 11

Activité politique et religieuse

Les employeurs et les salariés ne doivent, sous aucun prétexte, se livrer à l'intérieur de l'établissement, à une propagande politique ou religieuse.

Article 12

Droit syndical

Le droit syndical s'exerce dans les conditions prévues par les articles L. 2141-4 et suivants du code du travail.

Les employeurs ne pourront prendre en considération le fait d'appartenir ou non à un syndicat en ce qui concerne le recrutement, la conduite et la répartition des travaux, les mesures de discipline ou de congédiement.

Article 13

Délégués syndicaux

Chaque syndicat représentatif qui constitue une section syndicale dans les entreprises qui emploient au moins 50 salariés, peut désigner un ou plusieurs délégués syndicaux dans les conditions et selon les modalités définies par le code du travail aux articles L. 2143-3 et suivants.

Dans les entreprises de moins de 50 salariés, un délégué du personnel peut être désigné comme délégué syndical pour la durée de son mandat.

Le délégué syndical représente son organisation auprès de l'employeur.

Chaque délégué syndical bénéficie pour l'exercice de sa mission, d'un crédit d'heures conformément aux dispositions légales (art. L. 2143-13 à L. 2143-19 du code du travail). Le temps passé est payé comme temps de travail.

Le temps passé pour participer à des réunions qui ont lieu sur l'initiative de l'employeur, n'est pas imputable sur le crédit d'heures.

Article 14

Représentants de section syndicale

Les organisations syndicales non représentatives peuvent désigner un représentant de section syndicale dans les conditions des articles L. 2142-1-1 et suivants du code du travail.

Article 15

Délégués syndicaux interentreprises agricoles

Conformément à l'accord national du 8 juillet 1970, et sous réserve des dispositions du titre II du livre IV du code du travail, les délégués syndicaux interentreprises ont qualité pour saisir le directeur de l'unité départementale de la DIRECCTE Centre-Val de Loire de toute réclamation individuelle ou collective concernant l'application de la présente convention, ou relative à l'inobservation des prescriptions légales ou réglementaires en matière de législation du travail.

Le délégué syndical interentreprises ne pourra intervenir au niveau des établissements de sa circonscription, qu'en avertissant les employeurs concernés au moins 48 heures au préalable. Ceux-ci pourront se faire accompagner de leur délégué syndical. A la demande de l'un des deux délégués, le directeur de l'unité départementale de la DIRECCTE Centre-Val de Loire pourra être invité à assister à cette intervention.

En tout état de cause, la qualité de délégué syndical interentreprises ne pourra être reconnue que si l'organisation syndicale qui est à l'initiative de cette désignation, l'a notifiée au préalable par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la fois au directeur de l'unité départementale de la DIRECCTE Centre-Val de Loire, à l'employeur de la personne désignée et aux organisations syndicales patronales.

Ces dernières devront également notifier au directeur de l'unité départementale de la DIRECCTE Centre-Val de Loire ainsi qu'aux organisations syndicales de salariés, les noms et adresses de leurs délégués.

Un employeur ne pourra licencier un délégué syndical interentreprises qu'après accord de l'unité départementale de la DIRECCTE Centre-Val de Loire.

Le délégué syndical interentreprises ne pourra en aucun cas exiger la communication des comptes de l'entreprise ou intervenir dans la gestion de celle-ci.

Lorsqu'ils en sont mandatés, les délégués syndicaux interentreprises sont les représentants qualifiés des organisations syndicales représentatives salariées signataires de la présente convention ou adhérentes à celle-ci.

En aucun cas, les délégués des employeurs ne sont mandatés pour signer quoi que ce soit.

Les délégués syndicaux interentreprises sont au nombre d'un par arrondissement et par syndicat salarié signataire ou adhérent.

Ils doivent exercer, et ce depuis au moins 1 an, une activité relevant de la présente convention.

Ils sont tenus lorsqu'ils s'absentent pour exercer leurs fonctions, de prévenir leur employeur 48 heures à l'avance, sauf danger imminent.

Le temps dont pourra bénéficier chaque délégué syndical interentreprises est limité à 8 heures par mois, ce temps non rémunéré étant récupérable à la demande du salarié.

Article 16

Délégués du personnel

Le nombre, la durée des fonctions et les attributions des délégués du personnel sont fixés par les dispositions légales et réglementaires du code du travail.

En application de l'article L. 2312-1 du code du travail, dans toutes les entreprises ou établissements occupant au moins 11 salariés, il est organisé des élections pour la mise en place de délégués du personnel.

Les conditions d'électorat et d'éligibilité sont fixées par les dispositions légales.

Le rôle et les moyens des délégués du personnel sont fixés par les articles L. 2313-1 et suivants du code du travail.

Article 17

Comité d'entreprise

Des comités d'entreprise sont constitués conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Dans les entreprises de moins de 300 salariés, l'employeur peut décider, après consultation des délégués du personnel et du comité d'entreprise s'ils existent, que les délégués du personnel constituent la délégation unique du personnel au comité d'entreprise.

Les conditions de mise en place, le nombre, la durée des mandats et le fonctionnement de la délégation du personnel au comité d'entreprise, sont celles fixées par les dispositions légales et réglementaires. Les élections sont organisées conformément aux dispositions légales et dans les mêmes conditions que celles définies à l'article 13 pour les délégués du personnel.

Article 18

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

Il est créé un CHSCT dans toute entreprise occupant au moins 50 salariés. Le nombre, la mise en place, la durée des fonctions et les attributions, sont déterminés par les dispositions légales ou réglementaires.

Le CHSCT a pour mission notamment :

- de contribuer et développer le sens de la prévention des risques professionnels ;
- de veiller et concourir à l'information sur les risques professionnels des nouveaux embauchés et des salariés affectés à de nouveaux postes.

Il est consulté sur le règlement intérieur, les règlements et consignes d'hygiène et de sécurité.

Il donne son avis sur le programme annuel de prévention des risques professionnels. Il reçoit communication du bilan général des actions menées en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Les membres du CHSCT ont droit à une formation spécifique définie par le code du travail pour exercer leur fonction pendant leur mandat.

Article 19

Commission paritaire d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

Pour les entreprises qui ne sont pas dotées de CHSCT ou de délégués du personnel, il est mis en place au niveau départemental, une commission paritaire d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, conformément aux dispositions de la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999 et de l'accord national sur les commissions paritaires d'hygiène, de sécurité, et des conditions de travail du 16 janvier 2001.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES À L'EMPLOI

Article 20

Engagement

L'embauche d'un salarié est soumise aux dispositions légales et réglementaires. Avant toute embauche, l'employeur doit informer les salariés bénéficiant d'une priorité de réembauchage, de l'emploi permanent disponible correspondant à leur qualification.

Article 21

Contrat de travail

Sous réserve des dispositions légales spécifiques aux contrats à durée déterminée et aux contrats de travail à temps partiel, il peut être conclu un contrat de travail écrit.

Signé conjointement, il est alors établi en double exemplaire, dont un pour le salarié et le second pour l'employeur.

En cas d'écrit, le contrat de travail doit comporter les mentions suivantes :

- identité des parties ;
- date du début de contrat ;
- catégorie d'emploi ;
- durée du travail ;
- rémunération ;
- période d'essai ;
- lieu de travail ;
- coordonnées de la caisse de retraite complémentaire ;
- convention collective applicable, et accord d'entreprise applicable, le cas échéant ;
- droit aux congés payés ;
- durée du préavis en cas de rupture du contrat de travail ;
- affiliation au régime de prévoyance complémentaire et au régime frais de santé obligatoires et collectifs.

Une description de fonction peut être jointe.

L'employeur qui engage un salarié peut exiger de celui-ci la présentation d'un certificat de travail ou d'une attestation de cessation de travail.

Article 22

Période d'essai

Le contrat de travail, sauf accord particulier écrit entre le salarié et l'employeur pour supprimer ou diminuer la période d'essai, n'est considéré comme définitivement conclu qu'à la fin de la période d'essai déterminée comme suit.

a) Pour les contrats à durée indéterminée :

I. – Personnel non cadre :

- 1 mois, renouvelable une fois, pour les niveaux I et II ;
- 2 mois, renouvelables une fois, pour les niveaux III et IV.

II. – Techniciens et agents de maîtrise : 3 mois, renouvelables une fois.

III. – Personnel d'encadrement : 4 mois, renouvelables une fois.

b) Pour les contrats à durée déterminée :

La période d'essai est fixée à 1 jour ouvré par semaine de travail prévue au contrat, dans la limite maximale de 2 semaines pour les contrats inférieurs à 6 mois, et de 1 mois si la durée initiale du contrat est supérieure à 6 mois.

Lorsque le contrat ne comporte pas de terme précis, la période d'essai est calculée par rapport à la durée minimale du contrat, conformément à l'article L. 1242-10 du code du travail.

c) Rupture de la période d'essai :

La rupture de la période d'essai donne lieu à un délai de prévenance :

I. – Pour l'employeur, ce délai s'applique aux contrats à durée indéterminée et aux contrats à durée déterminée ayant une période d'essai d'au moins une semaine. Il est de :

- 24 heures quand le salarié était présent depuis moins de 8 jours ;
- 48 heures quand la présence est comprise entre 8 jours et 1 mois ;
- 2 semaines après 1 mois de présence ;
- 1 mois après 3 mois de présence.

II. – Pour le salarié de :

- 24 heures en dessous de 8 jours de présence ;
- 48 heures au-delà de 8 jours de présence.

Ce préavis quand il excède 1 semaine devra être transmis par pli recommandé avec avis de réception.

Article 23

Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes

L'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes est garantie conformément aux dispositions légales.

Les femmes ont accès à tous les emplois ou fonctions de la même façon que les hommes.

Lorsqu'elles accomplissent un travail identique, dans les mêmes conditions, elles perçoivent le même salaire que les hommes.

Les conditions d'exécution de l'emploi n'ont aucune incidence sur le salaire et la rémunération quel que soit le sexe.

Article 24

Emploi des handicapés

Les employeurs essaieront de privilégier l'emploi direct de handicapés dans la mesure des postes compatibles avec les handicaps, par rapport aux autres moyens de satisfaire à leur obligation en la matière, en application des articles L. 5212-1 et suivants du code du travail.

Article 25

Formation professionnelle tout au long de la vie

La formation professionnelle continue a pour objet de favoriser l'insertion ou la réinsertion professionnelle des travailleurs, de permettre leur maintien dans l'emploi, de favoriser le développement de leurs compétences et l'accès aux différents niveaux de la qualification professionnelle, de contribuer au développement économique et culturel, à la sécurisation des parcours professionnels et à leur promotion sociale.

La formation professionnelle tout au long de la vie est organisée par les articles L. 6111-1, L. 6311-1 et suivants et D. 6312-1 et suivants du code du travail et l'accord national du 2 juin 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et ses avenants.

CHAPITRE IV

CLASSIFICATION DES EMPLOIS

Article 26

Classification des emplois

La classification des emplois a été réalisée en utilisant comme support l'accord national de méthode du 18 décembre 1992, ainsi que celui du 23 avril 2008 relatif à la classification des techniciens, agents de maîtrise et cadres dans les conventions collectives agricoles.

Elle se détermine par la définition des tâches à exécuter et non par le niveau d'études ou le niveau de compétence des salariés.

L'employeur peut demander au salarié d'exécuter des tâches relevant d'un niveau de qualification inférieur à l'emploi qu'il occupe.

Conformément aux instructions qui lui sont données par l'employeur, chaque salarié a, pour l'ensemble des postes définis ci-après, une obligation de veiller préventivement à sa sécurité ainsi qu'à celle des autres personnes concernées du fait de ses actes, ou susceptibles de l'être.

Chaque emploi proposé correspond à un niveau dans la classification professionnelle. Chaque employeur devra se référer à ces définitions à l'occasion de chaque embauche, après discussion avec le salarié lors de la conclusion du contrat de travail.

Les employeurs disposent d'un délai de 1 an pour reclasser les salariés présents dans l'entreprise à compter de la date d'application de la présente classification. Pour les aider dans cette démarche, une méthode et une grille de concordance entre l'ancienne et la nouvelle classification sont proposées en annexe de la présente classification.

En aucun cas, le reclassement ne peut entraîner une réduction de salaire horaire brut.

Des exemples figurent en annexes de la présente classification, permettent d'illustrer l'emploi correspondant à la définition, mais ils ne sont pas exhaustifs.

a) Personnel non affilié à l'AGIRC

Niveau 1 : emplois d'exécutant

Echelon 1

Emploi comportant des tâches d'exécution faciles, parfois répétitives, immédiatement reproductibles après simple démonstration, sans mise en jeu de connaissances professionnelles particulières.

Ces tâches sont exécutées selon des consignes précises et/ou sous surveillance régulière, sans avoir à faire preuve d'initiative.

L'emploi peut comporter l'utilisation de machines pré-réglées et de manèges simples.

Echelon 2

Emploi comportant des tâches sans difficulté particulière dont l'exécution requiert toutefois un temps d'adaptation par habitude ou apprentissage, nécessaire à la maîtrise des savoir-faire à un niveau d'efficacité en quantité et en qualité conformes aux usages de la profession.

L'emploi peut comporter l'utilisation de machines de maniement simple et de réglage simple, ainsi que leur entretien élémentaire.

Le travail est exécuté selon des consignes précises et/ou sous surveillance fréquente.

L'emploi ne nécessite que peu d'initiative de la part du salarié, avec parfois un choix entre les différentes options simples qui n'ont pas de conséquences sur le plan économique ou de la sécurité des personnes.

Niveau 2 : emplois spécialisés

Echelon 1

Emploi spécialisé comportant des exécutions plus complexes nécessitant de la part du titulaire une bonne maîtrise des savoir-faire et une exécution compatibles avec l'organisation du travail dans l'entreprise. L'exécution des tâches est réalisée à partir de consignes précises.

Le salarié doit être capable de déceler les anomalies et incidents et d'en alerter systématiquement son supérieur ou prendre les dispositions d'urgence qui s'imposent.

Les conséquences des initiatives que le titulaire de l'emploi est amené à prendre dans l'exécution du travail ne présentent pas de caractère de gravité sur le plan économique, de la sécurité des personnes ou de la prévention de l'environnement.

Le titulaire de l'emploi a la responsabilité du matériel dont il a la charge et doit en assurer son entretien courant.

Emploi correspondant au référentiel CAPA ou CAP, selon qu'il s'agisse d'un emploi technique ou administratif, ou expérience équivalente.

Echelon 2

L'emploi peut comporter en sus la participation à des travaux qualifiés de façon occasionnelle, sous la surveillance intermittente d'un salarié qualifié.

Emploi correspondant au référentiel CAPA ou CAP, selon qu'il s'agisse d'un emploi technique ou administratif ou expérience équivalente.

Niveau 3 : emplois qualifiés

A partir de ce niveau, l'emploi peut comporter la capacité d'exercer la fonction de tuteur.

Echelon 1

Emploi comportant l'exécution des opérations qualifiées relatives aux activités de l'entreprise.

Selon le mode d'organisation du travail, l'emploi peut comporter tout ou partie des activités qualifiées de l'entreprise.

L'emploi exige de l'autonomie dans le cadre de directives concernant l'exécution du travail et en particulier le résultat recherché, reçues de l'employeur ou son représentant, lequel exerce un contrôle *a posteriori* des travaux effectués.

Le titulaire de l'emploi est responsable de la bonne exécution de son travail dans le cadre des instructions données. Il est apte à prendre des initiatives concernant l'adaptation de ses interventions aux conditions particulières rencontrées dans l'exécution de son travail. A ce titre, il est capable d'évaluer le résultat de son travail et d'ajuster son mode d'exécution.

S'il s'agit d'un emploi technique, son titulaire doit être capable de détecter les anomalies ou incidents sur les cultures, et peut les traiter.

Il procède à tous les réglages du matériel employé et effectue la réparation des pannes élémentaires.

Dans l'exécution de ses tâches, le salarié peut être assisté d'autres salariés dont il guide le travail, sans être leur supérieur hiérarchique.

Emplois correspondant au référentiel BEPA ou BEP, selon qu'il s'agisse d'un emploi technique ou administratif ou expérience équivalente.

Echelon 2

Emploi comportant les mêmes aptitudes qu'à l'échelon 1, mais un champ d'action plus large, une expérience lui conférant une autonomie plus large.

L'organisation des travaux est laissée à la responsabilité du salarié à partir d'instructions données.

Emplois correspondant au référentiel BEPA ou BEP, selon qu'il s'agisse d'un emploi technique ou administratif ou expérience équivalente.

Niveau 4 : emplois hautement qualifiés

Echelon 1

Emploi consistant en l'exécution d'opérations très qualifiées à partir d'instructions régulières et générales, nécessitant la maîtrise approfondie des matériels, des installations et de l'outillage.

Pour la bonne réalisation des travaux confiés, le salarié doit avoir une connaissance approfondie des végétaux, des cycles de production et des produits utilisés.

Ce niveau d'emploi correspond aux référentiels des diplômes agricoles du niveau IV (tel que correspondant à ce jour au référentiel bac professionnel) ou expérience équivalente.

Echelon 2

Emploi consistant à l'exécution d'opérations très qualifiées effectuées en toute autonomie par le salarié qui maîtrise les process et procédures des travaux confiés.

Le salarié a l'expérience nécessaire pour apprécier la qualité des résultats attendus. Il participe à la surveillance du travail des autres salariés de l'exploitation. Il veille à la bonne application des consignes de sécurité et au port des équipements individuels de protection fournis.

Il est amené à faire des suggestions et des propositions au supérieur hiérarchique pour l'amélioration de l'organisation du travail et des cycles de production.

Ce niveau d'emploi correspond aux référentiels des diplômes agricoles du niveau IV (tel que correspondant au référentiel du bac professionnel) ou expérience équivalente.

b) Techniciens et agents de maîtrise

Niveau 1 : techniciens et agents de maîtrise

Echelon 1 : technicien

A ce niveau, le technicien assure l'organisation et l'exécution des tâches et missions qui lui sont confiées, et dont il maîtrise les aspects techniques et d'analyses, à partir de directives et en fonction des résultats attendus.

En outre, il participe à des missions complémentaires directement liées à son activité sous la responsabilité d'un supérieur hiérarchique.

Ce niveau correspond aux référentiels des diplômes agricoles du niveau III (tels que correspondant à ce jour au référentiel BTS agricole).

Echelon 2

Agent de maîtrise

Outre les travaux et tâches professionnelles auxquelles il participe ou qu'il assure compte tenu de ses compétences techniques et de son expérience, il organise et répartit les travaux qui lui sont confiés, suivant les directives de son supérieur hiérarchique.

Il relaie les instructions émanant de la direction et veille à faire remonter les problèmes et incompréhensions éventuelles comme à informer des éléments positifs constatés.

Il doit faire respecter les consignes de sécurité données et veiller s'il y a lieu au port des équipements de protection individuelle.

Ce niveau correspond aux référentiels des diplômes agricoles du niveau III (tels que correspondant à ce jour au référentiel BTS agricole).

Technicien

A cet échelon, le technicien a une expérience professionnelle qui lui permet une complète autonomie et d'anticiper certaines réactions ou résultats. Il maîtrise tous les aspects des travaux et missions qui lui sont confiés.

Ce niveau correspond aux référentiels des diplômes agricoles du niveau III (tels que correspondant à ce jour au référentiel BTS agricole).

Niveau 2 : techniciens et agents de maîtrise

Technicien

Le salarié agit en suivant les instructions établies périodiquement par l'employeur à partir des orientations définies pour l'exploitation et sur lesquelles il est consulté.

Ses compétences techniques et son expérience lui permettent de décider du moment adéquat pour la réalisation des travaux qu'il effectue avec une obligation d'optimisation des moyens dont il dispose.

Il procède à la mise à jour des informations nécessaires à la gestion des travaux et missions qui lui sont confiées.

Il peut participer aux réapprovisionnements de l'exploitation.

Il peut avoir des contacts réguliers avec des partenaires extérieurs de l'entreprise du fait de ses compétences et capacités techniques dans l'intérêt de l'exploitation.

Ce niveau correspond aux référentiels des diplômes agricoles du niveau III (tels que correspondant à ce jour au référentiel BTS agricole).

Agent de maîtrise

Le salarié exécute suivant les circonstances les programmes fixés par le chef d'entreprise ou son représentant. Il organise et répartit les travaux entre les salariés. Il procède aux modifications ponctuelles nécessaires dans l'équipe ou les équipes qu'il encadre afin d'assurer la poursuite des travaux aux exigences et dans les délais fixés.

Il rend compte à sa hiérarchie de l'avancement des travaux qui lui sont confiés.

Il peut être amené à identifier les besoins urgents en matériel. Il veille au respect des règles d'hygiène, de sécurité et conditions de travail sont respectées.

Il porte une appréciation sur la qualité du travail des salariés qui travaillent avec lui et la communique à la direction.

Il donne des indications sur les évolutions, orientations, besoins de formations professionnelles possibles des salariés qu'il encadre.

Il veille au respect des règles et exigences de qualité et d'environnement.

Il assure la rédaction des documents adaptés aux productions de l'exploitation ou de l'entreprise (planning des travaux, feuilles de présence, bons de commande).

Il suit les résultats du secteur dont il a la charge et en débat avec l'employeur ou son représentant.

Ce niveau d'emploi correspond aux référentiels des diplômes agricoles du niveau III ou du niveau II (tels que correspondant à ce jour au référentiel BTS agricole ou aux référentiels des diplômes d'ingénieurs agricoles).

c) Personnel d'encadrement

Niveau 1 : cadres

Salarié chargé d'une façon permanente de gérer l'ensemble des services liés à l'entreprise dans le respect des moyens techniques et budgétaires qui lui sont alloués. Il administre suivant les directives générales et les grandes orientations définies en commun avec le chef d'entreprise.

Il prend des décisions opérationnelles qui peuvent avoir des effets directs sur les résultats de l'entreprise ou de l'exploitation. Il exécute les travaux en temps opportun et il s'entoure des compétences nécessaires pour conduire sa mission.

Il définit les indicateurs et tableaux de bords, les analyse et formule les conclusions pour l'amélioration de la bonne marche de l'entreprise.

Pour tenir cet emploi, il est nécessaire de justifier d'une expérience dans un poste à responsabilité.

Ce niveau d'emploi correspond aux référentiels des diplômes agricoles du niveau II (tels que correspondant à ce jour aux référentiels des diplômes d'ingénieurs agricoles).

Niveau 2 : cadres

Cadre qui assure seul la bonne marche technique et administrative de l'entreprise, il peut être membre de l'équipe dirigeante de l'entreprise, c'est-à-dire un mandataire social, un gérant ou une personne nommée par le conseil d'administration.

Il détermine les orientations de l'exploitation et les moyens en personnel et matériel qu'il mettra en œuvre pour atteindre les objectifs fixés. Il prend des décisions qui ont un impact direct et primordial sur la marche globale de l'entreprise, ses résultats, son image et sa pérennité.

Il représente l'entreprise auprès des clients, des fournisseurs et de l'administration.

Il prend les mesures nécessaires en matière d'hygiène et de sécurité et rédige les documents nécessaires.

Ce niveau d'emploi correspond aux référentiels des diplômes agricoles de niveau II (tels que correspondant à ce jour aux référentiels des diplômes d'ingénieurs).

CHAPITRE V

RÉMUNÉRATION

Article 27

Salaires minima

Les salaires minima horaires du personnel sont fixés par accord conventionnel par référence à la classification des emplois.

La commission mixte se réunit au minimum une fois par an, pour traiter des rémunérations minimales professionnelles.

La rémunération minimale professionnelle conventionnelle est le seuil en dessous duquel pour une qualification donnée, aucun salarié ne peut être rémunéré.

Ne sont pas prises en compte dans la rémunération minimale professionnelle et s'ajoutent à cette dernière :

- les heures supplémentaires ;
- les majorations pour travaux de nuit, du dimanche et des jours fériés telles que définies par la présente convention ;
- les sommes ayant le caractère de remboursement de frais.

Article 28

Rémunération des apprentis

La rémunération des apprentis est fixée par le code du travail.

Article 29

Travail le dimanche et les jours fériés

Les heures de travail effectuées un dimanche ou un jour férié sont majorées de 50 %, à l'exception du travail effectué le 1^{er} Mai pour lequel les heures de travail effectuées seront majorées de 100 %. Cette majoration ne se cumule pas avec celles pour heures supplémentaires.

Article 30

Travail de nuit

Tout travail entre 22 heures et 5 heures du matin donne lieu à majoration de 50 % du salaire de base. Cette majoration ne se cumule pas avec celles pour heures supplémentaires.

Le recours au travail de nuit doit rester exceptionnel.

Article 31

Primes accessoires du salaire

Aux salaires résultant des dispositions qui précèdent, s'ajoutent :

a) Une prime d'ancienneté

La prime d'ancienneté est égale à un pourcentage de la rémunération brute fixée selon la durée de présence dans l'entreprise, soit :

- 2 % de 5 à 8 ans inclus de présence ;
- 3 % de 9 à 15 ans inclus de présence ;
- 4 % au-delà de 15 ans de présence.

N'interrompent pas la durée de présence :

- les périodes de chômages occasionnées par les intempéries ;
- les congés maladie ;
- les rappels sous les drapeaux ;
- les maladies professionnelles et les accidents de travail et de trajet ;
- les congés maternité et adoption.

Le montant de ladite prime est décompté soit en fin d'année en fonction des salaires payés depuis le 1^{er} janvier, soit chaque mois.

En cas de départ du salarié en cours d'année, la prime ou son solde est intégralement payée le jour du départ, en fonction des gains perçus depuis le 1^{er} janvier.

b) Une prime de panier

Le salarié ou l'apprenti appelé à effectuer des travaux sur un chantier et qui, de ce fait, se trouve dans l'impossibilité de prendre à son foyer, ou dans les conditions habituelles, son repas de midi, a droit à une prime dite « de panier » égale à 3 fois le minimum garanti, à moins qu'il ne soit nourri par l'employeur ou ne soit remboursé des frais réels sur justificatif.

c) Une prime d'assiduité

Il est attribué avec le salaire du mois de décembre, pour les salariés comptant au moins 2 années civiles de présence, une prime égale au cinquième du douzième de la rémunération brute des heures normales travaillées dans l'année selon la durée légale du travail.

Pour les salariés à temps partiel, cette prime sera versée au prorata de la durée du travail.

Cette prime a pour objet de récompenser l'assiduité du salarié dans l'entreprise.

Cette prime n'est pas due si les absences cumulées sont supérieures à 12 jours ouvrables par an, équivalents à 10 jours ouvrés par an.

Certaines périodes de suspension du contrat de travail sont assimilées à du temps de travail effectif par le code du travail, et ne seront pas prises en compte dans le décompte des absences supprimant la prime d'assiduité :

- les périodes de congé payé ;
- les périodes de congé de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant et d'adoption ;
- les contreparties obligatoires en repos liées à l'accomplissement d'heures supplémentaires ;
- les jours de repos accordés au titre de l'accord collectif conclu pour l'aménagement du temps de travail (RTT) ;
- les périodes, dans la limite d'une durée ininterrompue de 1 an, pendant lesquelles l'exécution du contrat de travail est suspendue pour cause d'accident du travail ou de maladie professionnelle ;
- les périodes, pendant lesquelles un salarié se trouve maintenu ou rappelé au service national à un titre quelconque.

Article 32

Garantie de salaire pour les salariés malades ou accidentés

A. – Dispositions pour les salariés non affiliés à un organisme sous tutelle de l'AGIRC

En cas d'incapacité temporaire de travail, quelle qu'en soit l'origine, les dispositions relatives au maintien de salaire sont celles prévues par l'accord collectif régional de prévoyance complémentaire du 3 juillet 2009 au profit des salariés agricoles non affiliés à un organisme sous tutelle de l'AGIRC.

B. – Dispositions pour les techniciens, agents de maîtrise et cadres

En cas d'incapacité temporaire de travail, quelle qu'en soit l'origine, les dispositions relatives au maintien de salaire sont celles prévues par l'article L. 1226-1 du code du travail et la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 et ses avenants.

Les cadres qui auront acquis 5 années d'ancienneté dans cette fonction et dans la même entreprise, continueront à percevoir l'intégralité de leur rémunération jusqu'à la prise en relais de leur indemnisation par le régime de prévoyance dont ils sont bénéficiaires.

Article 33

Païement des salaires

La paie a lieu au moins une fois par mois et, en tout cas, avant le cinquième jour ouvrable suivant l'échéance de chaque mois civil.

Le salarié pourra sur sa demande, percevoir un acompte unique qui ne pourra excéder le montant du salaire acquis au moment du règlement de l'acompte.

Article 34

Bulletins de salaire

Un bulletin de salaire est obligatoirement délivré dans les conditions fixées par les articles L. 3243-2 et R. 3243-3, 4 et 5 du code du travail.

Article 35

Intéressement

L'intéressement des salariés à l'entreprise peut être assuré dans toute entreprise qui satisfait aux obligations lui incombant en matière de représentation du personnel quelles que soient la nature de son activité et sa forme juridique, par accord valable pour une durée de 3 ans.

Cet accord peut être conclu dans les conditions fixées par les articles L. 3312-2 et suivants du code du travail.

Article 36

Participation

Les entreprises employant habituellement au moins 50 salariés doivent mettre en place la participation des salariés aux résultats de l'entreprise, par la conclusion d'un accord, selon les modalités des articles L. 3322-2 et suivants du code du travail.

Les entreprises dont l'effectif n'atteint pas 50 salariés peuvent mettre en place volontairement la participation, conformément à l'article L. 3323-6 du code du travail.

Article 37

Plan d'épargne salariale

Les employeurs peuvent mettre en place un plan d'épargne salariale dans leur entreprise, conformément aux articles L. 3331-1 et suivants du code du travail.

CHAPITRE VI

DURÉE DU TRAVAIL

Article 38

Durée du travail

Se conformer aux articles 6.1 à 6.4 de l'accord national du 23 décembre 1981 modifié.

La durée du travail effectif est le temps pendant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et doit se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à ses occupations personnelles.

Le temps nécessaire à la restauration ainsi que les temps consacrés aux pauses, sont considérés comme du travail effectif lorsque les critères définis à l'alinéa précédent sont réunis.

Article 39

Heures supplémentaires. – Définition et paiement

Les heures supplémentaires sont celles qui sont effectuées au-delà de la durée normale du travail effectif, conformément au chapitre VII de l'accord national du 23 décembre 1981 modifié sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles.

CHAPITRE VII

CONGÉS. – ABSENCES

Article 40

Congés payés

Se référer aux articles 3.1 à 3.4 de l'accord national du 23 décembre 1981 modifié.

L'ordre des départs en congé est fixé, après avis, le cas échéant, des délégués du personnel, sur accord préalable de l'employeur et du salarié.

Sauf impossibilité, il sera communiqué aux salariés au moins 1 mois à l'avance. En cas de désaccord, l'employeur fixe seul la date de départ, en tenant compte de l'ancienneté et de la situation de famille du salarié.

L'indemnité afférente au congé est égale à 1/10 du salaire brut de la période de référence.

Dans tous les cas, elle ne saurait être inférieure au montant de la rémunération dont le salarié aurait bénéficié s'il avait continué à travailler pendant la période de congé.

La prise de congé principal ne peut excéder 24 jours ouvrables consécutifs.

Les périodes de grands travaux pendant lesquelles les absences de plus de 24 heures au titre du congé annuel payé ne peuvent être exigées par les salariés, sont fixées comme suit :

- pour les horticulteurs et pépiniéristes : du 15 février au 30 juin ;
- pour la cueillette des fruits :
 - a) Fraises : du 15 avril au 15 juin ;
 - b) Cerises et petits fruits : du 20 mai au 14 juillet ;
 - c) Pommes et poires : du 15 août au 31 octobre ;
- pour les travaux de maraîchage, du 1^{er} mars au 14 juillet.

Jours de fractionnement des congés payés :

Le fractionnement du congé principal de 24 jours ouvrables, ouvre droit à des jours de congés supplémentaires lorsqu'une partie du congé est prise en dehors de la période légale (1^{er} mai-31 octobre) :

- si le salarié prend, en dehors de cette période, entre 3 et 5 jours de congés, il lui est dû 1 jour ouvrable supplémentaire de congé payé ;
- s'il prend 6 jours et plus, il lui est dû 2 jours ouvrables supplémentaires de congé payé.

La demande de fractionnement du congé principal doit être faite par écrit.

Quand le salarié est à l'origine de la demande, il peut renoncer par écrit à ses jours supplémentaires de congés payés en raison de l'avantage accordé par l'employeur de permettre la prise de congés payés après le 31 octobre.

Quand l'employeur est à l'origine de la demande de fractionnement du congé principal, il ne peut pas demander au salarié de renoncer aux jours de congés payés supplémentaires.

Article 41

Congés pour événements familiaux

Les salariés bénéficient sur justification, de congés de courte durée à l'occasion de certains événements, sans prendre en compte la situation familiale ou l'orientation sexuelle :

- mariage du salarié ou conclusion d'un Pacs par celui-ci : 4 jours ;
- mariage d'un enfant : 1 jour ;
- naissance ou adoption d'un enfant : 3 jours ;
- décès d'un enfant : 3 jours ;
- décès du conjoint, du partenaire lié par un Pacs : 2 jours ;
- décès du père, de la mère : 2 jours ;
- décès du père ou de la mère du conjoint : 1 jour ;
- décès d'un frère ou d'une sœur : 1 jour ;
- décès d'un grand-parent : 1 jour.

Ils n'entraînent pas de réduction de rémunération.

Article 42

Jours fériés

Les jours fériés légaux tels que définis à l'article L. 3133-1 du code du travail, sont chômés :

- le 1^{er} janvier ;
- le lundi de Pâques ;
- le 1^{er} Mai ;
- le 8 mai ;
- l'Ascension ;
- le lundi de Pentecôte ;
- le 14 Juillet ;
- l'Assomption (15 août) ;
- la Toussaint (1^{er} novembre) ;
- le 11 Novembre ;
- le jour de Noël (25 décembre).

Le 1^{er} Mai est chômé et payé en vertu des articles L. 3133-4 et suivants du code du travail.

Les autres jours fériés visés au présent article sont chômés et payés au tarif normal lorsqu'ils tombent un jour ouvré.

Les heures ainsi chômées ne sont pas récupérables.

Pour les salariés ayant une ancienneté inférieure à 1 mois de date à date lors de la survenance d'un jour férié légal chômé autre que le 1^{er} Mai, les indemnités de jour férié versées au cours de ce mois ne peuvent dépasser, au total, 3 % du montant du salaire acquis à cette date.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à tout salarié présent dans l'entreprise quel que soit le type de contrat dont il est titulaire.

Article 43

Journée de solidarité

Instaurée pour le financement d'actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées, la journée de solidarité correspond à la réalisation par les salariés de 7 heures de travail.

Une cotisation à la charge des employeurs de 0,30 % a également été mise en place pour contribuer à ces actions.

Pour cette journée, l'employeur doit prévoir des modalités identiques pour tous les salariés et peut retenir :

- soit le travail d'un jour férié précédemment chômé autre que le 1^{er} Mai (excepté pour les jeunes de moins de 18 ans qui ne peuvent travailler un jour férié) ;
- soit le travail d'un jour de repos accordé au titre d'un accord collectif aménageant le temps de travail ;
- soit toute autre modalité permettant le travail de 7 heures précédemment non travaillées.

Le travail accompli durant la journée de solidarité (qu'elle soit effectuée en une seule fois ou fractionnée en heures) ne donne pas lieu à rémunération supplémentaire :

- dans la limite de 7 heures, lorsque le salarié est mensualisé (ou dans la limite d'une journée de travail pour les salariés dont la rémunération est basée sur un nombre annuel de jours de travail) ;
- pour les salariés à temps partiel, cette limite de 7 heures est réduite proportionnellement à la durée de travail prévue par leur contrat de travail.

Les heures effectuées au-delà de cette limite de 7 heures (ou de la limite proratisée pour les salariés à temps partiel) seront, en revanche, normalement rémunérées.

Article 44

Absences. – Justification

Toute absence, quelle qu'en soit la durée, doit faire l'objet d'une autorisation préalable de la direction.

Sauf cas de force majeure, lorsque l'absence correspond à un des cas prévus par les dispositions légales, réglementaires ou par la présente convention, le salarié doit informer le plus rapidement possible son employeur et adresser le justificatif éventuellement requis dans le délai maximum de 2 jours.

Article 45

Absences pour maladie ou accident de la vie privée Accident de trajet

Les absences justifiées par incapacité résultant de maladie ou accident de la vie privée ou d'accident de trajet, et dont l'employeur a été avisé dans les conditions visées à l'article précédent, ne constituent pas un motif de rupture de contrat de travail, mais une simple suspension de celui-ci.

Aucun salarié ne pourra être licencié du fait d'un arrêt lié à une maladie d'une durée inférieure à 6 mois. Passé ce délai, l'éventuel licenciement ne pourra intervenir que dans le respect de la législation du travail et de la jurisprudence, notamment dans le cas où l'arrêt perturbe le fonctionnement normal de l'entreprise. Le salarié bénéficiera d'une priorité de réembauchage pendant 6 mois à compter de la date de son licenciement.

Article 46

Représentation au sein d'organismes ou commissions

Le salarié désigné par son syndicat pour exercer une fonction professionnelle prévue par les textes législatifs et réglementaires en vigueur (exemples : commission paritaire de travail, commission mixte, conseil d'administration des CMSA, TASS, tribunal du contentieux de l'incapacité, etc.) bénéficie, pour l'exercice de cette fonction, de congés exceptionnels rémunérés par les organismes.

CHAPITRE VIII

RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE

Article 47

Personnel non affilié à un organisme sous tutelle de l'AGIRC

1. Régime complémentaire de retraite

Les exploitations horticoles et les pépinières du Loiret doivent adhérer pour le personnel d'exécution, et pour les entreprises créées avant le 1^{er} janvier 2002, à Humanis Retraite ARRCO, dont le siège social est sis : 50, rue de Paris, BP 85, 92105 Boulogne-Billancourt Cedex.

Les cotisations sont versées à Humanis Retraite ARRCO : 1, rue de la Girardièrre, BP 47, 49308 Cholet, tél. : 02 41 71 66 66.

Pour les entreprises nouvelles créées après le 1^{er} janvier 2002, tout employeur doit adhérer à la CAMARCA (régime ARRCO) dont le siège social est situé : 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08, tél. : 01 71 21 00 00.

Les exploitations maraîchères et arboricoles doivent adhérer à la CAMARCA (régime ARRCO), dont le siège social est sis 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08 (tél. : 01 71 21 00 00).

2. Régimes de prévoyance complémentaire et frais de santé

Les salariés agricoles, non affiliés à un organisme sous tutelle de l'AGIRC, bénéficient :

- des dispositions de l'accord régional du 3 juillet 2009 et ses avenants, en prévoyance complémentaire avec des garanties décès-incapacité temporaire et incapacité permanente ;
- et des dispositions de l'accord régional du 3 juillet 2009 et ses avenants sur un régime frais de santé.

Article 48

Personnel affilié à un organisme sous tutelle de l'AGIRC

Tout employeur de salariés relevant du régime de retraite complémentaire AGIRC institué par la convention collective de 1947 doit adhérer à la CPCEA pour la prévoyance complémentaire, à la CAMARCA (régime ARRCO) et à AGRICA Retraite AGIRC (régime AGIRC) pour la retraite complémentaire, dont le siège social est sis : 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08, tél. : 01 71 21 00 00.

CHAPITRE IX

RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

Article 49

Préavis

Sous réserve des dispositions des articles L. 1331-1 et suivants du code du travail relatives à la protection des salariés et au droit disciplinaire et de celles concernant les licenciements pour motif économique, le contrat de travail peut cesser par la volonté d'une des parties, qu'elle soit le fait de l'employeur ou du salarié.

Sa dénonciation doit être notifiée par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La date de la première présentation de cette lettre fixe le point de départ du préavis.

Après la période d'essai, la démission et le licenciement donnent lieu à un préavis dans les conditions suivantes, sauf faute grave ou lourde ou force majeure.

1. Personnel non cadre

Employé pour toute démission des niveaux I, II, ET III	1 mois
Employé pour toute démission du niveau IV	2 mois
Employé ayant moins de 2 ans de présence pour le licenciement	1 mois
Employé ayant plus de 2 ans de présence pour le licenciement	2 mois

2. Techniciens et agents de maîtrise

Démission : 2 mois ;

Licenciement : 3 mois.

3. Cadres

La démission et le licenciement donnent lieu à un préavis dans les conditions suivantes :

- cadre niveau I : 4 mois ;
- cadre niveau II : 4 mois.

4. Départ volontaire du salarié à la retraite

En cas de départ volontaire du salarié à la retraite, le délai de préavis est fixé à 2 mois, sauf pour les salariés ayant moins de 2 ans d'ancienneté dans l'entreprise pour lesquels le délai de préavis reste fixé à 1 mois.

Les circonstances qui, en vertu soit de dispositions légales ou réglementaires, soit de conventions ou de stipulations contractuelles, entraînent la suspension du contrat de travail, ne sont pas regardées comme interrompant l'ancienneté du salarié. Toutefois, la période de suspension n'entre pas en compte dans la durée d'ancienneté exigée pour bénéficier des dispositions qui précèdent.

Article 50

Temps consacré pour la recherche d'un nouvel emploi

Pendant la période de préavis, si la rupture du contrat incombe à l'employeur, l'employé aura droit à une absence payée correspondant à 2 demi-journées par semaine pour lui permettre de chercher un nouvel emploi. Une demi-journée sera fixée au choix du salarié et l'autre demi-journée le sera au choix de l'employeur.

S'il s'agit d'un cadre, le temps consacré pour la recherche d'un nouvel emploi devra être fractionné en plusieurs périodes dont la durée respective ne peut excéder 4 jours. La durée totale du temps consacré pour la recherche d'un nouvel emploi ne pourra excéder :

- 12 jours ouvrables pour les cadres du niveau I ;
- 24 jours ouvrables pour les cadres du niveau II.

Dans tous les cas, le salarié cessera de disposer de temps pour recherche d'emploi dès que ledit salarié aura trouvé un nouvel emploi.

Article 51

Non-respect du préavis de rupture du contrat de travail

Si les délais de préavis de rupture du contrat de travail ne sont pas respectés, la partie lésée a droit à une indemnité compensatrice de préavis correspondant au salaire, avantages en nature, aux primes, qui auraient été versés pendant la durée du préavis restant à courir.

Cette indemnité n'exclut pas l'attribution à la partie lésée de dommages-intérêts dont le montant est liquidé par la juridiction compétente.

Article 52

Indemnité de licenciement

Salariés non affiliés à l'AGIRC, techniciens et agents de maîtrise

En cas de résiliation du fait de l'employeur, d'un contrat à durée indéterminée, le salarié congédié a droit à une indemnité de licenciement lorsqu'il remplit les conditions suivantes :

- ne pas s'être rendu coupable d'une faute grave ou lourde dont le licenciement est la conséquence ;
- justifier d'au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise.

L'indemnité de licenciement est déterminée conformément aux dispositions des articles R. 1234-1 à R. 1234-5 du code du travail.

Le salaire servant de base au calcul de l'indemnité est le salaire brut moyen des trois derniers mois ou des douze derniers mois, selon la formule la plus avantageuse pour le salarié, étant précisé que toute prime ou gratification de caractère annuel qui aura été versée au salarié pendant la dernière période de 3 mois, ne sera prise en compte que *pro rata temporis*.

Salariés classés cadres aux niveaux I et II de la classification conventionnelle

Les salariés classés cadres aux niveaux I et II de la classification conventionnelle, licenciés sans qu'il y ait faute grave ou lourde, bénéficient d'une indemnité égale à 1 demi-mois de salaire brut par année d'ancienneté.

Cette indemnité est plafonnée à 8 mois de salaire.

Article 53

Départ en retraite

a) Départ volontaire du salarié

Le salarié qui quitte volontairement l'entreprise pour prendre sa retraite à taux plein ou à taux réduit doit en informer par écrit son employeur. A la date de la rupture de son contrat de travail, le salarié prenant volontairement sa retraite a droit à une indemnité calculée suivant les dispositions de l'article L. 1237-9 du code du travail, à savoir :

- 1 demi-mois de salaire après 10 ans d'ancienneté ;
- 1 mois de salaire après 15 ans d'ancienneté ;
- 1 mois et demi de salaire après 20 ans d'ancienneté ;
- 2 mois de salaire après 30 ans d'ancienneté.

La rémunération brute moyenne des 12 derniers mois de travail effectif ou selon la formule la plus avantageuse des 3 derniers mois, sera prise en considération pour le calcul de cette indemnité (étant entendu que toute prime ou gratification de caractère annuel qui aurait été versée au salarié pendant cette période de 3 mois, ne sera prise en compte que *pro rata temporis*).

L'indemnité n'est acquise que si le salarié respecte un préavis de 2 mois. Elle ne peut se cumuler avec toute autre indemnité de même nature (indemnité de licenciement).

b) Mise à la retraite par l'employeur

L'employeur peut procéder à la mise à la retraite du salarié, conformément aux dispositions légales, sans que cette décision s'analyse en un licenciement, lorsque le salarié peut bénéficier d'une pension de vieillesse du régime de base à taux plein.

Conformément à l'article L. 1237-7 du code du travail, la mise à la retraite d'un salarié lui ouvre droit à une indemnité de mise à la retraite au moins égale à l'indemnité de licenciement prévue à l'article L. 1234-9 du code du travail.

Article 54

Certificat de travail

Quel que soit le motif du départ du salarié, l'employeur doit lui remettre un certificat de travail établi conformément aux dispositions des articles L. 1234-19 et D. 1234-6 du code du travail.

Article 55

Libération du logement de fonction

Si le salarié occupe un logement mis à sa disposition par l'employeur à titre d'accessoire du contrat de travail, il doit libérer le logement et le laisser en état de propreté à l'expiration du préavis de rupture du contrat de travail.

CHAPITRE X

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 56

Accord national du 23 décembre 1981

Toutes les dispositions de l'accord national du 23 décembre 1981 modifié sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles ainsi que ses avenants, sont applicables aux entreprises relevant de la présente convention.

Cet accord est annexé à la présente convention collective.

Article 57

Entrée en vigueur

La présente convention collective entrera en vigueur à compter de la date de l'arrêté d'extension.

Article 58

Dépôt légal

Un exemplaire papier de la présente convention sera déposé auprès de l'unité territoriale de la DIRECCTE Centre-Val de Loire, située cité administrative Coligny, 131, faubourg Bannier, 45042 Orléans Cedex, et un exemplaire lui sera transmis par voie électronique.

Un exemplaire de la présente convention est déposé au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes d'Orléans.

Article 59

Extension

La présente convention collective fera l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Orléans, le 13 avril 2016.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE 1

RECLASSIFICATION DU PERSONNEL POUR LES EXPLOITATIONS MARAICHÈRES ET ARBORICOLES

Le reclassement dans les emplois des salariés occupés dans les entreprises comprises dans le champ d'application conventionnel, devra intervenir dans les conditions suivantes :

1. Niveau de salaires

Le reclassement ne peut avoir pour effet d'entraîner une diminution du salaire et celui-ci devra donc être maintenu s'il se trouve être supérieur à celui correspondant au nouvel emploi.

2. Procédure

a) Convocation du salarié à un entretien préalable

L'employeur convoque le salarié pour un entretien préalable avec remise en main propre contre décharge à ce dernier, d'une lettre de convocation (ou par lettre recommandée avec avis de réception) fixant les date, heure et lieu de cet entretien, à laquelle sera jointe une copie de la nouvelle grille de classification. Le délai entre la remise de ce courrier et l'entretien préalable sera au minimum de 10 jours de date à date.

b) Entretien préalable

Au cours de l'entretien, l'employeur fait part de ses propositions de reclassement au salarié et celui-ci émet, le cas échéant, ses observations et son avis.

c) Notification du nouvel emploi

Passé un délai de 10 jours après l'entretien, l'employeur communique par écrit au salarié, en double exemplaire, sa décision définitive de reclassement. Cette lettre est remise en main propre contre décharge par pli recommandé avec avis de réception.

d) Conséquences

S'il est d'accord avec la décision prise par son employeur, le salarié dispose d'un délai de 10 jours, après cette remise pour dater et signer les deux exemplaires avec la mention « lu et approuvé » (un exemplaire est remis à l'employeur, l'autre est conservé par le salarié).

En cas d'absence de réponse du salarié dans les 10 jours, celui-ci est présumé avoir accepté la décision de reclassement notifiée par l'employeur.

S'il n'est pas d'accord, tout en conservant la liberté de saisir directement la juridiction prud'homale, le salarié peut, s'il le souhaite, saisir la commission restreinte d'interprétation.

Cette commission, chargée spécialement de donner un avis en cas de litige au moment du reclassement d'un salarié, est composée paritairement de quatre représentants des employeurs et de quatre représentants des salariés (un par syndicat non cadre).

Sa saisine est faite auprès de l'unité départementale 45 de la DIRECCTE Centre-Val de Loire qui a pour rôle, d'une part, de s'assurer auprès de l'employeur du secteur exact de l'activité exercée afin que la désignation des employeurs réponde pour le mieux à l'examen du cas soumis à l'appréciation de la commission d'interprétation et, d'autre part, de convoquer les deux parties devant celle-ci pour les entendre et tenter de dégager un accord.

3. Grille de raccordement

Cette grille n'a pas de caractère impératif mais se présente comme un outil de réflexion dont les employeurs et les salariés doivent s'inspirer pour arrêter leur décision.

En cas de désaccord entre un employeur et un salarié sur la reclassification de ce dernier dans la nouvelle grille hiérarchique des emplois, c'est la réalité de l'emploi occupé par le salarié dans l'entreprise, qui devra prévaloir.

La requalification ne peut entraîner de baisse de salaire.

CLASSIFICATIONS de la présente convention des cultures spécialisées du Loiret	CLASSIFICATION de la convention collective de travail des exploitations d'arboriculture fruitière du Loiret	CLASSIFICATION de la convention collective de travail des exploitations maraîchères du Loiret
Salarié non cadres : non affiliés à un organisme sous tutelle de l'AGIRC		
Niveau 1 échelon 1	Niveau 1	Niveau 1
Niveau 1 échelon 2		
Niveau 2 échelon 1	Niveau 2	Niveau 2
Niveau 2 échelon 2		
Niveau 3 échelon 1	Niveau 3 échelon 1	Niveau 3 échelon 1
Niveau 3 échelon 2	Niveau 3 échelon 2	Niveau 3 échelon 2
Niveau 4 échelon 1	Niveau 4 échelon 1	Niveau 4 échelon 1
Niveau 4 échelon 2		
Techniciens et agents de maîtrise : affiliés à un organisme sous tutelle de l'AGIRC		
Niveau 1 échelon 1 : technicien	Niveau 4 échelon 2	Niveau 4 échelon 2
Niveau 1 échelon 2 : agent de maîtrise	Cadre du 3 ^e groupe : chef d'équipe coefficient 165	Cadre du 3 ^e groupe : chef d'équipe coefficient 180
Niveau 2 : technicien		
Niveau 2 : agent de maîtrise	Cadre du 3 ^e groupe : contremaître coefficient 180	Cadre du 3 ^e groupe : chef d'équipe coefficient 190
Salariés cadres : affiliés à un orga- nisme sous tutelle de l'AGIRC		
Niveau 1	Cadre du 2 ^e groupe : chef de culture coefficient 220	Cadre du 2 ^e groupe : chef de culture coefficient 200
Niveau 2	Cadre du 1 ^{er} groupe : directeur d'ex- ploitation coefficient 260	Cadre du 1 ^{er} groupe : directeur d'ex- ploitation coefficient 300

ANNEXE 2

ACCORD NATIONAL DU 23 DÉCEMBRE 1981 MODIFIÉ SUR LA DURÉE DU TRAVAIL DANS LES EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES

(Y compris avenant n° 12 du 29 mars 2000 [étendu par arrêté du 26 juillet 2000, *Journal officiel* du 22 août 2000], avenants n°s 13 et 14 du 20 juin 2000 [étendus par arrêté du 12 octobre 2000, *Journal officiel* du 21 octobre 2000], avenant n° 15 du 11 mars 2008 [étendu par arrêté du 16 octobre 2008, *Journal officiel* du 23 octobre 2008], avenant n° 16 du 13 novembre 2008 [étendu par arrêté du 30 juin 2009, *Journal officiel* du 10 juillet 2009], avenant n° 17 du 9 juillet 2013 [étendu par arrêté du 5 novembre 2013, *Journal officiel* du 15 novembre 2013], avenant n° 18 du 14 novembre 2013 [étendu par arrêté du 27 février 2014, *Journal officiel* du 27 février 2014]).

Les organisations professionnelles et syndicales ci-après énumérées :

D'une part :

La fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) ;
La fédération nationale des entrepreneurs de travaux agricoles ruraux et forestiers (FNETARF) ;
L'union nationale des entrepreneurs du paysage (UNEP) ;
La fédération nationale du bois (FNB) ;
La fédération nationale des syndicats de propriétaires forestiers et sylviculteurs (FNSPFS) ;
La fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole (FNCUMA) ;
L'union syndicale des rouisseurs tailleurs de lin de France (USRTL) ;
La fédération nationale des courses françaises (FNCF),

D'autre part,

La fédération générale agroalimentaire CFDT ;
La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes FO ;
La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture CFTC ;
Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC ;
La fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT,
sont convenues de ce qui suit :

CHAPITRE I^{ER}

CHAMP D'APPLICATION

Article 1.1

Champ d'application professionnel et territorial

Le présent accord est applicable sur l'ensemble du territoire, y compris les départements d'outre-mer, aux salariés et employeurs des exploitations et entreprises agricoles ayant une activité définie à l'article L. 722-1, 1° (à l'exception des centres équestres, entraîneurs de chevaux de courses, des parcs zoologiques et de la conchyliculture), 2°, 3° (à l'exception de l'office national des forêts), et 4° du code rural, ainsi qu'aux coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Article 1.2

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord.

CHAPITRE II

OBJET DU PRÉSENT ACCORD

Article 2.1

Développement et préservation de l'emploi

Le présent accord a pour objet d'organiser la durée du travail en agriculture dans le cadre de la législation en vigueur. Il a notamment pour vocation de réduire le temps de travail dans le but de développer l'emploi salarié en agriculture ou le cas échéant de le préserver.

Pour réaliser cet objectif, les parties signataires rappellent qu'elles ont conclu par ailleurs un accord national sur l'emploi dans les exploitations et entreprises agricoles. Cet accord met en place une commission paritaire nationale pour l'emploi (CPNE) ainsi que des commissions régionales et crée l'association nationale pour l'emploi et la formation en agriculture (ANEFA) qu'elles financent par une cotisation des employeurs et des salariés.

La CPNE et l'ANEFA ont pour mission de promouvoir une politique concertée de l'emploi en agriculture en liaison avec les pouvoirs publics, les administrations, les organisations professionnelles et les organismes de placement.

Article 2.2

Suivi du présent accord

Les parties signataires du présent accord confient à la CPNE et à l'ANEFA la mission d'assurer le suivi de l'impact de la réduction du temps de travail sur l'évolution de l'emploi salarié dans les exploitations et entreprises agricoles.

PREMIÈRE PARTIE

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX RELATIONS ENTRE LES EMPLOYEURS ET LES SALARIÉS DANS L'EXPLOITATION OU L'ENTREPRISE

CHAPITRE III

CONGÉS PAYÉS

Article 3.1

Durée du congé annuel payé

Le salarié qui, au cours de l'année de référence, justifie avoir été occupé chez le même employeur pendant un temps équivalent à un minimum de 1 mois de travail effectif, a droit à un congé payé dont la durée est déterminée à raison de 2 jours et demi ouvrables par mois de travail, sans que la durée totale du congé exigible puisse excéder 30 jours ouvrables.

Article 3.2

Prolongation conventionnelle de la durée du congé payé

La durée du congé annuel peut être majorée, notamment en raison de l'âge ou de l'ancienneté, selon des modalités qui sont déterminées par convention collective ou accord d'entreprise.

Article 3.3

Période et date des congés payés

La période des congés et la date de départ en congé sont fixées en application des articles L. 223-7 et L. 223-7-1 du code du travail.

Article 3.4

Fractionnement du congé payé

La partie du congé qui excède 24 jours ouvrables peut être fractionnée sans ouvrir droit à des congés supplémentaires dits de fractionnement. Le congé d'une durée supérieure à 12 jours et inférieure à 25 jours ouvrables peut être fractionné dans les conditions fixées à l'article L. 223-8 du code du travail.

CHAPITRE IV

JOURS FÉRIÉS ET ABSENCES RÉMUNÉRÉS

Article 4.1

Liste des jours fériés légaux

Les jours fériés légaux applicables en agriculture sont ceux énumérés à l'article L. 222-1 du code du travail.

Article 4.2

Jours fériés légaux chômés et payés

Tous les jours fériés légaux sont chômés et payés lorsqu'ils tombent un jour normalement ouvré dans l'entreprise.

Les modalités de rémunération des jours fériés légaux autres que le 1^{er} Mai sont déterminées par les conventions collectives de travail. A défaut, le salarié non mensualisé bénéficie d'une indemnité égale au produit du nombre d'heures de travail perdues du fait du jour férié chômé par le montant de son salaire horaire de base. Pour les salariés mensualisés en application de l'accord national interprofessionnel sur la mensualisation du 10 décembre 1977 rendu applicable en agriculture par la loi du 30 décembre 1988, le chômage des jours fériés ne pourra être une cause de réduction de la rémunération.

La rémunération des jours fériés chômés n'est accordée qu'aux salariés présents le dernier jour de travail précédant le jour férié et le premier jour de travail qui fait suite, sauf autorisation d'absence préalablement accordée.

Lorsque l'ancienneté du salarié dans l'entreprise est inférieure à 1 mois de date à date lors de la survenance d'un jour férié légal chômé, les indemnités de jour férié versées au cours de ce mois ne peuvent dépasser au total, 3 % du montant total du salaire payé.

Les troisième et quatrième alinéas du présent article ne s'appliquent qu'à défaut de clauses conventionnelles ou d'usages plus favorables.

Article 4.3

Récupération des jours fériés

Les heures perdues du fait du chômage d'un jour férié légal ne sont pas récupérables.

Article 4.4

Travail effectué un jour férié

Lorsque le travail du jour férié est indispensable au fonctionnement de l'entreprise, le salaire correspondant est fixé conformément aux dispositions de la convention collective applicable.

(Sous réserve de l'application des dispositions relatives aux modalités d'indemnisation du travail du 1^{er} Mai [article L. 222-7 du code du travail]).

Article 4.5

Absences rémunérées

Les conventions collectives de travail peuvent comporter des dispositions relatives au maintien total ou partiel de la rémunération à l'occasion de certaines absences du salarié.

L'annexe I au présent accord recense, à titre indicatif, les absences au titre desquelles la rémunération est maintenue par l'employeur en application d'une disposition législative ou réglementaire ou en application de stipulations d'un accord national en vigueur.

CHAPITRE V

REPOS HEBDOMADAIRE ET REPOS QUOTIDIEN

Article 5.1

Repos dominical

Chaque semaine, le salarié a droit à un repos, à prendre le dimanche, d'une durée minimale de vingt-quatre heures consécutives.

A ces 24 heures consécutives de repos hebdomadaire, il doit être ajouté les heures consécutives de repos quotidien prévu par l'article 5.4.

Article 5.2

Dérogation au repos dominical

Il peut être dérogé au repos dominical conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 5.3

Suspension du repos hebdomadaire

Le repos hebdomadaire peut être suspendu six fois au maximum par an en cas de circonstances exceptionnelles, sous réserve que les intéressés bénéficient d'un repos d'une durée égale au repos supprimé.

(Sous réserve de l'obligation faite à l'employeur d'informer l'autorité administrative en application du décret n° 75-957 du 17 octobre 1975 modifié [arrêté du 26 juillet 2000, *Journal officiel* du 22 août 2000]).

Article 5.4

Repos quotidien

Tout salarié bénéficie d'un repos quotidien d'une durée minimale de onze heures consécutives. Il peut être dérogé à cette règle conformément aux dispositions du décret n° 2000-86 du 31 janvier 2000, à condition que des périodes au moins équivalentes de repos soient accordées aux salariés concernés ou qu'une contrepartie équivalente soit prévue par convention collective.

CHAPITRE VI

DURÉE NORMALE DU TRAVAIL

Article 6.1

Définition de la durée normale du travail effectif

La durée normale du travail effectif est fixée à 35 heures par semaine.

La durée du travail effectif est le temps pendant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et doit se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.

Le temps nécessaire à la restauration ainsi que les temps consacrés aux pauses sont considérés comme du travail effectif lorsque les critères définis à l'alinéa précédent sont réunis.

Article 6.2

Présences ne constituant pas du travail effectif

Même lorsqu'ils font l'objet d'une rémunération en application de stipulations conventionnelles ou contractuelles ou conformément aux usages, ne sont pas considérés comme travail effectif :

- le temps nécessaire à la restauration et les temps consacrés aux pauses, ainsi qu'aux trajets entre le siège de l'entreprise ou de l'établissement et le lieu de travail lorsque les critères définis à l'alinéa 2 de l'article 6.1 ci-dessus ne sont pas réunis ;
- les périodes d'inaction déterminées par l'article 5 du décret n° 97-540 du 26 mai 1997 ;
- le temps nécessaire à l'habillage et au déshabillage. Cependant, lorsque le port d'une tenue de travail est imposé sur le lieu de travail par des dispositions législatives ou réglementaires, par des clauses conventionnelles, le règlement intérieur ou le contrat de travail, ce temps fait obligatoirement l'objet, à compter du 1^{er} janvier 2001, de contreparties soit sous forme de repos, soit financières, devant être déterminées par convention ou accord collectif ou à défaut par le contrat de travail. Il est précisé que lorsque le salarié effectue des travaux salissants énumérés dans l'arrêté du 3 octobre 1985 modifié, le temps passé à la douche ainsi qu'au déshabillage et à l'habillage est rémunéré au tarif des heures normales de travail sans être compté dans la durée du travail effectif.

Article 6.3

Périodes d'astreinte

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle le salarié, sans être à la disposition permanente et immédiate de l'employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'entreprise, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif.

Ces astreintes sont mises en place par des conventions ou accords collectifs étendus ou des accords d'entreprise ou d'établissement, qui en fixent le mode d'organisation. A défaut de conclusion d'une convention ou d'un accord, les conditions dans lesquelles les astreintes sont organisées sont fixées par l'employeur après information et consultation du comité d'entreprise, ou des délégués du personnel s'ils existent, et après information de l'inspecteur du travail. A défaut de stipulation conventionnelle ou contractuelle plus favorable, les périodes d'astreinte ouvrent droit au versement d'une indemnité forfaitaire dont le montant est égal à une fois le minimum garanti prévu à l'article L. 3231-12 du code du travail par nuit d'astreinte et à deux fois ce minimum garanti par période de 24 heures consécutives d'astreinte.

La programmation individuelle des périodes d'astreinte doit être portée à la connaissance de chaque salarié concerné 15 jours à l'avance, sauf circonstances exceptionnelles et sous réserve que le salarié en soit averti au moins 1 jour franc à l'avance. En fin de mois, l'employeur doit remettre à chaque salarié concerné un document récapitulant le nombre d'heures d'astreinte effectuées par celui-ci au cours du mois écoulé ainsi que la compensation correspondante. Ce document, qui est tenu à la disposition des agents de contrôle de l'inspection du travail, est conservé pendant une durée de 1 an.

Article 6.4

Heures de travail perdues récupérables

Les heures perdues en dessous de la durée légale du travail à la suite d'une interruption collective résultant de causes accidentelles, d'intempéries, ou de cas de force majeure, pour cause d'inventaire, pour cause de fête locale ou coutumière ou à l'occasion du chômage d'un « pont », c'est-à-dire de 1 jour ou de 2 jours ouvrables compris entre un jour férié et un jour de repos hebdomadaire ou d'un jour précédent les congés annuels, peuvent être récupérées dans les conditions déterminées par l'article 6 du décret n° 97-540 du 26 mai 1997.

Ces heures sont payées au tarif normal, à titre d'avance, avec la paie du mois au cours duquel elles ont été perdues.

Article 6.5

Rémunération mensualisée des heures normales

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 sur la mensualisation dans son texte annexé à la loi n° 78-49 du 19 janvier 1978, rendue applicable à l'agriculture par la loi du 30 décembre 1988, la rémunération des heures normales de travail est mensualisée sur la base de 151,67 heures (35 heures multipliées par 52 semaines, divisé par 12 mois).

La mensualisation de la rémunération des heures normales a pour but d'uniformiser le montant de la paie mensuelle en neutralisant les conséquences de la répartition inégale des jours de travail entre les 12 mois de l'année.

En cas d'absence conduisant à un horaire hebdomadaire effectif de travail inférieur à 35 heures, et sauf dans le cas où le salaire est maintenu en application d'une disposition législative, réglementaire ou conventionnelle, la rémunération mensualisée est diminuée à raison de 1/151,67 par heure d'absence en deçà de 35 heures. Lorsque l'absence porte sur plus de 151,67 heures normales au titre d'un même mois, une déduction supplémentaire est effectuée sur la rémunération du mois suivant.

Article 6.6

Garantie de rémunération lors du passage aux 35 heures

Les salariés dont la rémunération mensualisée est réduite et calculée sur la base de 151,67 heures bénéficient d'une rémunération mensuelle minimale égale, en francs, à la rémunération mensualisée calculée sur la base de 169 heures à laquelle ils pouvaient prétendre au titre du mois précédant la réduction de la rémunération mensualisée.

Cette garantie est assurée par le versement d'un complément différentiel égal à la différence entre la rémunération mensuelle minimale et la somme des salaires, avantages en nature et majorations diverses ayant le caractère d'un complément de salaire, effectivement perçue au titre du mois, si cette somme est inférieure. Il est précisé que les remboursements de frais et les majorations de salaire pour heures supplémentaires ne peuvent pas être inclus dans le complément différentiel et sont payés en sus.

Les salariés à temps partiel, employés dans les entreprises où la durée du travail est réduite en dessous de 39 heures, et dont la durée du travail est réduite, ne peuvent percevoir un salaire inférieur au minimum défini ci-dessus calculé à due proportion.

Les salariés embauchés à temps complet ou à temps partiel postérieurement à la réduction de la durée du travail et occupant des emplois équivalents à ceux occupés par des salariés bénéficiant du minimum ci-dessus défini ne peuvent percevoir une rémunération inférieure à ce minimum ou, s'agissant des salariés à temps partiel, à ce minimum calculé à due proportion.

La rémunération mensuelle minimale est réduite à due proportion lorsque, pour un motif quelconque, le salarié n'a pas travaillé pendant la totalité du mois et que la rémunération de cette absence n'est pas prévue par une disposition législative, réglementaire ou conventionnelle.

Le complément différentiel est versé pendant une période dont la durée maximum ne peut excéder 3 ans. La convention collective de travail pourra définir les modalités de mise en œuvre de ce principe. A l'issue de cette période, le montant de la rémunération mensualisée calculée sur la base de 151,67 heures doit être au moins égal au montant de la rémunération mensuelle minimale ci-dessus définie.

(Sous réserve de l'article 32 de la loi du 19 janvier 2000 [arrêté du 26 juillet 2000, *Journal officiel* du 22 août 2000]).

CHAPITRE VII

HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Article 7.1

Définition des heures supplémentaires

Les heures supplémentaires sont celles qui sont effectuées au-delà de la durée normale du travail effectif défini au chapitre VI ci-dessus.

Article 7.2

Décision d'exécution des heures supplémentaires

Les heures supplémentaires sont décidées par l'employeur. Cependant, les conventions collectives de travail peuvent déterminer la nature des circonstances ou des travaux susceptibles de justifier l'exécution des heures supplémentaires.

Article 7.3

Rémunération des heures supplémentaires

§ 1. Bonifications pour heures supplémentaires entre 36 et 39 heures

Chacune des quatre premières heures supplémentaires effectuées au-delà de 35 heures donne lieu à une bonification de 25 %. Après consultation des salariés concernés, cette bonification est attribuée :

- soit par le versement d'une majoration de salaire égale à 25 % ;
- soit sous la forme d'un repos payé d'un quart d'heure par heure supplémentaire.

A titre transitoire, pendant la première année au cours de laquelle la durée normale du travail applicable dans l'entreprise est fixée à 35 heures, la bonification ci-dessus prévue est fixée à 10 %.

§ 2. Majorations pour heures supplémentaires au-delà de la 39^e

Chacune des quatre heures supplémentaires effectuées au-delà de la quatrième donne lieu à une majoration de salaire de 25 %, et les heures suivantes à une majoration de 50 %.

§ 3. Conventions de forfait sur la base mensuelle d'heures de travail

Les employeurs peuvent conclure des conventions de forfait en heures avec ceux de leurs salariés qui sont responsables de l'organisation de leur horaire de travail. Les conventions collectives de travail déterminent les conditions et les modalités selon lesquelles une convention de forfait peut être conclue notamment avec le personnel de surveillance des appareils à fonctionnement continu et le personnel de l'élevage chargé de la surveillance des animaux.

§ 4. Conventions de forfait sur une base annuelle d'heures de travail

Une convention de forfait sur une base annuelle d'heures de travail peut être conclue avec les salariés cadres et non cadres.

Cette durée annuelle du travail peut être supérieure à 1 607 heures sans pouvoir excéder une durée supérieure annuelle aux durées maximales fixées à l'article 8.4 du présent accord pour un salarié ayant des droits complets en matière de congés payés.

Sont considérés comme pouvant recourir aux conventions de forfait sur une base annuelle d'heures de travail :

- les salariés non cadres relevant des niveaux III et IV dans la grille de classification de l'accord national de méthode de 18 décembre 1992, de par l'autonomie dont ils disposent dans l'exécution et l'organisation de leur travail telles que reconnues dans la classification ;
- les techniciens et agents de maîtrise ainsi que les cadres tels que définis dans l'accord national de méthode du 23 avril 2008, de par l'autonomie inhérente à leur fonction.

Il ne peut être conclu une convention de forfait sur une base annuelle d'heures de travail qu'après acceptation du salarié. La convention de forfait figure dans le contrat de travail ou dans un avenant au contrat de travail. Dans ce dernier cas, le refus du salarié ne peut être considéré comme constituant un motif de licenciement.

Cette durée annuelle d'heures de travail doit être précisée dans le contrat de travail ou dans l'avenant au contrat de travail. Elle donne lieu à la détermination d'une durée de travail mensuelle moyenne. Cette durée mensuelle peut varier d'un mois à l'autre mais doit être en moyenne respectée sur l'année.

La réalisation de la durée annuelle d'heures de travail mentionnée dans le contrat de travail ou dans l'avenant au contrat de travail, ne peut amener l'exécution d'heures de travail au-delà des durées maximales journalière et hebdomadaire.

La mise en place de la convention de forfait doit être complétée par l'établissement d'un dispositif de contrôle de la durée réelle de travail, ce document fait apparaître la durée hebdomadaire et journalière de travail.

La rémunération mensuelle du salarié est lissée sur la base de la durée moyenne mensuelle. Cette rémunération doit être au moins égale à ce que le salarié aurait reçu compte tenu du salaire minimum conventionnel applicable dans l'entreprise, majorée selon les dispositions prévues au paragraphe 1 sur les heures supplémentaires du présent article 7.3.

Toute absence sauf celle assimilée à un temps de travail effectif par la loi ou les dispositions conventionnelles est déduite de la durée de travail et de la rémunération au prorata.

Les heures éventuellement effectuées au-delà de la durée annuelle fixée au contrat ou à l'avenant donnent lieu à la fin de la période annuelle fixée à paiement avec les majorations correspondantes calculées par rapport à la durée moyenne hebdomadaire réellement effectuée.

Article 7.4

Repos compensateur annuel en cas d'heures supplémentaires

Un repos compensateur payé est accordé au salarié qui accomplit plus de 1 860 heures de travail par an. Cette durée s'entend du travail effectué au sens de l'article 8.1 ci-après. Les droits à repos compensateur sont acquis comme suit :

HEURES ANNUELLES effectuées	JOURS DE REPOS compensateur
De 1 861 à 1 900	1
De 1 901 à 1 940	2

HEURES ANNUELLES effectuées	JOURS DE REPOS compensateur
De 1 941 à 2 000	3

A la fin de la période annuelle, l'employeur enregistre sur un document prévu à cet effet, le nombre de journées de congé porté au crédit de chaque salarié au titre du repos compensateur. Ce document est tenu à jour tous les mois et une copie est remise au salarié en même temps que la paie.

Les droits à repos compensateur acquis au cours d'une période annuelle sont pris, au cours de la période annuelle suivante, par journée ou demi-journée, aux dates convenues par accord entre l'employeur et le salarié. En l'absence d'accord, la demande du bénéfice du repos compensateur doit être formulée par le salarié au moins 10 jours à l'avance. Dans les 5 jours qui suivent la réception de la demande, l'employeur doit faire connaître à l'intéressé soit son accord, soit les raisons relevant d'impératifs liés au fonctionnement de l'entreprise ou l'exploitation, qui motivent le report de la demande. Dans ce dernier cas, l'employeur doit proposer au salarié une autre date à l'intérieur d'un délai de 2 mois.

La période annuelle visée par le présent article peut être fixée par la convention collective de travail, une période annuelle différente pouvant cependant être décidée par l'employeur après consultation du personnel et information de l'inspecteur du travail. A défaut de convention collective ou de décision de l'employeur, la période annuelle commence le 1^{er} juin et se termine le 31 mai de chaque année.

CHAPITRE VIII

DURÉE MAXIMALE DU TRAVAIL

Article 8.1

Heures de travail prises en compte dans la durée maximale

Les dispositions du présent chapitre relatives à la durée maximale du travail visent les périodes de travail réellement effectuées. Les périodes assimilées à des périodes de travail effectif en application de dispositions légales réglementaires ou conventionnelles, ne sont pas considérées comme des périodes de travail effectué.

La période annuelle visée par le présent chapitre est déterminée conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 7.4 ci-dessus.

Article 8.2

Durée maximale quotidienne

La durée maximale quotidienne de travail effectif, qui est fixée à dix heures par l'article 992 du code rural (L. 713-2 du code rural et de la pêche maritime), peut être dépassée dans les cas et dans les conditions déterminées par le décret n° 97-541 du 26 mai 1997 (codifié à l'article D. 713-5 du code rural et de la pêche maritime). Par dérogation aux dispositions de ce décret, le nombre global d'heures de dépassement au-delà de dix heures ne peut être supérieur à 50 par période annuelle telle que définie à l'article 7.4 ci-dessus.

Article 8.3

Durée maximale hebdomadaire

En application de l'article 994 du code rural (L. 713-3 du code rural et de la pêche maritime), la durée maximale hebdomadaire est fixée à 48 heures. Cependant, les exploitations et entreprises agricoles peuvent être autorisées à dépasser le plafond de 48 heures selon la procédure définie à l'article 9 du décret n° 75-956 du 17 octobre 1975 (codifié aux articles R. 713-31 à R. 713-33 du

code rural et de la pêche maritime). La demande de dérogation est adressée au chef du service départemental du travail, de l'emploi, et de la protection sociale agricoles (demande adressée au directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle depuis le 1^{er} janvier 2009) soit par l'employeur, soit par l'organisation représentative des employeurs concernés.

Article 8.4

Durée maximale annuelle

L'exécution d'heures supplémentaires ne peut avoir pour effet de porter la durée annuelle du travail effectuée à plus de 1 940 heures.

Par exception à la règle posée à l'alinéa précédent, la durée annuelle maximale du travail est portée à 2 000 heures :

- d'une part, dans les entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers et dans les CUMA ;
- d'autre part, dans les autres exploitations et entreprises relevant du champ d'application du présent accord lorsqu'elles n'emploient qu'un seul salarié permanent.

La durée maximale annuelle du travail susceptible d'être effectuée par un salarié est réduite à due proportion des périodes pendant lesquelles l'exécution du contrat de travail est suspendue.

(Sous réserve du respect des dispositions de l'article L. 713-13 du code rural et de la pêche maritime relatif à la limitation à 44 heures de la durée hebdomadaire moyenne de travail calculée sur 12 mois consécutifs [arrêté du 26 juillet 2000, *Journal officiel* du 22 août 2000]).

Article 8.5

Maximum d'entreprise

Dans chaque exploitation ou entreprise employant plus de 3 salariés, le nombre total des heures de travail effectué ne peut être supérieur, par année, à un maximum qui est déterminé en fonction du nombre de salariés.

Ce maximum d'entreprise est égal à :

- entreprises de 4 à 20 salariés : nombre de salariés × 1 900 heures ;
- entreprises de plus de 20 salariés : nombre de salariés × 1 860 heures.

Le nombre de salariés pris en compte pour l'établissement du maximum d'entreprise correspond au nombre de salariés présents dans l'entreprise au début de la période annuelle et embauchés soit par contrat à durée indéterminée, soit par contrat à durée déterminée au moins égale à 6 mois. En cas d'embauche ou de débauche (ou fin de contrat à durée déterminée) en cours d'année, le maximum annuel de l'entreprise est majoré ou minoré à due proportion.

Les salariés embauchés par contrat à durée déterminée inférieure à 6 mois, et notamment les saisonniers, ne sont pas pris en compte pour la détermination du maximum d'entreprise et les heures de travail qu'ils effectuent ne s'imputent pas sur le maximum d'entreprise. Ces salariés suivent l'horaire de travail du ou des autres salariés de l'entreprise affectés aux mêmes travaux.

CHAPITRE IX

TRAVAIL À TEMPS CHOISI

Article 9.1

Horaire individualisé

Pour répondre à la demande des salariés, et conformément aux dispositions de l'article L. 212-4-1 du code du travail (recodifié aux articles L. 122-23 et suivants), les employeurs sont autorisés à pratiquer des horaires individualisés sous réserve que le comité d'entreprise ou, s'il n'en existe pas, les délégués du personnel n'y soient pas opposés et que l'inspecteur du travail soit préala-

blement informé. En l'absence de représentation du personnel, la pratique des horaires individualisés est autorisée par l'inspecteur du travail après qu'il a constaté l'accord du personnel.

Les horaires individualisés peuvent entraîner, dans la limite de 5 heures par semaine, des reports d'heures d'une semaine à une autre sans que ces heures aient d'effet sur le nombre et le paiement des heures supplémentaires. Le cumul des reports ne peut avoir pour effet de porter le total des heures reportées à plus de 15.

Article 9.2

Contrat de travail à temps partiel

§ 1. Définition du contrat de travail à temps partiel

Les contrats de travail à temps partiel peuvent être conclus conformément aux dispositions des articles L. 212-4-2 et suivants (art. L. 3123-1 et suivants) du code du travail.

Sont considérés comme salariés à temps partiel les salariés dont la durée du travail est inférieure :

- à la durée légale du travail (ou, lorsque ces durées sont inférieures à la durée légale, à la durée du travail fixée conventionnellement pour la branche ou l'entreprise ou aux durées du travail applicables dans l'établissement) ;
- à la durée mensuelle résultant de l'application, sur cette période, de la durée légale du travail ;
- à la durée annuelle résultant de l'application sur cette période de la durée légale du travail diminuée des heures correspondant aux jours de congés légaux et aux jours fériés légaux.

§ 2. Contrat de travail

Pour tenir compte des spécificités de la structure et des activités des exploitations et entreprises agricoles, la durée minimale de travail d'un salarié à temps partiel ne peut pas être inférieure soit à 7 heures par semaine, soit à 28 heures par mois. Cependant, à la demande expresse et écrite du salarié pour des raisons de conciliation vie professionnelle/vie privée ou pour permettre un cumul de contrats de travail dans le respect des durées maximales de travail ou pour tout autre motif qu'il appartiendra au salarié de préciser, cette durée peut être diminuée.

L'horaire journalier du salarié à temps partiel ne peut être inférieur à 3 heures de travail, sauf cas particulier concernant notamment des salariés affectés à des travaux d'entretien, de maintenance ou de surveillance exigeant moins de 3 heures de travail par jour, pour lesquels l'horaire journalier ne peut être inférieur à 1 heure.

L'horaire de travail des salariés à temps partiel ne peut comporter, au cours d'une même journée, plus d'une interruption d'activité dont la durée ne peut excéder deux heures. Cependant, l'interruption d'activité peut être supérieure à deux heures pour les salariés affectés à des travaux de surveillance d'appareils à fonctionnement continu ou à des soins aux animaux. Dans ce cas, aucune des deux séquences de travail de la journée ne peut être inférieure à 1 heure et le salarié bénéficie, sauf stipulation conventionnelle ou contractuelle plus favorable, d'une indemnisation en fonction du nombre de kilomètres nécessaires pour effectuer le deuxième trajet journalier entre le domicile et le lieu de travail. Le montant de cette indemnité kilométrique est déterminé par convention ou accord collectif ou à défaut par le contrat de travail.

Le contrat de travail des salariés à temps partiel est un contrat écrit. Il mentionne la qualification du salarié, les éléments de la rémunération, la durée hebdomadaire ou, le cas échéant, mensuelle prévue et la répartition de la durée du travail entre les jours de la semaine ou les semaines du mois. Le contrat détermine également les modalités selon lesquelles les horaires de travail sont communiqués par écrit au salarié.

Un avenant au contrat de travail peut être conclu pour augmenter temporairement la durée de travail. En dehors des cas de remplacement d'un salarié absent, le nombre d'avenants susceptible

d'être conclu par an est au maximum de 8. Les heures de travail effectuées au-delà de la nouvelle durée fixée dans l'avenant, sont systématiquement majorées de 25 %.

Pour les contrats en cours au 1^{er} janvier 2014, la mise en conformité avec les nouvelles durées minimales doit être effective dans les 12 mois suivant l'entrée en vigueur du présent avenant.

Pour les contrats conclus à partir du 1^{er} janvier 2014, les nouvelles durées minimales telles qu'issues du présent avenant sont applicables dès son entrée en vigueur.

§ 3. Modification des horaires

Le contrat de travail définit en outre les cas dans lesquels peut intervenir une modification éventuelle de la répartition de la durée du travail dans la semaine ou dans le mois ainsi que la nature de cette modification. Toute modification doit être notifiée au salarié 7 jours au moins avant la date à laquelle elle doit avoir lieu. Cependant, en cas de circonstances exceptionnelles, ce délai de prévenance peut être réduit jusqu'à un minimum de 3 jours ouvrés, et dans ce cas le salarié a le droit de refuser la modification sans avoir à le justifier dans la limite de deux fois par an.

Le refus du salarié d'accepter ce changement ne constitue pas une faute ou un motif de licenciement dès lors que ce changement n'est pas compatible avec des obligations familiales impérieuses, avec le suivi d'un enseignement scolaire ou supérieur, avec une période d'activité fixée chez un autre employeur ou avec une activité professionnelle non salariée. Il en va de même en cas de changements des horaires de travail au sein de chaque journée travaillée qui figurent dans le document devant être transmis au salarié.

Lorsque l'employeur demande au salarié de changer la répartition de sa durée du travail, alors que le contrat de travail n'a pas prévu les cas et la nature de telles modifications, le refus du salarié d'accepter ce changement ne constitue pas une faute ou un motif de licenciement.

§ 4. Heures complémentaires

Le contrat de travail précise par ailleurs le nombre d'heures complémentaires susceptibles d'être effectuées par le salarié au cours d'une même semaine ou d'un même mois. Ce nombre ne peut être supérieur au tiers de la durée hebdomadaire ou mensuelle de travail prévue dans le contrat.

Chacune des heures complémentaires effectuées :

- entre la durée fixée au contrat et 1/10 de cette durée, donne lieu à une majoration de salaire de 10 % ;
- au-delà de 1/10 de la durée prévue au contrat, donne lieu à une majoration de salaire de 25 %.

Les heures complémentaires ne peuvent avoir pour effet de porter la durée du travail effectuée par un salarié au niveau de la durée légale du travail.

Les heures de travail effectuées au-delà de la durée fixée par un avenant provisoire au contrat de travail, sont systématiquement majorées de 25 %.

Le refus d'effectuer les heures complémentaires proposées par l'employeur au-delà des limites fixées par le contrat ne constitue pas une faute ou un motif de licenciement. Il en est de même, à l'intérieur de ces limites, lorsque le salarié est informé moins de 3 jours avant la date à laquelle les heures complémentaires sont prévues.

A l'exception d'une augmentation provisoire des heures de travail résultant de la conclusion d'un avenant au contrat de travail, lorsque, pendant une période de douze semaines consécutives ou pendant douze semaines au cours d'une période de quinze semaines, l'horaire moyen réellement effectué par le salarié a dépassé de deux heures au moins par semaine, ou de l'équivalent mensuel de cette durée, l'horaire prévu dans son contrat, celui-ci est modifié, sous réserve d'un préavis de 7 jours et sauf opposition du salarié intéressé, en ajoutant à l'horaire antérieurement fixé la différence entre cet horaire et l'horaire moyen réellement effectué.

§ 5. Contrat de travail à temps partiel variable

Le contrat de travail à temps partiel peut prévoir que la durée hebdomadaire ou mensuelle peut varier à condition que sur 1 an, la durée hebdomadaire ou mensuelle n'excède pas, en moyenne, la durée stipulée au contrat. Le contrat détermine la période annuelle de variation de l'horaire.

Cette possibilité concerne les salariés dont l'emploi est soumis à des variations saisonnières de production. Cette possibilité concerne également les contrats conclus dans le cadre de services de remplacement.

La durée hebdomadaire ou mensuelle moyenne doit être au moins égale à 3 ou 12 heures. En conséquence, la durée minimale de travail hebdomadaire ou mensuelle est de 2 heures ou 9 heures. L'écart entre la durée effective de travail et la durée moyenne stipulée au contrat ne peut pas excéder 1/3 de cette durée. La durée du travail du salarié ne peut être portée à un niveau égal ou supérieur à la durée légale hebdomadaire. La durée minimale de travail pendant les jours travaillés et l'interruption d'activité au cours d'une même journée sont celles indiquées au § 2 ci-dessus.

Le programme indicatif annuel de la répartition de la durée du travail est communiqué par écrit au salarié au moins une semaine avant le début de la période annuelle. Les modifications du programme et les horaires de travail sont notifiés au salarié par un écrit remis en mains propres au moins 7 jours à l'avance sauf circonstances exceptionnelles justifiant une réduction de ce délai à 3 jours.

Les heures de travail effectuées par le salarié sont enregistrées selon les modalités prévues au I de l'article 2 du décret du 28 septembre 1995 (codifié aux articles R. 713-35 et suivants du code rural et de la pêche maritime) relatif au contrôle de la durée du travail.

§ 6. Garanties dont bénéficient les salariés à temps partiel

Les salariés à temps partiel peuvent bénéficier d'actions de formation professionnelle continue dans les mêmes conditions que les salariés à temps complet. Ils peuvent bénéficier de promotions dans leur emploi dans les mêmes conditions que les salariés à temps complet.

D'une manière générale, les salariés à temps partiel bénéficient des droits reconnus aux salariés à temps complet. Lorsque c'est approprié, le principe du *pro rata temporis* s'applique.

Les salariés à temps partiel qui souhaitent occuper ou reprendre un emploi à temps complet, et les salariés à temps complet qui souhaitent occuper ou reprendre un emploi à temps partiel dans le même établissement ou, à défaut, dans la même entreprise, ont priorité pour l'attribution d'un emploi ressortissant à leur catégorie professionnelle ou non, d'un emploi équivalent ou non équivalent.

L'employeur porte à la connaissance de ces salariés la liste des emplois disponibles correspondants. Le salarié doit formuler sa demande par lettre recommandée avec avis de réception ou remise en mains propres contre récépissé.

§ 7. Maintien des contrats à temps partiel annualisé

Les stipulations des contrats de travail à temps partiel annualisé conclus avant l'entrée en vigueur de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 demeurent en vigueur. Cependant, lorsque la limite dans laquelle peuvent être effectuées des heures complémentaires a été portée au-delà du dixième de la durée annuelle fixée au contrat de travail, chacune des heures complémentaires effectuées au-delà de la durée précitée donne lieu à une majoration de salaire de 25 %.

Article 9.3

Contrat de travail intermittent

§ 1. Principe général

Les employeurs agricoles peuvent conclure des contrats de travail intermittent pour pourvoir des emplois permanents soumis soit à des variations saisonnières ou de production, soit à des contraintes saisonnières ou extérieures de commercialisation, ou conclu dans le cadre de services de remplacements, comportant par nature une alternance de périodes travaillées et de périodes non travaillées. Ces contrats doivent être conclus dans le respect des règles fixées par le présent accord.

Le contrat de travail intermittent est un contrat à durée indéterminée, obligatoirement écrit. Le contrat de travail mentionne notamment la qualification du salarié et la durée annuelle minimale de travail du salarié. La durée minimale ne peut être inférieure à 300 heures par an et supérieure à 1 200 heures par an. Les heures dépassant la durée minimale fixée aux contrats ne peuvent excéder 1/3 de cette durée sauf accord du salarié.

§ 2. Période et horaire de travail

En ce qui concerne les périodes et les horaires de travail, il y a lieu de distinguer deux catégories de contrats de travail intermittent.

a) Contrat prévoyant des périodes de travail fixées avec précision

Le contrat de travail intermittent peut prévoir une ou plusieurs périodes travaillées par an en fixant avec précision la date de début et de fin de ces périodes. Le contrat précise la répartition des heures de travail à l'intérieur des périodes travaillées. Le salarié peut suivre l'horaire habituel de l'entreprise.

b) Contrat prévoyant des travaux saisonniers ou conclu dans le cadre de services de remplacement

Dans ce cas, le contrat de travail intermittent peut prévoir une ou plusieurs périodes de travail dont les dates de début et de fin ainsi que la répartition des heures de travail au sein de ces périodes, peuvent ne pas être fixées avec précision au contrat, en raison de la nature de l'activité.

D'une part, le contrat doit énumérer la nature des travaux saisonniers ou préciser qu'il est conclu dans le cadre d'un service de remplacement ;

D'autre part, l'employeur doit notifier au salarié la date du début de chaque période de travail et les horaires de travail au moins 8 jours à l'avance. Sauf circonstances justifiées, le salarié doit se présenter au travail à la date indiquée sous peine de sanction disciplinaire pouvant aller jusqu'au licenciement.

Lorsque le contrat de travail est conclu dans le cadre d'un service de remplacement, la date du début d'une période de travail peut être notifiée au salarié 1 jour avant, en cas de remplacement non prévisible. Dans ce cas, le salarié peut refuser 2 fois par an sans justification d'effectuer cette période de travail et 2 autres fois en cas d'incompatibilité avec d'autres engagements professionnels sur présentation de justificatifs.

§ 3. Rémunération

Le contrat de travail intermittent doit préciser les modalités de rémunération du salarié. A cet effet, les parties au contrat peuvent opter pour l'une des deux formules suivantes :

- soit la rémunération mensuelle des heures de travail effectivement faites au cours du mois, majorées de 13 % dont 10 % au titre de l'indemnité compensatrice de congés payés et 3 % au titre du paiement des jours fériés ;
- soit la rémunération mensualisée et lissée sur la base du douzième de la durée du travail annuelle prévue au contrat majorée de 13 %.

§ 4. Maintien des contrats en cours

Les stipulations des contrats de travail intermittent conclus antérieurement au 1^{er} mars 2000 demeurent en vigueur.

CHAPITRE X

AMÉNAGEMENTS DE LA DURÉE DU TRAVAIL

Article 10.1

Réduction du temps de travail sous forme de repos

La durée hebdomadaire moyenne sur l'année peut être réduite, en tout ou en partie, en deçà de 39 heures, par l'attribution de journées ou demi-journées de repos. La période annuelle visée par le présent article est celle définie au dernier alinéa de l'article 7.4 ci-dessus.

(Sous réserve du régime applicable aux heures de travail effectuées au-delà de la durée annuelle de 1 600 heures [art. L. 212-9-II du code du travail]).

Les heures de travail effectuées au-delà de 39 heures par semaine sont des heures supplémentaires. Constituent également des heures supplémentaires les heures de travail effectuées au-delà de la durée hebdomadaire moyenne de 35 heures calculée sur l'année et qui auraient été effectuées dans la limite de 39 heures.

L'employeur enregistre sur un document prévu à cet effet le nombre d'heures de repos portés au crédit de chaque salarié. Il remet à chaque salarié concerné, en même temps que la paie, un document récapitulant le nombre d'heures de repos portés au crédit du salarié au cours du mois, le nombre exprimé en heures, de journées ou demi-journées de repos pris par le salarié au cours du mois, et le cumul du nombre d'heures de repos inscrits au crédit du salarié en fin de mois.

Les journées ou demi-journées de repos acquises par le salarié doivent être prises au cours de la période annuelle de référence. Les dates auxquelles ces repos peuvent être pris sont fixées par l'employeur pour les 2/3 de ce nombre et par le salarié pour 1/3 de ce nombre. Cependant, l'employeur peut interdire la prise de repos à l'initiative du salarié pendant les périodes dites d'activité intense dont la durée totale ne peut excéder 13 semaines par an. Le cas échéant, ces périodes sont indiquées sur le document mensuel remis aux salariés concernés. En cas de modification par l'employeur des dates fixées pour la prise des jours de repos, ce changement doit être notifié au salarié dans un délai de 7 jours au moins avant la date à laquelle cette modification doit intervenir. Ce délai peut être réduit à 1 jour en cas de force majeure, notamment imprévus de production ou commerciaux.

Les salariés concernés par ces dispositions perçoivent une rémunération mensualisée lissée sur la base de 151,67 heures par mois. Lorsque le contrat de travail est résilié avant que le salarié ait pu bénéficier de la totalité des jours de repos auquel il a droit, il doit recevoir une indemnité compensatrice égale à la rémunération qu'il aurait perçue s'il avait effectivement pris ces jours de repos.

Article 10.2

Repos compensateur de remplacement

Après consultation de chacun des salariés concernés, le paiement des heures supplémentaires peut être remplacé par un repos payé de 1 heure 15 minutes pour chacune des 8 premières heures supplémentaires et de 1 heure 30 minutes pour chacune des heures supplémentaires suivantes. A titre transitoire pendant la première année au cours de laquelle la durée normale du travail applicable dans l'entreprise est fixée à 35 heures, le paiement des heures supplémentaires comprises entre la 36^e et la 39^e heure hebdomadaire peut être remplacé par un repos payé de 1 heure 6 minutes.

L'employeur enregistre sur un document prévu à cet effet le nombre d'heures de repos compensateur de remplacement porté au crédit de chaque salarié. Une copie de ce document est remise à chaque salarié en même temps que la paie. Les heures de repos compensateur sont prises par jour-

nées ou demi-journées dans les délais et selon les modalités convenues par accord entre l'employeur et le salarié. En l'absence d'accord, le droit au repos compensateur est réputé ouvert dès lors que la durée de ce repos atteint 7 heures, et le repos doit obligatoirement être pris dans un délai maximum de 2 mois suivant l'ouverture du droit. Dans ce cas, l'ouverture du droit et le délai dans lequel le repos doit être pris doivent être mentionnés sur le document susvisé.

En ce qui concerne les heures de travail effectuées au-delà de la 39^e heure hebdomadaire, la pratique du repos compensateur de remplacement n'est pas incompatible avec la pratique des horaires individualisés ou de la réduction du temps de travail sous forme de repos décrite aux articles 9.1 et 10.1 ci-dessus.

Article 10.3

Travail par cycles

Pour faire bénéficier les salariés d'au moins 2 jours de repos hebdomadaires en moyenne par semaine, l'employeur peut organiser la durée du travail sous forme de cycles. La durée maximale de chaque cycle ne saurait excéder six semaines.

Article 10.4

Annualisation de la durée du travail

§ 1. Principe de l'annualisation

L'horaire de 35 heures peut être modulé en vue d'adapter la durée effective du travail à la nature de l'activité.

L'annualisation de la durée du travail est organisée dans le cadre d'une période au maximum égale à 12 mois consécutifs au cours de laquelle les heures de modulation effectuées au-delà de 35 heures par semaine doivent être compensées par des heures de repos appelées heures de compensation. Le nombre d'heures de modulation susceptibles d'être effectuées tous les ans est limité à 250. Cependant, ce nombre annuel maximum d'heures de modulation peut être majoré, par convention ou accord collectif ou, dans les entreprises de moins de 50 salariés, par accord avec le ou les délégués du personnel, dans la limite de 100 heures au maximum. Le nombre d'heures de modulation susceptibles d'être effectuées au cours d'une même semaine n'est limité que par les dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles relatives à la durée maximale quotidienne et hebdomadaire. Le nombre d'heures de compensation susceptibles d'être prises au cours d'une même semaine n'est pas limité et peut donc conduire soit à une réduction de la durée journalière de travail, soit à l'attribution d'un ou de plusieurs jours de compensation. Il est précisé qu'un horaire journalier réduit ne peut être inférieur à la demi-journée, sauf cas particulier concernant notamment des salariés affectés à des travaux d'entretien, de maintenance ou de surveillance exigeant moins d'une demi-journée de travail par jour, pour lesquels l'horaire de travail réduit ne peut être inférieur à deux heures.

§ 2. Programmation et compte individuel de compensation

L'employeur qui met en œuvre l'annualisation de l'horaire de travail doit établir une programmation et tenir des comptes individuels de compensation conformément aux dispositions de l'annexe II du présent accord.

§ 3. Rémunération en cas d'annualisation

La rémunération mensualisée des salariés concernés par l'annualisation est indépendante de l'horaire réel de travail et est lissée sur la base 151,67 heures par mois. En cas d'absence ne donnant pas lieu à maintien du salaire par l'employeur, la déduction à opérer sur la rémunération mensuelle lissée est fonction du nombre d'heures d'absence calculé par rapport à l'horaire programmé. La déduction est égale, par heure d'absence, à 1/151,67^e de la rémunération mensuelle lissée. Lorsque

l'absence porte sur plus de 151,67 heures au titre d'un même mois, une déduction supplémentaire est effectuée sur la rémunération du mois suivant.

§ 4. Heures effectuées hors modulation

Lorsqu'il est constaté, en fin de période d'annualisation, que le nombre d'heures de modulation effectuées excède le nombre d'heures de compensation prises, les heures effectuées en trop constituent des heures hors modulation. A cet effet, l'employeur doit, lorsqu'il établit sa programmation annuelle, opter pour l'une des deux formules suivantes :

- première formule : le nombre d'heures de modulation programmées en début de période annuelle n'excède pas 200 heures. Dans cette hypothèse, le contingent annuel maximum d'heures hors modulation est fixé à 150 heures. Toutefois, ce contingent est fixé à 190 heures au cours de la première période annuelle au titre de laquelle une formule d'annualisation est mise en œuvre dans l'entreprise et à 170 heures au cours de la deuxième année ;
- deuxième formule : le nombre d'heures de modulation programmées en début de période annuelle excède 200 heures dans la limite maximum de 250 heures ou dans la limite maximale fixée par convention ou accord collectif. Dans cette hypothèse, le contingent annuel maximum d'heures hors modulation est fixé à 100 heures. Cependant, ce nombre annuel maximum d'heures hors modulation peut être majoré par la convention collective applicable dans la limite de 50 heures au maximum sauf dans le cas où la convention collective majore le nombre maximum de 250 heures de modulation.

Les heures hors modulation ainsi effectuées sont rémunérées avec le dernier salaire mensuel de la période, à raison de 1/151,67 du salaire mensualisé lissé majoré de 25 %. Cependant, ces heures peuvent, en tout ou en partie, ne pas faire l'objet d'une rémunération à la fin de la période si elles sont reportées sur la période annuelle suivante sous forme de repos compensateur. Dans cette hypothèse, chaque heure reportée ouvre droit à une heure et quart de repos compensateur payé et le contingent annuel maximum de 250 heures de modulation de la période annuelle suivante sera réduit du nombre d'heures ainsi reportées.

CHAPITRE XI

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CADRES

PRÉAMBULE

En application de la loi du 13 juin 1998 et de la loi du 19 janvier 2000, les partenaires sociaux signataires décident de prévoir des dispositions particulières pour les cadres.

Compte tenu de la diversité des professions, des productions, et des fonctions des cadres en agriculture, le présent accord ne propose qu'une classification générale des différentes catégories de cadres.

Pour appliquer le présent avenant, les négociateurs des conventions collectives de travail devront, à partir des dispositions définies dans le présent chapitre, préciser les différents niveaux de qualifications conventionnelles comprises dans chacune des catégories de la classification générale.

La réduction du temps de travail dont bénéficient les salariés y compris le personnel d'encadrement, à l'exception des cadres dirigeants, peut être effectuée conformément aux dispositions du chapitre X de l'accord national du 23 décembre 1981, par l'attribution en tout ou partie de jours de repos supplémentaires. Ceux-ci peuvent être affectés à un compte épargne temps dont les modalités et les conditions seront définies par un accord national sur le compte épargne-temps que les partenaires sociaux s'engagent à négocier.

Article 11.1

Classification générale

La classification générale organise trois catégories de cadres :

§ 1. Cadres dirigeants

Sont considérés comme ayant la qualité de cadre dirigeant les cadres auxquels sont confiées des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps, qui sont habilités à prendre des décisions de façon largement autonome et qui perçoivent une rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération pratiqués dans l'entreprise ou leur établissement. La qualité de cadre dirigeant doit avoir été acceptée par le salarié dans le contrat de travail ou un avenant, dans ce dernier cas le refus du cadre ne peut pas être considéré comme constituant un motif de licenciement.

§ 2. Cadres occupés selon l'horaire collectif

Sont concernés les salariés ayant la qualité de cadre au sens des conventions collectives ou du 1^{er} alinéa de l'article 4 de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947. Ils sont occupés selon l'horaire collectif applicable à l'équipe ou à l'activité à laquelle ils sont intégrés et pour lesquels la durée de leur temps de travail peut être prédéterminée.

§ 3. Cadres organisant leur temps de travail

Sont concernés, les salariés ayant la qualité de cadre au sens des conventions collectives ou du 1^{er} alinéa de l'article 4 de la convention nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 et qui ne relèvent pas des deux autres catégories.

Ces cadres disposent d'une réelle autonomie dans l'organisation de leur emploi du temps pour réaliser la mission ou la responsabilité qui leur sont confiées. Leur horaire de travail ne peut être prédéterminé.

Article 11.2

Durée du travail. – Convention de forfait

§ 1. Cadres dirigeants

Ils ne sont pas soumis à la réglementation de la durée du travail et ne bénéficient pas de la réduction du temps de travail.

Ils perçoivent une rémunération forfaitaire sans référence horaire qui doit tenir compte des responsabilités confiées. Les partenaires sociaux sont invités à fixer dans les conventions collectives, un seuil minimum de rémunération des cadres dirigeants tenant compte des grilles des salaires minima professionnels, ce seuil étant complémentaire au principe d'une rémunération du cadre dirigeant devant se situer dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération de l'entreprise.

§ 2. Cadres occupés selon l'horaire collectif

Leur mission d'encadrement peut conduire ces cadres à être présents avant et après le début du travail de leur équipe. Il peut être utilisé une des différentes modalités d'aménagement du temps de travail prévues dans le présent accord et/ou il peut être conclu avec leur accord écrit une convention de forfait sur une base mensuelle en heures incluant le paiement des heures supplémentaires correspondant à la durée mensuelle du travail définie, ainsi que les bonifications ou majorations légales.

§ 3. Cadres organisant leur temps de travail

Leur autonomie dans l'organisation du temps de travail peut donner lieu à la conclusion d'une convention de forfait sur la base d'un nombre annuel d'heures de travail ou de jours de travail. La convention de forfait conclue doit prendre en compte la réduction du temps de travail.

Article 11.3

Convention de forfait sur une base annuelle d'heures de travail

Une convention de forfait sur une base annuelle d'heures de travail peut être conclue avec les cadres de la 3^e catégorie et avec les salariés non cadres itinérants dont l'horaire de travail ne pourrait être prédéterminé, définis par convention collective.

Il ne peut être conclu une convention de forfait sur une base annuelle d'heures de travail qu'après acceptation du cadre ou du salarié itinérant. La convention de forfait figure dans le contrat de travail ou un avenant, dans ce dernier cas le refus du salarié ne peut être considéré comme constituant un motif de licenciement.

Cette convention de forfait sur une base annuelle d'heures de travail ne peut pas prévoir une durée annuelle de travail supérieure aux durées maximales de travail fixées à l'article 8.4 du présent accord (accord national du 23 décembre 1981 modifié par l'avenant n° 12) pour un salarié ayant des droits complets en matière de congés payés.

La durée journalière de travail ne peut excéder 10 heures, toutefois cette durée peut être portée à 12 heures pendant une durée maximale annuelle de 10 semaines consécutives ou non.

L'horaire moyen hebdomadaire sur la base duquel le forfait a été convenu peut varier d'une semaine sur l'autre, dans le cadre de l'année, sous réserve que soit respecté, sur l'année, l'horaire moyen hebdomadaire sur la base duquel le forfait a été convenu.

Cette convention de forfait donne lieu à la mise en place d'un dispositif de contrôle de la durée réelle du travail. Le document de contrôle fait apparaître la durée journalière et hebdomadaire de travail.

La rémunération mensuelle du salarié est lissée sur la base de l'horaire hebdomadaire moyen convenu dans la convention.

Cette rémunération forfaitaire doit être au moins égale à la rémunération que le salarié recevrait compte tenu du salaire minimum conventionnel applicable dans l'entreprise et des bonifications ou majorations prévues à l'article L. 212-5 du code du travail.

Article 11.4

Convention de forfait sur la base d'un nombre annuel de jours de travail

Il ne peut être conclu une convention de forfait sur la base d'un nombre annuel de jours de travail qu'après acceptation du cadre relevant obligatoirement de la 3^e catégorie. La convention de forfait figure dans le contrat de travail ou un avenant, dans ce dernier cas le refus du salarié ne peut être considéré comme constituant un motif de licenciement.

Le nombre annuel de jours travaillés ne peut excéder un maximum de 217 jours pour un salarié bénéficiant de l'intégralité de ses droits à congés payés. Lors des négociations prévues au préambule, les partenaires sociaux locaux et/ou sectoriels examineront ce nombre annuel de jours travaillés qui constitue un seuil maximal qui peut être diminué.

Les jours de travail peuvent être répartis différemment d'un mois sur l'autre ou d'une période à l'autre de l'année en fonction de la charge de travail sous réserve, que le cadre bénéficie d'au moins 35 heures de repos hebdomadaire, sauf dérogation légale ou réglementaire, et sous réserve que le cadre bénéficie d'au moins 11 heures consécutives de repos quotidien, sauf dérogations conventionnelles ou légales.

Les jours de repos ou demi-journées de repos sont définis par le cadre en respectant un délai de prévenance de 1 mois. L'employeur peut reporter la prise de repos en cas d'absences simultanées de cadres en respectant un délai de prévenance de 3 semaines pour les absences programmées délai ramené à 5 jours ouvrables en cas d'absences pour maladie ou accident d'autres cadres.

Le contrat de travail peut prévoir des périodes de présence nécessaires au bon fonctionnement de l'entreprise. Pendant cette période, le salarié ne peut pas prendre des jours de repos autre que les jours de repos hebdomadaires, jours fériés chômés.

Il doit être mis en place un dispositif de contrôle du nombre de jours travaillés. Ce document de contrôle doit comptabiliser le nombre et la date des journées ou demi-journées travaillées, ainsi que les jours de repos hebdomadaires, jours de congés payés, jours fériés chômés, jours de repos au titre de la réduction du temps de travail.

Chaque année, un entretien doit être organisé entre le cadre et le supérieur hiérarchique pour évoquer l'organisation du travail, la charge de travail et l'amplitude des journées de travail.

La rémunération forfaitaire mensuelle est indépendante du nombre d'heures de travail effectif accomplies durant la période de paie considérée.

La rémunération ne peut être inférieure à la rémunération forfaitaire correspondant au forfait annuel sur la base du maximum d'heures applicable résultant de l'article 11.3 du présent chapitre (rémunération forfaitaire comprenant le paiement des heures supplémentaires et bonifications ou majorations légales).

DEUXIÈME PARTIE

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX RELATIONS ENTRE LES ORGANISATIONS SIGNATAIRES

CHAPITRE XII

CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Article 12.1

Adaptation des conventions collectives au présent accord national

Les conventions et accords collectifs nationaux, régionaux ou départementaux compris dans le champ d'application du présent accord national pourront adapter les stipulations du présent accord dans le respect des prescriptions de l'article L. 132-13 du code du travail, c'est-à-dire à la condition de ne pas comporter des dispositions moins favorables aux salariés.

Article 12.2

Adaptation des clauses relatives à la durée du travail

Les négociateurs des conventions collectives de travail sont invités à adapter les stipulations du présent accord dans les domaines ci-après énumérés :

- a) Modalités de rémunération des jours fériés légaux chômés prévus à l'article 4.2 ;
- b) Modalités de rémunération du travail effectué un jour férié prévu à l'article 4.4 ;
- c) Maintien total ou partiel de la rémunération à l'occasion de certaines absences du salarié, notamment en raison de la maladie ou d'un accident, prévu à l'article 4.5 ;
- d) Contreparties accordées aux salariés en cas de dérogation au repos quotidien de onze heures prévu à l'article 5.4 ;
- e) Modalités de rémunération des périodes de présence qui ne constituent pas du travail effectif prévu à l'article 6.2 ;
- f) Modalités de rémunération et d'organisation des périodes d'astreinte prévues à l'article 6.3 ;

g) Contreparties, soit sous forme de repos, soit financières, accordées au salarié pour le temps nécessaire à l'habillage et au déshabillage en cas de port obligatoire d'une tenue de travail, défini à l'article 6.2 ;

h) Montant de l'indemnité kilométrique prévue par l'article 9.2, § 2, en cas d'interruption supérieure à 2 heures pour les salariés à temps partiel.

Article 12.3

Adaptation des accords de salaires

Les organisations signataires du présent accord engagent les partenaires des conventions collectives de travail à conclure les futurs accords de salaires en tenant compte des conditions dans lesquelles s'effectue la réduction de la durée réelle du travail dans les exploitations et entreprises concernées.

CHAPITRE XIII

ACCORDS DE RECOMMANDATION AU NIVEAU DES BRANCHES

Article 13.1

Négociation d'accords de recommandation au niveau des branches

Compte tenu de la très grande décentralisation de la négociation collective en agriculture, et en raison notamment de l'existence de conventions collectives départementales couvrant plusieurs branches du secteur de la production agricole, des discussions aboutissant à des recommandations sont envisagées au niveau des branches.

Dès la signature du présent accord, et à la demande de l'une des organisations signataires du présent accord, les discussions doivent s'engager dans un délai de 1 mois.

CHAPITRE XIV

CONTRÔLE DE L'APPLICATION ET ÉVOLUTION DU PRÉSENT ACCORD

Article 14.1

Création d'une commission nationale paritaire

Les organisations signataires se constituent en commission nationale paritaire pour l'application et l'évolution du présent accord.

Article 14.2

Evolution du présent accord

Les partenaires sociaux décident d'ouvrir des négociations en vue de déterminer les modalités de mise en œuvre d'un « compte épargne-temps ».

ANNEXE I

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES ABSENCES RÉMUNÉRÉES

Sans préjudice des dispositions conventionnelles ou des usages, les dispositions législatives et réglementaires et les stipulations des accords nationaux aux termes desquelles le salaire est maintenu par l'employeur en cas d'absence du salarié, concernent les absences justifiées par l'un des motifs ci-après énumérés :

- jour férié légal ;
- jour de congé payé ;
- jour de congé pour événement familial ;
- repos compensateur de remplacement des heures supplémentaires ;
- repos compensateur annuel prévu à l'article 7.4 du présent accord ;
- examen de la médecine du travail ;
- examen médical de grossesse ;
- jour au cours duquel s'est produit un accident du travail ;
- formation décidée par l'employeur ;
- heures de délégation des délégués syndicaux d'entreprise, des délégués du personnel et des membres du comité d'entreprise ;
- exercice de la mission de conseiller du salarié ;
- participation à une instance prévue à l'article L. 992-8 du code du travail ;
- participation aux élections de conseillers prud'hommes, de membres de la chambre d'agriculture ou d'administrateurs de caisses de mutualité sociale agricole ;
- exercice de fonctions de conseiller prud'homme, de membre de chambre d'agriculture ou d'administrateur de caisse de mutualité sociale agricole ;
- exercice d'un mandat de représentant des salariés dans un comité des activités sociales et culturelles visé à l'article 1000-7 du code rural, dans un observatoire de l'emploi salarié en agriculture visé à l'article 1000-8 du code rural, ou dans une commission paritaire d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture visé à l'article L. 231-2-1 du code du travail.

Il en est de même dans le champ d'application des accords nationaux ci-après cités, lorsque l'absence est justifiée par l'un des motifs suivants :

- participation à une formation dans le cadre du congé individuel de formation (accord national du 24 mai 1983) ;
- participation à une instance paritaire du FAFSEA, à une commission paritaire de l'emploi, à une association paritaire pour l'emploi et la formation (accord national du 2 octobre 1984) ;
- participation à une commission paritaire ou à une commission mixte de négociation collective et le cas échéant, à une réunion de préparation ou de suivi (accord national du 21 janvier 1992).

ANNEXE II

DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES À L'ANNUALISATION DE LA DURÉE DU TRAVAIL

Pour la mise en œuvre de l'annualisation de la durée du travail prévue au chapitre X du présent accord, les employeurs doivent respecter les dispositions de la présente annexe.

I. – Principe de l'annualisation

Dans les exploitations et entreprises relevant du champ d'application du présent accord national, la durée du travail peut être annualisée conformément aux dispositions de l'article 10.4 du présent accord, afin d'adapter la durée du travail à la nature de l'activité.

La durée hebdomadaire de travail peut être modulée dans le cadre d'une période de 12 mois consécutifs maximum.

Il est convenu d'appeler « heures de modulation » les heures de travail effectuées au-delà d'une durée hebdomadaire de 35 heures et « heures de compensation » les heures de repos prises en compensation des heures de modulation et conduisant à un horaire hebdomadaire de travail inférieur à 35 heures.

II. – Mise en œuvre de l'annualisation

Tout employeur relevant du champ d'application du présent accord national peut mettre en œuvre l'annualisation du temps de travail dans les conditions fixées au présent accord.

Avant de décider la mise en œuvre de l'annualisation, l'employeur doit consulter le comité d'entreprise ou, à défaut, les délégués du personnel s'ils existent.

En tout état de cause, la décision prise doit être portée à la connaissance du personnel par voie d'affichage 1 mois avant le début de la période d'annualisation.

Si, au titre d'une période d'annualisation ultérieure, l'employeur décide d'opter pour une autre formule ou d'y renoncer, le personnel est consulté et informé dans les mêmes formes et délais.

L'annualisation doit s'appliquer à l'horaire de travail d'une collectivité de salariés précisément définie et soumise à un même horaire de travail quelle que soit la nature ou la durée des contrats de travail (salariés d'une entreprise, d'un établissement, d'un atelier, d'un service, d'une équipe...) étant entendu que plusieurs formules de modulation peuvent coexister au sein de la même entreprise.

III. – Programmation indicative de l'annualisation

Avant le début de la période d'annualisation, l'employeur établit pour la collectivité de salariés concernés un programme indiquant l'horaire indicatif correspondant aux travaux à réaliser pendant la période considérée. Ce programme peut être modifié en cours d'annualisation.

Ce programme doit préciser les points suivants :

- la formule d'annualisation choisie par référence au § 4 de l'article 10.4 du présent accord ;
- la collectivité de salariés concernés ;
- la période d'annualisation retenue, qui ne peut être supérieure à 12 mois consécutifs ;
- les périodes de grande activité, pendant lesquelles l'horaire de travail est supérieur à la durée hebdomadaire de 35 heures ;
- les périodes d'activité réduite ou nulle, pendant lesquelles l'horaire de travail est inférieur à la durée hebdomadaire de 35 heures, voire nulle, étant précisé qu'un horaire journalier réduit ne peut être inférieur à la demi-journée, sauf cas particuliers concernant notamment des salariés affectés à des travaux d'entretien, de maintenance ou de surveillance exigeant moins d'une

demi-journée de travail par jour, pour lesquels l'horaire de travail réduit ne peut être inférieur à deux heures ;

- les périodes pendant lesquelles l'horaire est égal à la durée hebdomadaire de 35 heures ;
- l'horaire indicatif correspondant à chacune de ces périodes.

Le programme indicatif d'annualisation est soumis à la consultation du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel s'ils existent et est porté à la connaissance du personnel par voie d'affichage au moins une semaine à l'avance. Un exemplaire du document affiché est transmis à l'inspecteur du travail.

IV. – Modification du programme d'annualisation

En cas de modification du programme en cours de période d'annualisation, l'employeur devra préciser si cette modification est susceptible d'être compensée ou non avant la fin de la période d'annualisation :

- lorsque la modification est susceptible d'être compensée, le programme modifié devra indiquer que l'augmentation ou la diminution de l'horaire par rapport au programme indicatif entraînera une autre modification en sens inverse du même programme, au cours d'une période ultérieure, de telle sorte que sur l'ensemble de la période d'annualisation, le nombre d'heures de « modulation » soit compensé par un nombre identique d'heures de « compensation » ;
- lorsque l'augmentation ou la diminution de l'horaire initialement programmé ne peut plus être compensée avant la fin de la période d'annualisation, le programme modifié devra indiquer :
 - au cas où l'augmentation de l'horaire ne peut plus être compensée par des heures de « compensation », que les heures effectuées en plus sont des heures hors modulation ;
 - au cas où la diminution de l'horaire ne peut plus être compensée par des heures de modulation, si les heures seront récupérées dans les conditions prévues à l'article 6.4 du présent accord ou si elles feront l'objet d'une demande d'admission au chômage partiel.

Le projet de modification du programme d'annualisation est soumis à la consultation du comité d'entreprise ou à défaut, des délégués du personnel s'ils existent et est porté à la connaissance du personnel par voie d'affichage au moins une semaine à l'avance, sauf cas de force majeure, notamment imprévus de production ou commerciaux et en cas de survenance de circonstances justifiant la réduction de l'horaire ou l'interruption collective du travail, lorsque les heures ainsi perdues sont susceptibles d'être récupérées ou de faire l'objet d'une demande d'admission au titre du chômage partiel. Une copie du document affiché est transmise à l'inspecteur du travail.

Il est précisé que lorsqu'un ou plusieurs salariés sont conduits à travailler exceptionnellement selon un horaire différent de l'horaire programmé, il ne s'agit pas d'une modification du programme applicable à la collectivité des salariés concernés par l'annualisation. La procédure prévue à l'alinéa précédent n'est donc pas applicable.

V. – Compte individuel de compensation

L'employeur doit pour chaque salarié concerné par l'annualisation de la durée du travail tenir un compte individuel de compensation sur lequel l'employeur enregistre :

- l'horaire programmé pour la semaine ;
- le nombre d'heures de travail réellement effectuées par les salariés au cours de la semaine ;
- le nombre d'heures correspondant à des absences indemnisées ou non indemnisées programmées ou non programmées.

L'état du compte individuel de compensation est retranscrit tous les mois sur le bulletin de paie ou un document annexé au bulletin de paie.

En fin de période d'annualisation, ou à la date de la rupture du contrat de travail intervenue en cours de période d'annualisation, l'employeur clôt le compte individuel de compensation et remet à chaque salarié concerné un document récapitulant l'ensemble de ses droits.

S'il apparaît en fin de période d'annualisation ou à la date de la rupture du contrat de travail, que le nombre d'heures de « modulation » effectuées est supérieur au nombre d'heures de « compensation » prises, il s'agit d'heures hors modulation qui seront rémunérées selon les dispositions prévues à l'article 10.4 du présent accord.

S'il apparaît, au contraire que le nombre d'heures de « compensation » prises est supérieur au nombre d'heures de « modulation » effectuées, la rémunération versée au salarié lui reste acquise sauf dans deux cas :

- les heures perdues correspondent à des heures perdues au titre du chômage partiel, auquel cas elles doivent être indemnisées comme telles ;
- l'excès d'heures de « compensation » prises est constaté à l'occasion de la rupture du contrat de travail en cours de période d'annualisation pour un motif autre que le licenciement pour motif économique, auquel cas le salarié devra restituer la rémunération perçue au titre de ces heures. Le montant à restituer est déduit de la dernière paie.

VI. – Annualisation et chômage partiel

En cas de survenance de circonstances rendant impossible le respect de l'horaire programmé, l'employeur peut modifier le programme sans respecter la procédure prévue à l'alinéa précédent, en vue de réduire immédiatement l'horaire de travail.

Dans cette hypothèse, l'employeur informe sans délai l'inspecteur du travail des circonstances justifiant la réduction d'horaire et s'il apparaît, à la fin de la période d'annualisation, que le nombre d'heures de travail ainsi perdues n'a pas pu être compensé par des heures de modulation, l'indemnisation au titre du chômage partiel peut être sollicitée. Cependant, l'admission au chômage partiel pourra être sollicitée immédiatement au cas où l'horaire hebdomadaire en deçà de la limite inférieure fixée par le programme indicatif.

Directeur de la publication : Yves Struillou
165170050-000217
Direction de l'information légale et administrative
ISSN en cours
